



## La police a fait évacuer les locaux occupés par les chômeurs en colère

La CGT joue l'apaisement, les associations jugent le plan Jospin « insuffisant »



### L'empire du dopage

L'INTERPELLATION par la douane australienne, mercredi 7 janvier, d'une nageuse chinoise, Yuan Yuan, et de son entraîneur, en possession de treize fioles d'hormones de croissance avant les championnats du monde de Perth, en Australie, relance les soupçons sur les athlètes de ce pays. Depuis 1992, la Chine est accusée de pratiquer un véritable « dopage d'Etat » qui entache les performances impressionnantes de ses représentants. Mais, jusqu'à maintenant, le Comité international olympique a toujours eu le plus grand mal à pratiquer des contrôles inopinés dans ce pays. Il semble que le triste exemple de l'ex-République démocratique allemande n'ait servi à rien.

Lire page 17 et la chronique de Pierre Georges page 24

LES FORCES de l'ordre ont procédé, samedi matin 10 janvier, à l'évacuation de la plupart des sites occupés par les associations de chômeurs. Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a qualifié les interventions des forces de l'ordre de « faute politique et humaine grave ». La veille, Lionel Jospin avait appelé les associations à prendre leurs responsabilités et prévenu qu'il ferait « en sorte que les établissements publics fonctionnent normalement ». Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'Intérieur, avait expliqué qu'il fallait « savoir cesser une occupation » et évoqué des interventions policières « en douceur ».



ALORS ? CONTENT ?  
mages. Elles ont vivement regretté l'absence de revalorisation des minima sociaux et ont appelé à la poursuite du mouvement « sous des formes diverses ». De son côté, la direction de la CGT jouait l'apaisement, son secrétaire général, Louis Vianet estimant qu'« il y avait beaucoup de positif » dans les annonces de Lionel Jospin. Mais le représentant du comité national CGT de défense des chômeurs a expliqué que cette prise de position ne devait pas être interprétée comme une invitation à sortir en douceur du conflit.

Lire pages 5 et 24 et notre éditorial page 11

## Les détenus sud-africains font la prison buissonnière

JOHANNESBURG

Près de sept cents évadés en deux mois, encore dix cette semaine : c'est l'incroyable record du système carcéral sud-africain dont se serait bien passé le gouvernement, déjà critiqué pour son incapacité à enrayer une forte criminalité. Ces dernières semaines, la presse et l'opposition se sont déchaînées contre les autorités, accusées de laisser les dépôts des commissariats et les prisons se transformer en véritables passoirs. Basculant entre indignation et dérision, les journaux ont ainsi consacré leurs gros titres à la série d'évasions rocambolesques qui ont marqué les fêtes de fin d'année.

subtilisé son arme et ses clés avant de libérer une vingtaine de leurs compagnons. D'autres encore ont tout simplement enfoncé une porte avant de s'enfuir en courant, certains préférant la bonne vieille méthode qui consiste à scier les barreaux de sa cellule. Menacés de sombrer dans le ridicule et le discrédit, les autorités pénitentiaires multiplient les annonces afin de rassurer sur l'efficacité du système. Sans apparentement convaincre personne, le responsable des prisons affirme que le taux d'évasion enregistré en 1997 figure parmi les plus faibles des vingt dernières années. Mille prisonniers environ se sont évadés l'année passée, contre près de 1 400 en 1996, a-t-il souligné.

pauses causes du problème, aux côtés de la négligence et de la corruption des gardiens. Les prisons sud-africaines, prévues pour 98 000 détenus, en abritent aujourd'hui 140 000. Souffrant que près d'un tiers des détenus sont en attente de jugement, M. Omar a suggéré de libérer ceux qui sont emprisonnés pour des délits mineurs. Quelle que soit la bonne volonté du gouvernement, la population demeure sans illusion sur sa capacité à lutter contre la criminalité et ses conséquences pénitentiaires. Comme dans beaucoup de domaines, les autorités soulignent qu'elles ont hérité du régime de ségrégation raciale un système policier, judiciaire et carcéral inadapté à la société post-apartheid. Mais Poplin s'en tient à la réalité des chiffres et affiche son scepticisme. Selon les statistiques officielles, 10 000 agents de l'ordre ont été mis en cause dans des crimes et délits divers depuis janvier 1996 et, d'après un récent sondage, la majorité des Sud-Africains n'ont plus ni respect ni confiance à l'égard de leur police.

Frédéric Chambon

Lire page 2

### La torture des Bordelais

Le château des Tours, près de Bordeaux, accueille aujourd'hui noces et banquets. Mais pendant la guerre, il abritait la Gestapo.

p. 8

### Sexe et sida

De 10 à 20 % des séropositifs continueraient à avoir des rapports sexuels non protégés.

p. 24

### Cohabitation judiciaire

Jacques Chirac a émis, lors de l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, le vœu que s'élargisse le débat sur la réforme de la justice. Le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, s'exprimera jeudi à ce sujet devant l'Assemblée nationale.

p. 6

### Un rêve de futur propriétaire

Les taux des crédits immobiliers, déjà bas, pourraient encore diminuer.

p. 14

### L'affaire Mattei, 35 ans de mystère

Le 27 octobre 1962, le PDG de la société pétrolière d'Etat italienne trouva la mort dans un accident d'avion. L'hypothèse d'un attentat - commandité par la CIA ? Israël ? La Mafia ? - est maintenant la plus probable.

p. 10

### Au « Grand Jury »

Edouard Balladur, ancien premier ministre, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 11 janvier, à 18 h 30.

Allemagne: 2 DM; Autriche: 2 S; Belgique: 35 F; Canada: 220 \$; Chili: 200 \$; Espagne: 225 Ptas; France: 7,50 F; Grèce: 200 Dr; Italie: 140 L; Japon: 250 Y; Luxembourg: 40 F; Pays-Bas: 10 G; Royaume-Uni: 10 £; Suède: 100 Kr; Suisse: 1,50 F; Thaïlande: 20 Baht; Turquie: 20 Liras; USA: 1 \$; Venezuela: 200 Bs.



## En Allemagne, le chômage sans la révolte

L'AVEU. Helmut Kohl a reconnu, vendredi 9 janvier, qu'il ne sera pas possible de diviser par deux le chômage en Allemagne d'ici à l'an 2000. Cet engagement, pris par le chancelier en 1996, va donc rejoindre la musée des promesses non tenues, comme les « paysages fleuris » qui devaient orner rapidement l'Allemagne de l'Est ou les 100 000 créations d'emploi par an annoncées pour l'ex-RDA. Les chiffres du chômage rendus publics vendredi ont rappelé M. Kohl à la réalité. Fin décembre 1997, le pays comptait 4,5 millions de chômeurs (11,9 % de la population active), 20 000 de plus que le mois précédent. Si à l'ouest du pays, la situation est stable, l'Allemagne donne pourtant l'impression de connaître, jusqu'à présent, une certaine paix sociale.

ver la cohésion sociale; la politique de consensus qui y prévaut empêche la crise de déboucher sur des affrontements. Différence décisive avec la France. L'Allemagne ne connaît pas le chômage massif des jeunes. Certes, le taux de chômage des moins de vingt-cinq ans a doublé en quelques années, mais il n'est encore que de 12 %, contre 28 % en France. En dépit de difficultés d'adaptation, le système d'apprentissage, qui permet à 590 000 jeunes d'apprendre un métier en alternance en entreprise et dans des écoles, garantit à tous les jeunes une formation et, le plus souvent, un emploi. Et lorsqu'un risque de pénurie de places d'apprentissage se fait sentir, comme à l'été 1997, la pression sociale et politique est telle que les entreprises se sentent l'obligation morale de créer des places supplémentaires.

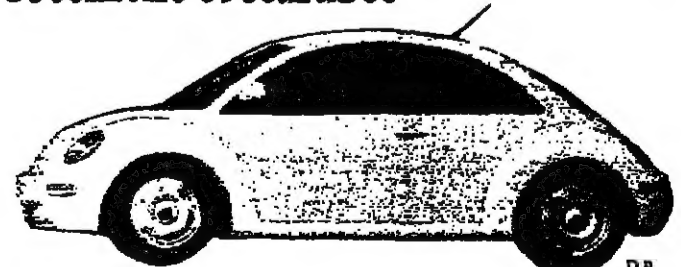
vingt ans au plus tard). Les apprentis perçoivent une rémunération comprise entre 2 000 et 3 500 francs par mois. Les deux tiers des étudiants de l'Ouest et la moitié de ceux de l'Est trouvent au moins occasionnellement des jobs rémunérés pendant leurs études. Les jeunes qui n'auraient pas de soutien familial ni de ressources reçoivent l'aide sociale, l'équivalent du RMI, sans condition d'âge.

A l'ouest du pays, l'explosion du chômage, relativement récente, frappe surtout les femmes, les étrangers et les plus de cinquante-cinq ans. Dans un pays où rien n'est fait pour encourager le travail féminin - peu de crèches, horaires des écoles et d'ouverture des magasins inadaptés -, ce chômage élevé ne remet pas fondamentalement en cause le modèle de société. Il n'y a pas eu non plus de régions sinistrées; les restructurations, dans la Ruhr par exemple, ont été moins brutales qu'en Lorraine ou dans le Nord. Le pays n'a pas eu de banlieues difficiles comparables à celles de la France, de ghettos. Il est constitué de métropoles urbaines de taille moyenne - à l'exception de Berlin et Hambourg.

Arnaud Leparmentier

Lire la suite page 11

### Coccinelle et scarabée



INSPIRÉE de la Coccinelle, la New Beetle (nouveau scarabée) de Volkswagen a été présentée au Salon automobile de Detroit. Produite au Brésil, cette voiture a été réalisée sur la base de la Golf mais n'en laisse rien paraître. Commercialisée en Europe au second semestre, elle illustre le penchant des constructeurs pour le rétro.

Lire page 18

## L'artiste du mensonge

DAVID MAMET sait tout faire : scénariste, auteur de théâtre, romancier et cinéaste. Son dernier film est sorti sur les écrans mercredi 7 janvier. La Prisonnière espagnole reste fidèle au récit hollywoodien de l'angoisse qui est sa marque. Né à Chicago dans une famille juive russo-polonaise, David Mamet, à l'âge de cinquante ans, vit hanté par l'idée que tout n'est que faux-semblant, manipulation, mensonges. Cette vision désabusée du monde trouve son origine dans les rapports difficiles qu'il a eus, enfant, avec l'autorité familiale. Elle irrigue le travail de ce créateur boulimique. Mais c'est lui qui tire les ficelles, bernant lecteurs et spectateurs, qui y trouvent un trouble plaisir.

Lire page 9

## Un dissident à Paris



WEI JINGSHENG

LE CHEF DE FILE de la dissidence chinoise, « banni » fin 1997, est attendu en début de semaine à Paris. Wei Jingsheng estime, dans un entretien au Monde, que des « changements rapides » sont « inévitables » à Pékin. « La situation devient très mauvaise, les gens veulent que ça change », dit cet homme très éprouvé par la prison. Il s'en prend aux dirigeants occidentaux qui « s'intéressent plus aux affaires qu'aux droits de l'homme ».

Lire page 4

|               |    |                  |    |
|---------------|----|------------------|----|
| International | 2  | Carnet           | 14 |
| France        | 5  | Album/Foto       | 17 |
| Société       | 7  | Météorologie     | 19 |
| Horizons      | 9  | Culture          | 20 |
| Entreprises   | 11 | Guide            | 22 |
| Placements    | 14 | Radio-Télévision | 23 |



**ESPAGNE** De Grenade à la petite ville basque de Zarauz, les Espagnols ont été nombreux à manifester, vendredi soir 9 janvier, pour dénoncer l'assassinat dans la matinée

par le mouvement séparatiste basque armé ETA d'un conseiller municipal, José Ignacio Iruretagoyena, membre du Parti populaire (PP, droite), la formation au pouvoir.

● ÉLU de Zarauz, le jeune homme (trente-quatre ans) a été tué dans l'explosion de sa voiture, moins d'un mois après le meurtre par l'ETA d'un autre élu du PP au Pays basque,

José Luis Caso. ● LA STRATÉGIE de l'ETA, confirmée par cet attentat, est de cibler prioritairement les élus du PP au Pays basque. Le PP a indiqué qu'il ne se laisserait pas intimider,

qu'il resterait au Pays basque, et, à l'exception d'Herri Batasuna, branche politique de l'ETA, il a reçu le soutien de toutes les formations politiques espagnoles.

## Un nouvel assassinat perpétré par l'ETA soulève l'indignation au Pays basque

L'attentat à la voiture piégée qui a tué, vendredi 9 janvier, un jeune élu municipal de Zarauz confirme que l'organisation séparatiste s'en prend prioritairement à la formation du chef du gouvernement, José Maria Aznar

**MADRID**  
de notre correspondant  
Toute l'Espagne redescend dans la rue pour crier « Basta ya ! » (ça suffit !) et dire non au terrorisme. De Grenade à la petite ville basque de Zarauz, en passant par Madrid, on manifeste. L'ETA a frappé et la première victime de l'année, vendredi 9 janvier, a eu les jambes et un bras sectionnés par une bombe et est décédée une demi-heure plus tard.

Des milliers de Basques, le chef du gouvernement espagnol José Maria Aznar et de nombreuses personnalités politiques se sont recueillis à la maltrie de Zarauz devant la dépouille du jeune conseiller municipal José Ignacio Iruretagoyena, assassiné par l'ETA vendredi matin. Ce jeune chef de famille de trente-quatre ans, dont les enfants n'ont que huit mois et quatre ans, venait de monter dans sa voiture et n'avait parcouru qu'un kilomètre quand son automobile a explosé. La bombe avait été placée sous le siège et la police a découvert que la serrure de la portière avait été forcée. L'explosion s'est produite à une centaine de mètres de trois collègues. José Ignacio Iruretagoyena était l'une des cibles de l'ETA. Il appartenait au Parti populaire (PP), le parti de José Maria Aznar, devenu l'objectif prioritaire de l'organisation séparatiste basque armée.

Il y a moins d'un mois José Luis Caso, un autre conseiller municipal basque appartenant au PP, était également tué. Quelques jours plus tôt, interrogé par la télévision espagnole sur les menaces dont il faisait l'objet, José Luis Caso avait déclaré : « Pour ? Non, je n'ai pas peur. On ne vit pas avec la peur. » Le 11 décembre, il était tué d'une balle dans la tête. Deux semaines plus tard, dans un appel téléphonique au journal indépendantiste basque Egin, un inconnu, se réclamant de l'ETA, avait expliqué que « les membres du PP veulent détruire le peuple basque comme nation ». José Ignacio Iruretagoyena est le quatrième conseiller municipal du PP assassiné au Pays basque par l'organisation séparatiste basque armée en trois ans.

### PROTECTION POLICIERE

Le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, a eu lui-même beaucoup de chance : il sortit miraculeusement indemne d'un attentat à la voiture piégée à Madrid le 19 avril 1995. « Il est évident que le PP est l'objectif premier des terroristes », a affirmé Miguel Angel Rodriguez, porte-parole du gouvernement espagnol, ajoutant que « le gouvernement ne ferait pas un seul pas en arrière dans la lutte contre le terrorisme ». C'est ce que demande aussi le président du PP au Pays basque, Carlos Irujo, qui

déclare : « Si l'ETA croit que nous allons faire nos valises et quitter le Pays basque, elle se trompe. » « On ne va pas se résigner à être des condamnés à mort, on doit être à notre place et travailler pour un Pays basque meilleur », a-t-il ajouté.

Mais tous les responsables du PP dans cette région sont aujourd'hui sous la menace de l'ETA, et tout particulièrement les cent soixante-six conseillers municipaux élus sous la bannière du parti qui ne bénéficient pas du dispositif policier entourant leurs dirigeants. Carlos Irujo et huit députés et sénateurs du PP disposent d'une protection policière permanente. Les autres ont appris à regarder sous leur voiture, à vérifier qu'ils ne sont pas suivis et à avoir des réflexes de méfiance vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cependant, l'un d'entre eux a affirmé : « La vigilance de cent pour cent n'existe pas, et si quelqu'un est décidé à vous tuer, il vous tue un jour. »

Victorio Fernandez Aguado, conseiller municipal PP de la localité d'Arandio, avait forcé l'admission de tous ses collègues en décembre 1997. Il avait défié les élus de Herri Batasuna (HB), la coalition indépendantiste basque (considérée comme la branche politique de l'ETA) en annonçant qu'il allait leur communiquer le numéro de sa plaque d'immatriculation et son adresse pour qu'ils ne perdent pas



leur temps à vérifier. Jeudi 8 janvier, il découvrait son magasin à moitié détruit par l'explosion de cocktails Molotov et recevait des menaces de mort.

La direction du PP demande à la police autonome basque de veiller à la sécurité de ses élus et de leurs biens. Le parti de José Maria Aznar a reçu l'appui de toutes les formations politiques, à l'exception de la coalition Herri Batasuna. Solidarité sans faille, dans l'action contre le

terrorisme, de l'opposition socialiste : « Le gouvernement sait, a déclaré le secrétaire général du PSOE, Joaquín Almunia, que pour gagner cette bataille contre les assassins nous sommes à ses côtés et pas dans une attitude passive mais combative. » Pour le chef du gouvernement basque, José Antonio Ardanza, qui a convoqué une manifestation à Zarauz samedi soir, c'est « la démocratie et la volonté du peuple qu'on assassine ».

Dans la petite station balnéaire de Zarauz, la population est consternée. Le jeune José Ignacio avait pris la succession de son père, ancien conseiller municipal, qui avait décidé lors des dernières élections, de passer la main à la jeune génération. La réunion extraordinaire du conseil municipal, vendredi matin, quelques heures après l'attentat de l'ETA, a été le théâtre d'incidents avec les deux représentants de HB. « Assassins !, Canailles ! », a crié le public alors qu'un élu de la coalition indépendantiste s'apprêtait à lire un texte et refusait de condamner l'attentat de l'ETA. Les deux représentants de HB ont dû quitter la salle sous la protection de la police.

Il y a un mois, les vingt-trois dirigeants de cette coalition étaient incarcérés, condamnés à sept ans de prison pour « collaboration avec bande armée ». La nouvelle direction de HB, qui doit être nommée ce mois-ci, reste pour l'instant inconnue. L'année commence au Pays basque dans la plus grande confusion. Le Parti nationaliste basque (PNV), au pouvoir dans la région, demande toujours le rapprochement des six cents prisonniers de l'ETA des centres pénitentiaires du Pays basque et menace de saisir les instances européennes tandis que l'ETA, dès la fin des fêtes de fin d'année, a remis les drapeaux espagnols en berne. (Interim.)

## Le troisième élu du Parti populaire victime du terrorisme depuis six mois

LE CONSEILLER municipal José Ignacio Iruretagoyena, trente-quatre ans, tué vendredi 9 janvier à Zarauz (Pays basque) dans un attentat attribué à l'ETA est le troisième élu du Parti populaire (PP au pouvoir) assassiné depuis six mois. En 1997, l'organisation séparatiste ETA a abattu treize personnes, et, depuis 1968 - date du premier attentat mortel de l'organisation - sept cent soixante-quatre personnes ont été assassinées.

Au mois de janvier 1995, l'ETA avait tué le président du PP, député pour la province basque de Guipuzcoa, Gregorio Ordóñez, trente-six ans, dans un restaurant de Saint-Sébastien. Trois mois plus tard, c'est le président du PP et actuel chef du gouvernement, José Maria Aznar, qui sortait indemne d'un attentat à la voiture piégée à Madrid. Mais les élus du PP sont devenus une cible privilégiée de l'ETA depuis juillet 1997, date de l'assassinat du conseiller municipal d'Ermua (Pays basque), Miguel Angel Blanco, dont la mort avait entraîné une vague de manifestations antiterroristes sans précédent en Espagne.

Depuis cet assassinat, l'ETA a multiplié les attentats. En septembre, la Garde civile a désamorcé

### COMMENTAIRE

#### UNE DÉTERMINATION AVEUGLE

Affaible et de plus en plus condamnée par une large majorité d'Espagnols et de Basques, l'ETA continue de tuer. Les multiples arrestations de militants et la condamnation, le 1<sup>er</sup> décembre, de l'ensemble des dirigeants d'Herri Batasuna (HB, vitrine politique de l'ETA) à des peines de prison ferme pour

« collaboration avec une bande armée » ne semblent pas avoir entraîné sa capitulation. Au contraire, elle a été déterminée à poursuivre son œuvre, à moins encore, sa détermination.

L'assassinat, depuis six mois, de trois conseillers municipaux appartenant tous au Parti populaire au pouvoir - a provoqué une réprobation grandissante dans toute l'Espagne, y compris au Pays basque. Elle a aussi pour conséquence de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme de l'ETA. En France, mais aussi aux États-Unis ou au Mexique, des militants de l'organisation armée ont été arrê-

tés, des réseaux démantelés. Et le gouvernement de Madrid a, ces derniers jours, adressé de nouvelles demandes d'extradition, notamment deux à la France.

Mais l'on peut se demander si cette - légitime et nécessaire - répression à l'encontre de l'ETA peut, seule, en venir à bout. Car il n'est nul besoin de disposer d'une organisation sophistiquée et de spécialistes entraînés pour abattre un homme - notamment parmi les cent soixante-six conseillers municipaux du PP -.

Surtout pour une organisation terroriste qui dispose de fonds importants - en provenance de l'impôt révolutionnaire - et qui dispose de multiples réseaux - et qui multiplie les menaces à l'encontre des responsables basques ne partageant pas ses idées. Faute d'imaginer une négociation - difficile et hasardeuse - le gouvernement espagnol et celui de la province autonome du Pays basque risquent d'être longtemps démunis face à la détermination, aussi aveugle que sauvage, de l'ETA.

Denis Hautin-Guinaut

## Une visite officielle en prison relance les négociations intercommunautaires en Ulster

### LONDRES

de notre correspondant

En parvenant in extremis à convaincre les terroristes protestants de lever leur opposition au processus de paix, la ministre chargée de l'Irlande du Nord a réussi, vendredi 9 janvier, un pari extrêmement risqué. Quand elle a franchi les portes de la prison du Maze, près de Belfast, Mo Mowlam n'avait aucune assurance que les tueurs de l'UDA (Association de défense de l'Ulster) et de l'UFF (Combattants de la liberté d'Ulster) allaient l'écouter. Au bout d'une heure de discussion, ceux-ci, apparemment convaincus, ont demandé à la petite formation loyaliste qui les représente, le Parti démocratique d'Ulster (UDUP), de revenir sur sa décision et d'être présente, lundi 12 janvier, quand les négociations reprendront au palais de Stormont.

Son audace a beaucoup impressionné, sa sincérité et son courage aussi, car elle risquait gros, et avec elle la politique nord-irlandaise du premier ministre Tony Blair, dans ce qui était la crise la plus dangereuse depuis la proclamation du cessez-le-feu. Mais Mo Mowlam est aussi une redoutable négociatrice qui sait se montrer très directe et manie aussi bien la carotte que le bâton. On la sait courageuse : elle a subi en 1997 une dure cure de chimiothérapie.

C'était la première fois qu'un membre du gouvernement britannique rencontrait ouvertement des tueurs irlandais, qui plus est condamnés pour le meurtre de ci-

vis dans des conditions parfois atroces. Après s'être entretenue avec cinq membres de l'UDA/UFF, elle a brièvement rencontré des détenus appartenant à l'autre groupe paramilitaire loyaliste, l'UFF (Force des volontaires de l'Ulster), ainsi qu'à l'IRA. Cela ne s'est pas fait sans grincements de dents, et Mo Mowlam s'est excusée auprès des familles de victimes que son geste avait choquées et a remercié celles qui lui avaient apporté leur soutien.

Il faut dire que ses interlocuteurs ne sont pas des anges. Le premier d'entre eux, Michael Stone (UDA), a été condamné à perpétuité pour le meurtre de six catholiques, dont trois lors des funérailles de membres de l'IRA tués par les services spéciaux britanniques à Gibraltar. Les autres, Bobby Philpott, le chef de l'UFF, Johnny « Mad Dog » (« Chien fou ») Adair, Glen « Titch » (« Microbe ») Cunningham et Sam McCrory, qui est tatoué de la tête aux pieds, purgent de longues peines pour terrorisme ou tentative de meurtre. Quant au commandant local de l'IRA, Padraig Wilson, il a été condamné à vingt-quatre années de prison pour avoir tenté d'assassiner des soldats anglais.

Les négociations semblent sauvées pour le moment. Sans rien promettre ouvertement et en réaffirmant qu'aucun progrès n'interviendrait si celles-ci n'allaient pas de l'avant, Mo Mowlam a néanmoins laissé entendre aux prisonniers loyalistes que des libérations

anticipées pourraient être envisagées. Elle allait ainsi au-devant de leur principale revendication. Si Londres n'a encore gracié aucun terroriste, Dublin a élargi plusieurs républicains, et les loyalistes affirment que le processus a jusqu'à présent favorisé l'IRA.

### C'est la première fois qu'un membre du gouvernement britannique rencontrait ouvertement des tueurs irlandais

A l'occasion de la visite de Mo Mowlam au Maze - en anglais « labyrinthe » - la télévision a été admise au sein de la prison, et les Britanniques ont pu découvrir sur leurs petits écrans ce qui se passait au sein de cet étonnant pénitencier où chacun des huit blocs, en forme de H, est quasiment autogéré par un groupe terroriste distinct. Ainsi, selon le Guardian, le bloc 1 abrite 11 79 condamnés de l'UDA et de l'UFF, le 2 est réservé à l'UFF (65 détenus), le 3 aux extrémistes républicains de l'INLA, opposés au cessez-le-feu (17), les 4, 5 et 8 à l'IRA (respectivement 76, 76 et 77 prisonniers), le 6 aux ultraloya-

listes de la LVF (27) et le 7 à l'UDA (83). Au centre se trouvent un gymnase et deux terrains de football.

Les cellules sont ouvertes, les détenus - qui se considèrent comme prisonniers de guerre - s'y promènent, jouent au billard, discutent dans des salles de réunion ressemblant à des permanences de partis, ornées de fresques représentant des terroristes enragés et armés encadrés par les slogans et les armoiries de leur mouvement. Ils y font régner une discipline quasi militaire. Ils correspondent par téléphone portable avec l'extérieur, ont bénéficié d'une permission de fin d'année, mais ne sont pas censés boire d'alcool dans une province où la bière coule pourtant à flot. Les gardiens se contentent de faire l'appel chaque jour. C'est dans cette prison la plus tristement célèbre d'Ulster qu'avait eu lieu, au début des années 80, la grève de la faim de Bobby Sands et de ses camarades de l'IRA.

La direction de l'établissement, dit de haute sécurité, a été accusée de laxisme, en particulier après l'évasion d'un condamné de l'IRA à l'occasion d'une fête de Noël et l'assassinat par des détenus de l'INLA du tueur loyaliste le plus redoutable, Billy Wright, il y a deux semaines - l'arme du meurtre était entrée en fraude dans la prison. C'est la mort de celui qui avait créé la LVF pour rassembler les opposants loyalistes au cessez-le-feu qui est à l'origine de la crise actuelle.

Patrice de Bee

### APPEL POUR LE CHIAPAS

Dès le lendemain du massacre d'Acteal, un appel était lancé demandant :

- le jugement effectif de tous les responsables ;
- la dissolution des groupes para-militaires ;
- le retrait de l'armée des territoires indigènes ;
- l'application des accords de San Andres signés entre le gouvernement mexicain et l'armée zapatiste ;
- la suspension des négociations économiques avec l'Union européenne.

Premiers signataires : Agnes B., Daniel BENSIAID, philippine, Jacques BLANC, Théâtre national de Brest, Frédérique BRÉDIN, Dapoz, Bernard CANTAT, Noir Désir, Carmes CASTELLO, étudiants, Régis DERRAY, écrivain, Régis DESCHÈDES, écrivain, Olivier DURAMEL, député européen, Jean Paul de FLEURY, Producteur, Monique GAILLOT, politicien, GRANDPERRIN, Cédric, Maxime GRÉMETZ, député, Gille HALIMI, avocat, Francis JEANSON, écrivain, Alain JOYE, sociologue, Yves LE BOT, sociologue, LIZ, écrivain, Louis MINETTI, écrivain, Arlene MONCOURVILLE, metteur en scène, Edouard MOURIN, sociologue, Christian PAUL, député, Gilles PERRAULT, écrivain, Jack RALITTE, écrivain, Pierre RICHARD, écrivain, SAÏPHO, écrivain, Léon SCHWARTZENBERG, professeur de médecine, Frédéric SERVAN-SCHREIBER, journaliste, Francis TANGUY, Théâtre du Radica, Alain TOURAINE, sociologue, Henri WEBER, écrivain, WIAZ, dessinateur, Francis WURTZ, député européen.

Aujourd'hui, l'armée quadrille la région et la situation est plus périlleuse que jamais. Dans le cadre de la journée internationale de solidarité pour le Chiapas, nous appelons tous ceux qui veulent « Justice pour Acteal ! » à se rassembler

le lundi 12 janvier à 18h 30 devant l'ambassade du Mexique 9, rue de Longchamps 75016 PARIS (métro Miro)

Avec le soutien de : Assemblée européenne des citoyens, CEDETIM, CFDT FGTB, CFDT ANPE, CGT, Collectif Ya Basta !, Droit de Cité, Fondation France Amérique Indienne, Fondation France Libertés - Danielle Mitterrand, FSU, GRAM, L.C.R., Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement de la Paix, MRAP, les Pépinières pour la Paix, R.A.C.A.R., SIVIS, SOS Racisme, SUP-PIT, UNED-ID, les Vans.

Solidarité : la Source N° 416 47 38 E (mention "12 janvier") Collectif Ya Basta ! 22 rue Rosenwald - 75015 Paris



LA STRATEGIE de l'Union européenne, est-elle vraiment celle du dialogue ? Le PP a indiqué qu'il restait à définir la politique commune.

**lignation au Pays basque**  
confirme que l'organisation séparatiste José Maria Aznar



Le Tchéchénie... la République tchéchène... la République tchéchène...

Le Tchéchénie... la République tchéchène... la République tchéchène...

**en prison relance**  
**munautaires en Ulster**

Le Tchéchénie... la République tchéchène... la République tchéchène...

**est la première fois**  
**d'un membre**  
**du gouvernement**  
**français**  
**participe**  
**à un sommet**  
**à l'échelle mondiale**

Le Tchéchénie... la République tchéchène... la République tchéchène...

# La Tchétchénie place ses troupes en état d'alerte après un regain de tension avec Moscou

La République dénonce une « concentration de forces russes » à ses frontières

La Tchétchénie a placé, vendredi 9 janvier, des milliers de soldats en état d'alerte, a annoncé le vice-premier ministre tchéchène, Movladi Oudougou. Mardi, le ministre russe de l'intérieur, Anatoli Koulikov, avait estimé que la Russie avait « le droit de procéder à des opérations préventives » dans la République caucasienne. Une délégation russe, emmenée par le vice-premier ministre Ramazan Abdoulatipov, devait se rendre samedi à Grozny.

**MOSCOU**  
correspondance  
La Tchétchénie a placé, vendredi 9 janvier, des milliers de soldats en état d'alerte, a annoncé le vice-premier ministre tchéchène, Movladi Oudougou, tandis qu'un autre ministre de haut rang, Akhmed Zakayev, estimait qu'en Russie l'initiative était définitivement passée entre les mains du « parti de la guerre ». « L'expression désignant les partisans à Moscou de l'action armée contre les Tchétchènes. Rapidement, le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, et le secrétaire du Conseil de sécurité, Ivan Rybkine, chargé des négociations avec la Tchétchénie, ont tenté de calmer les esprits : « Les membres du gouvernement n'ont pas le droit d'exprimer leurs opinions et impressions personnelles »,

gine tchéchène - qui déchire depuis quelques mois les Républiques russes du Nord Caucase. M. Koulikov est un ancien « faucon » de la guerre de Tchétchénie, et commanda les troupes fédérales au plus fort du conflit. « Si les menaces de Koulikov sont mises en œuvre, la guerre va reprendre », a immédiatement répliqué Movladi Oudougou, tandis qu'un autre ministre de haut rang, Akhmed Zakayev, estimait qu'en Russie l'initiative était définitivement passée entre les mains du « parti de la guerre ». « L'expression désignant les partisans à Moscou de l'action armée contre les Tchétchènes. Rapidement, le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, et le secrétaire du Conseil de sécurité, Ivan Rybkine, chargé des négociations avec la Tchétchénie, ont tenté de calmer les esprits : « Les membres du gouvernement n'ont pas le droit d'exprimer leurs opinions et impressions personnelles »,

a rappelé M. Tchernomyrdine, tandis que M. Rybkine dénonçait ceux qui veulent « d'abord frapper et ensuite réfléchir ». « Je ne pense pas que les propos de Koulikov aient déclenché la tension. Ils sont plutôt le reflet d'une dégradation de la situation », estime le politologue moscovite Dmitri Trenine. Car les quelques accords économiques signés ces derniers mois entre la Russie et la Tchétchénie, pour importants qu'ils soient, ne peuvent désormais plus masquer l'essentiel : la question de l'indépendance. A l'origine de la guerre, reste toujours insoluble. Les Tchétchènes estiment que leur victoire militaire, en août 1996, a fait d'eux un peuple souverain, tandis que Moscou s'obstine à considérer la petite République caucasienne comme un « sujet de la Fédération de Russie ».

Certains généraux du Kremlin et quelques hommes politiques rêvent encore d'une revanche militaire, dans quelques années, lorsque la Russie aura refait de son armée, humiliée, un instrument efficace. « Les Tchétchènes le savent très bien. Ce n'est pas une base très constructive pour des négociations », précise Andreï Piontkovski, directeur du Centre d'études stratégiques de Moscou. A Grozny aussi, une radicalisation est en cours. Le président « modéré » Aslan Maskhadov, incapable de juguler la criminalité chez lui, s'appuie de plus en plus sur les chefs de guerre les plus radicaux. Le 1<sup>er</sup> janvier, il a placé à la tête du gouvernement Chamli Basaïev, considéré par Moscou comme un terroriste pour avoir mené en 1995 une prise d'otages meurtrière à Boudennovsk, dans le sud de la Russie. Boris Eltsine, qui avait annoncé une visite en Tchétchénie en début d'année, a récemment reporté son voyage sine die.

Joseph Christophe

# Les sondages reflètent l'ambivalence des Allemands envers l'euro

L'opinion est méfiante mais résignée

**BONN**  
de notre correspondant  
A un an du passage à la monnaie unique, la population allemande reste attachée au deutschemark, qui symbolise depuis cinquante ans la réussite de l'économie. Selon un sondage paru le 5 janvier dans l'hebdomadaire Der Spiegel, 56 % des Allemands sont opposés au remplacement du mark par l'euro, tandis que 39 % y sont favorables. Un an plus tôt, 49 % s'étaient déclarés opposés à la monnaie unique, 44 % y étant favorables. En revanche, un sondage réalisé en octobre 1997 pour la Fondation Konrad-Adenauer, proche du parti chrétien-démocrate (CDU), avait décelé un fort recul des opposants à l'euro : selon cette étude, leur nombre était passé en un an de 63 % à 43 % de la population, le nombre des partisans progressant de 35 à 59 %.

Si la quasi-totalité des milieux politiques se déclarent partisans de la monnaie unique, l'homme de la rue éprouve une crainte instinctive à l'abandon du mark. « On sait ce que l'on a, on ne sait pas ce que l'on aura », résume le député Karl Lamers, porte-parole du groupe parlementaire CDU pour les affaires étrangères et européen militant. Selon la Fondation Konrad Adenauer, les moins enthousiastes sont les plus de soixante ans, sans doute marqués par l'hyperinflation des années 20 et la réforme monétaire de 1948, qui craignent pour leur retraite. Les générations actuelles sont les premières à ne pas avoir vu leur épargne anéantie. Les réticences sont grandes parmi les Allemands de l'Est, moins sensibles aux bienfaits de la construction européenne et qui ne profitent du mark fort que depuis la réunification. Les couches les plus modestes de la population sont les plus attachées au mark : si 63 % des bacheliers sont partisans de l'euro, 26 % seulement de ceux qui ont quitté le système scolaire avant la troisième y sont favorables. Les électeurs sociaux-démocrates et les anciens communistes sont, d'après la fondation, les plus réticents à la monnaie unique.

**SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**  
Surtout, la population allemande juge que l'euro n'apportera pas la solution à ses problèmes. Aucun responsable allemand, d'ailleurs, ne le prétend. 53 % des personnes interrogées pour l'hebdomadaire Die Zeit estiment qu'avec l'euro le chômage va continuer d'augmenter. Le discours dominant est que l'euro est une réponse à la mondialisation, mais qu'il va accentuer la concurrence au sein de l'Union et entraîner de nouvelles restructurations, notamment dans les banques, conduisant dans un premier temps à de nouvelles suppressions d'emplois. L'euro devrait, explique-t-on, forcer les gouvernements à imposer les réformes nécessaires, ce qui ne conduira certainement pas à une amélioration du système de protection sociale.

Les Allemands estiment que la construction européenne et l'euro sont bons pour l'économie et les entreprises de leur pays, mais pas pour les individus. D'après Die Zeit, 62 % pensent que l'industrie en profitera, ce pourcentage grimpe à 70 % pour les banques. En revanche, plus de 55 % des Allemands considèrent que les consommateurs et les travailleurs vont plutôt souffrir de la monnaie unique. La population a beau être méfiante envers l'euro, elle est persuadée à 90 % de son avènement et n'en fait pas un de ses soucis principaux. Selon la Fondation Konrad-Adenauer, les inconvénients de l'euro n'arrivent qu'au huitième rang des préoccupations des Allemands. L'Union monétaire est considérée comme certaine et nul ne s'attend au moindre mouvement populaire contre l'euro.

Christian Lecomte

## MANQUE DE CONFIANCE

« Avec le temps, la thèse selon laquelle les Allemands sont défavorables à l'euro parce qu'ils ne sont pas suffisamment informés ne tient pas », juge Dieter Schültes, économiste à l'Association des épargnants allemands. « Les Allemands n'ont tout simplement pas confiance dans leurs partenaires européens », renchérit un observateur français. De fait, tous les sondages le confirment : la population est persuadée que l'euro ne sera pas aussi fort que le mark (73 % selon le Spiegel).

Selon un autre sondage paru dans l'hebdomadaire Die Zeit, 58 % des Allemands pensent que l'inflation augmentera avec l'euro. Outre-Rhin, l'inflation n'est pas, comme en France, symbole de l'endettement.

Jacques Isnard

Arnaud Leparmentier

# De Saint-Denis à Tuzla dans l'attente du Mondial

de notre envoyé spécial

**UNE DIZAINE** de jeunes de Saint-Denis viennent d'effectuer un séjour en Bosnie. But du périple : promouvoir le Mondial de football. « Ces jeunes que tout pousse vers la marge de la vie, ils aiment le football. Ils aiment le Stade de France leur appartenance à un peu. Les en déposant à cette occasion reviennent à perpétuer l'idée qu'ils sont les exclus », avance Mohamed, un éducateur, soutenu dans son action par la municipalité de Saint-Denis. L'opération a été baptisée Banlieues du monde. Elle a pour ambition de faire se rencontrer, en juillet, à Paris, des centaines de jeunes des quartiers populaires des cinq continents. On y parlera bien sûr de ballon rond, mais aussi de musique et de danse, et l'on y confrontera les réalités vécues par les uns et les autres dans les banlieues de Los Angeles, Johannesburg, Buenos Aires, Amsterdam, etc. D'abord les jeunes ont été consultés pour dresser les listes des invités. Puis ils sont allés remettre directement les invitations à leurs futurs visiteurs. Sandrine, Rafik, Idrissa et les autres ont atterri à Sarajevo. Puis direction Tuzla (nord-est), ville où cohabitent encore des musulmans, des Croates et des Serbes. Premiers aperçus des ravages de la guerre : « Chez nous, c'est nickel quand on compare », réception à la mairie, plateaux de télévision, « au bout de trois jours, on était connus », matches de football improvisés, démonstrations de rap, visites de centres pour adolescents « à qui rien n'est imposé mais qui proposent eux-mêmes, un exemple à suivre », analyse Mohamed. Une minute de silence a été observée devant un monument érigé à la mémoire de soixante et onze Bosniaques tués par un obus serbe le 25 mai 1995. « On n'a pas parlé de la guerre avec eux, ils n'aiment pas ça, ça se voit », raconte Ludovic, ébahi par l'hospitalité des habitants : « On nous saluait même dans la rue, c'est comme si moi, à Saint-Denis, je me mettais à dire bonjour à tous les tou-

ristes. » Observant que les ruelles du centre-ville se remplissaient chaque soir d'une foule de jeunes, Sandrine s'est livrée à une comparaison : « Chez nous, à 8 heures, il n'y a plus personne en ville, on rentre dans nos quartiers et on n'en sort plus. Un groupe en ville, quand il fait nuit, c'est suspect. Ici, c'est le contraire et tout se passe bien. » Selon Mohamed, « ce type d'expérience permet aussi aux jeunes d'appréhender leur propre situation ». « Ils ont encore moins de fric que nous, ils répètent toujours ici "no future" mais, en même temps, ils restent positifs et ils construisent des choses », constate Sandrine. Rafik, dont le meilleur copain, Darko, d'origine serbe, a été privé de voyage en Bosnie sur ordre parental, lâche : « Ils sont bêtes ces vieux. A Tuzla, ça craint pas, ils sont multitechniques comme à Saint-Denis. »

Christian Lecomte

# Quand les Britanniques « écoutent » leurs alliés européens en Cornouailles

de notre envoyé spécial

CITANT des « sources spécialisées » qu'elle n'identifie pas pour autant, la lettre hebdomadaire d'informations stratégiques TTU, souvent bien informée, décrit, dans son numéro du jeudi 8 janvier, le système des écoutes électroniques qui a permis au gouvernement britannique d'avoir connaissance par avance des réactions et, donc, des positions de ses partenaires européens dans les négociations ministérielles à Bruxelles (Le Monde daté 4-5 janvier 1998).

A la fin de la semaine dernière, c'est un ancien agent des services spéciaux britanniques qui a révélé, à la télévision, comment le Royaume-Uni espionnait ses partenaires de l'Union européenne depuis des années. Selon TTU, la principale station d'écoute du CSOS (Composite Signals Organization Station), à Morwenstow, est chargée de ce travail. « Elle a été réorganisée, précise la lettre, et sérieusement étoffée » depuis son ouverture au début des années 70 en Cornouailles. Le CSOS est cette organisation qui supervise toutes les stations d'écoute britanniques au sein d'un réseau de renseignement électronique baptisé GCHQ (Government Communications Headquarters). Le GCHQ, dont le quartier général est à Cheltenham, dans le Gloucestershire, rassemble entre dix mille et quinze mille spécialistes. Sa mission officielle - qu'il ne cache pas, même si elle est secrète - consiste à intercepter, à décoder et à analyser toutes les transmissions étrangères.

Au sein du GCHQ, il existe notamment deux divisions : la division (qui se consacre aux pays de l'Europe de l'Est, et la division K, qui a été mise en cause dans l'espionnage des alliés européens du Royaume-Uni et qui est vouée au renseignement électronique dans les autres régions. TTU précise que la station de Morwenstow a diversifié ses interceptions et ses décodages dans les communications téléphoniques, les fac-similes, le réseau Internet et même jusqu'aux satellites que peuvent utiliser les administrations et les entreprises.

Dans les milieux français du renseignement, on s'interroge sur la nature des liens que le GCHQ britannique entretient avec des organismes alliés, notamment outre-Atlantique, et sur les échanges d'informations auxquels il procède avec eux. Depuis 1947, par un accord secret connu sous la dénomination de « traité Ulm », le GCHQ coopère avec la National Security Agency (NSA), la centrale de renseignement la plus secrète des Etats-Unis. La station de Morwenstow est couplée au centre satellite de Goonhilly, à une centaine de kilomètres, qui travaille avec la NSA. De même, le GCHQ a des accords similaires avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada. TTU considère que « la pérennité du pacte Ulm, hérité de la guerre froide, profite aux Américains » et que son existence peut menacer « la coopération sécuritaire des Quinze » dans les discussions politico-commerciales entre les Etats-Unis et l'Europe.

Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui a pris les décisions de Luxembourg comme un affront personnel, paraît hostile pour le moment à cette invitation. Mais les discussions se poursuivent. Ankara a annoncé vendredi que le président turc, Suleyman Demirel, effectuerait les 19 et 20 février une visite officielle à Paris, à l'invitation du président Chirac.

Henri de Bresson

# Paris tente de maintenir Ankara dans le processus européen

ATHÈNES

de notre envoyé spécial  
« L'intérêt général de l'Union européenne est de conserver une stratégie commune vis-à-vis de la Turquie et celui de la Turquie est de conserver une stratégie vers l'Europe », a plaidé le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, après s'être entretenu vendredi 9 janvier avec les dirigeants grecs, à Athènes, des suites du Sommet de Luxembourg de décembre.

La décision des Quinze de séparer la Turquie des 12 autres candidats à l'Union européenne dans le processus d'élargissement, qui a déclenché une crise avec Ankara, a aussi ravivé en ce début d'année les tensions entre la Grèce et la Turquie. Les Turcs reprochent aux Grecs d'avoir tout fait pour obtenir à Luxembourg qu'ils soient tenus à l'écart d'un processus auquel participeraient dix pays d'Europe centrale et surtout le gouvernement officiel de Chypre, dans la partie grecque de l'île. Les incidents ont repris ces der-

niers jours en Mer Egée. Les deux frères ennemis de l'Alliance atlantique, qu'un conflit oppose depuis toujours sur les droits de souveraineté dans la région, s'accusent mutuellement de provocations militaires, dans les airs ou sur mer. Tout est prétexte à escalade verbale. Evoquant l'affaire en Europe d'immigrants clandestins venus de Turquie, le ministre grec des affaires étrangères, Theodoros Pangalos, a accusé la Turquie de violer les droits de l'Homme « dans l'indifférence de l'Occident, comme les droits des Juifs ont été violés par l'Allemagne nazie dans l'indifférence générale ».

## AFFRONT PERSONNEL

M. Védrine comme les représentants du gouvernement américain ont appelé les deux Etats à la réserve. Le ministre français, qui s'était également rendu jeudi à Ankara, a fait valoir auprès des dirigeants grecs que leur intérêt n'était pas d'exclure la Turquie du jeu européen, que l'Union européenne pouvait leur offrir un cadre adé-

quat pour tenter de discuter avec les Turcs de leurs contentieux.

Le ministre français a réaffirmé à Athènes, comme la veille à Ankara, qu'il souhaitait voir la Turquie prendre sa place à la Conférence européenne que les Quinze veulent mettre sur pied pour avoir un forum où discuter avec les pays ayant vocation européenne de sujets d'intérêt commun, notamment en matière de sécurité. Un sommet des pays invités à y participer a été officiellement convoqué par la présidence britannique de l'Union pour le 12 mars prochain, a-t-on appris vendredi à Bruxelles.

Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui a pris les décisions de Luxembourg comme un affront personnel, paraît hostile pour le moment à cette invitation. Mais les discussions se poursuivent. Ankara a annoncé vendredi que le président turc, Suleyman Demirel, effectuerait les 19 et 20 février une visite officielle à Paris, à l'invitation du président Chirac.

**Appelez Ricardo pour lui souhaiter une bonne année.**

**416 Fttc la minute.**

**BRÉSIL: -30%\***

Avec First Telecom, spécialiste de l'appel international, vous pouvez dès aujourd'hui ouvrir un compte tout en gardant votre n° de téléphone actuel sans frais d'installation. d'abonnement ou de consommation minimum. Les prix incluent l'accès local.

|                                       |                                |                                   |                                  |                                   |
|---------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Angleterre<br>1,00 Fttc<br>par minute | USA<br>1,32 Fttc<br>par minute | Italie<br>1,58 Fttc<br>par minute | Japon<br>2,88 Fttc<br>par minute | Israël<br>3,80 Fttc<br>par minute |
|---------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|

**FIRST TELECOM**

LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL : 0 801 37 66 66\*



**Le Monde**  
 AUX TÉLÉVISIONS  
 ET À LA RADIO

**Autour du Monde**  
 12.30  
 Le samedi 12.30-13.30 (RDT)  
 Le dimanche 12.30-13.30 (RDT)

**Le Grand Jour**  
 15.15-17  
 Le dimanche 12.30-13.30

**De l'Assemblée à l'Assemblée**  
 Le samedi 18.30-19.30  
 Les vendredis 19.30-20.30 (RDT)  
 Le dimanche 12.30-13.30 (RDT)  
 Le samedi 12.30-13.30 (RDT)

**Le Grand Débat**  
 FRANCE CULTURE  
 12.30 et 19.30 (RDT)  
 12.30 (RDT)

**A la une du Monde**  
 12.30  
 Le mardi 12.30-13.30 (RDT)  
 Le dimanche 12.30-13.30 (RDT)



**SOCIAL** Les forces de l'ordre ont procédé, samedi 10 janvier, au matin, à l'évacuation de la plupart des sites occupés par les associations de chômeurs. Certains groupes avaient

libéré les lieux de leur plein gré. **● LIONEL JOSPIN** avait appelé, la veille, les associations à prendre leurs responsabilités et souligné qu'il « fera en sorte que les établis-

sements publics fonctionnent normalement ». **● LES ASSOCIATIONS** - ACI, APEIS, MNCP et Comité de défense des chômeurs CGT - ont qualifié de « premier pas » les me-

sures gouvernementales, mais ont regretté l'absence de revalorisation des minima sociaux. Elles ont appelé à la poursuite du mouvement « sous des formes diverses ». **● LE MIL-**

LIARD de francs annoncé sera financé par un décret d'avance. Des économies devront donc être trouvées pour ne pas creuser le déficit budgétaire.

## Le gouvernement fait évacuer les sites occupés par les associations de chômeurs

Après la présentation du plan de Lionel Jospin, les organisations à l'origine de ce mouvement ont marqué leur déception et ont appelé à la poursuite d'actions « sous des formes diverses »

L'HEURE des évacuations a sonné au petit matin. Samedi 10 janvier, les forces de l'ordre ont réveillé, avec plus ou moins de douceur, les militants des associations de chômeurs encore enfoncés dans leur drvet. La scène s'est reproduite un peu de partout sur le territoire : à Marseille, Arras, Paris, Nantes, Grenoble, Genevilliers, Montbéliard ou Poissy... Vendredi, lors de la présentation des décisions du gouvernement, Lionel Jospin avait prévenu : « L'occupation ne peut être une forme permanente de l'action revendicative ».

Le premier ministre avait aussi souligné que « sa responsabilité était de faire en sorte que l'ensemble des établissements ouverts au public (...) fonctionnent normalement ». Il en avait appelé à la « responsabilité » des associations de chômeurs désormais « reconnues » par les pouvoirs publics. Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, en déplacement dans la banlieue lyonnaise, avait demandé aux chômeurs de « savoir arrêter une occupation » et avait parlé de probables évacuations « en douceur ».

Dix-huit sites étaient encore in-

vestis vendredi soir, contre vingt-six comptabilisés au milieu de la semaine. Les associations de chômeurs ne ciblaient pas que les antennes des Assedic : des groupes, plus ou moins nombreux, occupaient des ANPE, des centres sociaux ou des mairies. Certains ont abandonné les lieux dans l'après-midi de vendredi : à la suite d'une décision de justice ordonnant leur expulsion (antenne Assedic de Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen) ; ou spontanément, après « l'intervention du premier ministre » (Assedic de Bourges, d'Alaccio ou de Dole).

**● NOUVELLES FORMES DE LUTTE** Samedi, à Marseille, où le mouvement avait commencé le 11 décembre, la vingtaine d'occupants de l'antenne Assedic du Chemin de Gibbe sont sortis dans le calme mais en criant des slogans hostiles au gouvernement. A Grenoble, après l'évacuation de l'antenne Assedic, les militants devaient tenir une assemblée générale dans la matinée à la Bourse du travail pour « désigner de nouveaux objectifs ».

Lors de leur conférence de presse commune, vendredi, en réaction aux décisions gouvernemen-

tales, les associations de chômeurs avaient appelé à « continuer la lutte » sous « des formes diverses » en attendant le mardi 13 janvier, journée dont elles veulent faire « un nouveau temps fort ».

Les quatre associations à l'origine du mouvement - ACI, APEIS, MNCP, comité de défense des chômeurs CGT - ont estimé que les mesures annoncées par M. Jospin en faveur des chômeurs étaient « un premier pas », mais qu'elles étaient « insuffisantes ». Elles ont toutes regretté l'absence de revalorisation des minima sociaux et d'une allocation pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Des nuances d'appréciation sont

toutefois apparues. La CGT, et plus encore l'APEIS, a mis l'accent sur les « acquis moraux et matériels », tandis qu'ACI et le MNCP insistent sur les insuffisances. « Le gouvernement a entendu la colère des chômeurs », s'est félicité Richard Dethy, président de l'APEIS. Tirant des leçons du mouvement, il a expliqué que « les chômeurs, qui sont seuls, peuvent donc peser sur les décisions en se rassemblant ».

Pour François Desanti, le secrétaire général du comité national CGT de défense des chômeurs, « les mesures qui viennent d'être annoncées par le gouvernement sont intéressantes mais probab-

lement insuffisantes ». Pour Hubert Constanças (MNCP), elles sont « largement insuffisantes ». Claire Villiers (ACI) a souligné qu'« il n'y a que la lutte qui permet de déboucher les situations ».

Les nuances d'appréciation sont également apparues à propos de l'occupation des antennes Assedic, dont le MNCP et ACI souhaitent la poursuite, quand l'APEIS et le comité de chômeurs CGT préféreraient, en cas d'évacuation, envisager d'autres formes d'action. Ces nuances n'ont pas aujourd'hui pris la forme de divergences : les quatre associations, dont les responsables se sont réunis vendredi à huis clos, ont réaffirmé leur volonté d'union. « C'est une union avec quelques tensions, mais cela reste - et c'est important - une union », soulignait l'un des participants.

Côté syndicats, la CFDT « prenait acte » des mesures annoncées, mais regrettait « que sa demande de relèvement significatif » des minima sociaux « n'ait pas été entendue ». FO, par la voix de Marc Blondel, soulignait que l'affectation de 1 milliard de francs à des fonds d'urgence sociale pour les chômeurs, « ce n'est pas Byzance », mais « ce n'est pas rien du tout ».

Qualifiant les annonces gouvernementales de « premier pas modeste », la CFDT estimait que « les questions de fond restaient posées ». L'essentiel des interrogations porte aujourd'hui sur l'attitude de la CGT. Son secrétaire général, Louis Viannet, a accueilli les mesures par un communiqué apaisant. Il a estimé qu'il y avait « beaucoup de positif dans l'intervention du premier ministre » et que la mise en place d'un fonds d'urgence sociale dans les départements et coordonné au plan national « est une bonne chose ».

Mais, pour François Desanti, du comité national CGT de défense des chômeurs, cette déclaration ne doit pas être interprétée comme une invitation à une sortie douce du conflit. Les conditions de l'évacuation des quatre antennes Assedic de Marseille, alors que Charles Hoareau, responsable local du comité de chômeurs CGT, n'avait pas terminé ses négociations avec la préfecture sur l'attribution des aides d'urgence, ont laissé quelque amertume. La CGT a toujours fait de Marseille un symbole du mouvement.

Bruno Caussé et Caroline Monnot

## 1 milliard de francs gagé sur des économies

LES MESURES d'urgence en faveur des chômeurs dévoilées par le premier ministre, Lionel Jospin, vendredi 9 janvier, devraient entrer très rapidement en œuvre, il souligne Matignon peu après leur annonce.

**● Fonds d'urgence sociale.** 1 milliard de francs doivent être débloqués très rapidement pour l'alimenter. Il s'agit de crédits nouveaux en faveur des chômeurs les plus en difficulté, contrairement aux 500 millions annoncés samedi 3 janvier, que Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a toujours présentés comme le remboursement d'une dette de l'Etat vis-à-vis de l'Unedic. Ce milliard sera financé par un décret d'avance pris « dès la semaine prochaine », indique un proche conseiller de M. Jospin.

Les sommes dégagées selon cette procédure budgétaire courante devant être gagées par des économies équivalentes, d'autres dépenses de l'Etat - on ignore encore lesquelles - devront être réduites de 1 milliard de francs afin de ne pas creuser le déficit budgétaire. A Matignon, on assure néanmoins qu'aucun crédit déjà affecté à la lutte contre l'exclusion, notamment dans les budgets des ministères de l'emploi et du logement, ne sera mobilisé. En outre, les pouvoirs publics espèrent que d'autres institutions abonderont ce fonds d'urgence, a souligné M. Jospin, qui a cité les conseils généraux, les Assedic et les caisses d'allocation familiales, ces dernières disposant déjà d'importants budgets d'action sociale.

Ces crédits seront versés aux « missions d'urgence sociale », nouvelle dénomination des cellules montées par les préfets, fin décembre, dans certains départements à la demande de M. Aubry et regroupant diverses institutions (Assedic, CAF, centres communaux d'action sociale, etc.). Le ministère de la solidarité assure que presque tous les départements ont monté de telles cellules, qui seront « pérennisées », selon M. Jospin.

**● Mission Jospin-Lambert.** Marie-Thérèse Jospin-Lambert, inspecteur général des affaires sociales, a été nommée auprès de M. Aubry par le premier ministre pour animer une mission chargée de plusieurs tâches. Elle devra veiller à la bonne installation de ces missions et proposer des mesures « afin que leur action soit menée de manière efficace et rapide », souligne le premier ministre dans la lettre de mission qu'il lui a adressée. Ce

sont elles qui, sous l'autorité des préfets, traiteront les cas les plus difficiles et verseront des aides d'urgence : paiement d'un loyer, facture d'électricité, de gaz ou de téléphone, soins médicaux, aide au descendantement, etc.

**● Minima sociaux.** Les chômeurs âgés, M. Jospin-Lambert devra aussi examiner l'articulation et la cohérence entre les minima sociaux (RMI, allocation chômage de fin de droit, allocation aux adultes handicapés, allocation de parent isolé, minimum vieillesse, etc.). Ils bénéficient à près de six millions de personnes (femmes et enfants compris) et mobilisent 40 milliards de francs par an, soit 4 % des dépenses de protection sociale. Elle devra faire des propositions pour améliorer le traitement de la situation des chômeurs de longue durée et des personnes en grande difficulté, qui pourront

s'intégrer dans le projet de loi de prévention des exclusions. La présentation de ce texte en conseil des ministres sera avancée au mois de mars, le gouvernement s'engageant à le faire voter avant la fin juin.

Des députés examineront, le 14 janvier, la proposition de loi du groupe communiste sur la création d'une allocation d'attente en faveur des chômeurs de longue durée âgés de moins de soixante ans et ayant quarante années de cotisation retraite : au lieu de toucher les 2 400 francs du RMI ou les 3 200 francs de l'allocation de solidarité spécifique versée aux plus de cinquante-cinq ans, ils percevront environ 5 000 francs par mois. Entre dix-huit mille et vingt-deux mille personnes sont concernées.

Jean-Michel Bezat

## Approbations nuancées dans la majorité plurielle, critiques à droite

LE PARTI SOCIALISTE soutient la démarche du gouvernement. Dans un communiqué, François Hollande, premier secrétaire du PS, écrit que les mesures annoncées « correspondent à la fois aux nécessités de l'urgence et à des objectifs à moyen terme, notamment sur le terrain décisif de l'insertion et de l'emploi. Il s'agit aussi d'un geste de justice d'espérance et de reconnaissance, attendu par tous ceux qui placent l'exigence sociale et la lutte contre l'exclusion au cœur des préoccupations de notre société ».

Les Verts jugent que les mesures présentées sont « une avancée mais (qu'elles) laisseront les chômeurs sur leur faim ». Ils estiment que « la reconnaissance de fait des associations de chômeurs » par le gouvernement « constitue l'événement de cette première phase du conflit », mais qu'« on reste encore loin du compte » : ils demandent que « les associations de chômeurs soient représentées au sein de l'Unedic et des instances politiques discutant du chômage ». Ils réclament « une conférence nationale associant tous les acteurs, dans les plus brefs délais ». Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, se réjouit des mesures annoncées mais regrette que le gouvernement n'ait pas augmen-

té les minima sociaux. Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, estime que le premier ministre, Lionel Jospin, n'a pas donné de « réponse précise et concrète au problème posé ». Le problème posé, c'est le chômage de longue durée, qui a progressé de 1,2 % en novembre, et il répond : 35 heures, alors que nous savons que les 35 heures ne créent pas d'emploi. Et il répond : chômage et emploi des jeunes ; or les emplois des jeunes ne sont pas ciblés et ne concernent pas les jeunes exclus.

Alain Madelin, président de Démocratie libérale, juge que le premier ministre a fait « une réponse très classique, d'un gouvernement très classique ». La réponse de fond est « la création d'emplois », mais pas, « comme veut le croire ou, pis, le croire » le gouvernement, « les 35 heures autoritaires (imposées) à toutes les entreprises ». Hervé de Charette (UDF-PPDF) doute que « le premier ministre puisse s'en tirer avec cette grosse automne de 1 milliard qui ne résout rien ». Bruno Mégret, délégué général du Front national, estime que, « face à la souffrance humaine que constitue le chômage, M. Jospin n'annonce qu'un pourboire et une simplification bureaucratique ».

## « On peut être occupants de longue durée »

NANTES  
de notre correspondant  
« Un milliard, cela peut paraître considérable pour les gens, mais cela ne fait que 33 francs par chômeur »

REPORTAGE  
Il y a de l'argent pour satisfaire les revendications. La France est riche !

indemnité, et encore on ne compte pas les RMIstes et tous les précaires. Avec leur cellule de crise, ils vont essayer de nous dispenser en traitant les problèmes cas par cas. Et la M<sup>me</sup> Châmage que Jospin vient de faire naître, je ne sais pas comment cette pauvre nana va pouvoir changer quelque chose... Au centre communal d'action sociale (CCAS) de Nantes, occupé depuis le 5 janvier et rebaptisé Collectif chômeurs actifs et solidaires, le premier ministre n'a convaincu personne. Sauf de continuer l'occupation. « Je suis malheureusement chez moi ici. Je récupère mon pouvoir de citoyen en occupant. C'est un lieu fait pour les chômeurs, les SDF, les précaires. Quand on est arrivé, personne ne se connaissait, et, depuis, on n'arrête pas de parler », com-

ment Cécile, les coudes posés sur la longue table en U d'une salle sans fenêtre.

En début de semaine, deux députés socialistes nantais, Patrick Rimbault et Marie-Françoise Clergeau, sont venus écouter les revendications et proposer une rencontre avec le maire, Jean-Marc Ayral. « Ils se sont trouvés face à la misère de nos vies. On les a vus se métamorphoser. Comment les politiques peuvent-ils imaginer que cela va durer comme cela longtemps sans qu'il se passe quelque chose, sans que cela pète ? »

Avant d'intervenir, Etienne a préparé quelques notes. Les 2 200 francs d'allocation spéciale de solidarité avec lesquels il vit ont alignés sa vision du monde : « Ce n'est pas 1 milliard qu'il faut, mais un projet de société qui remplace l'homme au centre de l'économie, et là on verra que les chômeurs ne sont pas la moitié de cons ! » Chacun se tait un instant, pour approuver, et la discussion reprend.

« Comme disait Fabius à propos de Le Pen, Jospin a posé les bonnes questions sur la pauvreté, les enfants qui ne vont pas à la cantine de l'école, etc. Mais ses réponses sont mauvaises. Il y a de l'argent pour satisfaire les revendications. La France est riche ! », lâche Manuel, ancien

réfugié politique sud-américain, que l'ANPE vient de dispenser de chercher du travail parce qu'il a cinquante-sept ans.

Devant les grilles de l'antenne Assedic de l'ouest de Nantes, Dominique est venue soutenir les occupants, avec son gamin Grégory, neuf mois, dans sa poussette : « Jospin veut acheter 1 milliard de francs l'arrêt du mouvement des chômeurs. Qu'il essaie de vivre avec 2 000 balles, qu'il aille faire ses courses chez Lidl et bouffe du pain à la fin du mois ! Qu'il arrête de nous prendre pour des mendiants ! Moi, je revendique un droit à un travail et à un salaire décent ». Licenciée il y a quatre ans, après treize années passées comme commerciale, elle est aux « ass » et ne croit plus trop à ses chances de retrouver un travail.

Chacun guette l'intervention des forces de l'ordre annoncée par le directeur de cabinet du préfet au secrétaire de l'union départementale CGT, Serge Doussin, venu soutenir les occupants. Les chômeurs hont ailleurs s'il le faut. On est demandeurs d'emploi de longue durée, on peut être occupants de longue durée, ce n'est pas un problème », sourit Olivier.

Adrien Favreau

## Appelez Jacques pour lui souhaiter une bonne année.

### CANADA: 1,40F ttc/mn

Avec First Telecom, spécialiste de l'appel international, vous pouvez dès aujourd'hui ouvrir un compte tout en gardant votre n° de téléphone actuel sans frais d'installation, et bénéficier de consommations minimales. Les prix incluent l'accès local.

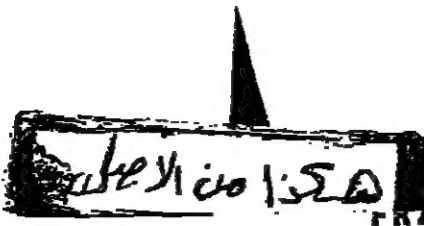
| Angleterre            | USA                   | Italie                | Japon                 | Israël                |
|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 1,00 F ttc par minute | 1,32 F ttc par minute | 1,58 F ttc par minute | 2,88 F ttc par minute | 3,80 F ttc par minute |

FIRST TELECOM

\*Coté d'un appel local.

LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL: 0 801 37 66 66





LE MONDE DIMANCHE 11 JANVIER 1998

FRANCE

## Jacques Chirac souhaite élargir le débat sur l'indépendance du parquet

Les députés auront une première discussion sur la réforme de la justice le 15 janvier

Lors de l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, vendredi 9 janvier, Jacques Chirac a souhaité, sans se prononcer sur les mo-

dalités de réforme qui ont sa faveur, poursuivre et élargir le débat sur l'indépendance de la justice. Elisabeth Guigou fera une communication

suivie d'un débat, jeudi 15 janvier à l'Assemblée nationale, sur son projet concernant l'indépendance du parquet.

**TRADITIONNEL MOMENT** d'expression de la haute magistrature, l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, qui s'est tenue, vendredi 9 janvier au palais de justice de Paris, a surtout donné, en cette année de cohabitation, l'occasion au président de la République de prendre la parole sur un sujet qui lui est cher : la prochaine réforme de la justice.

S'exprimant en présence du garde des sceaux, Elisabeth Guigou, le président de la République a rappelé son « engagement personnel » dans le processus de réforme. Après avoir estimé, sous la pression des affaires, en décembre 1996, qu'il était temps « d'examiner sérieusement la possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceaux », Jacques Chirac avait mis en place, en janvier 1997, une commission de réflexion

présidée par Pierre Truche, premier président de la Cour de cassation.

Chargée d'examiner les rapports entre les procureurs et le ministre de la justice et de faire des propositions en matière de respect de la présomption d'innocence, la commission avait rendu son rapport en juillet 1997. En octobre, Elisabeth Guigou se prononçait pour la suppression des instructions dans les affaires individuelles, l'instauration de meilleures garanties de nomination pour les procureurs et le renforcement de la politique pénale générale.

Sans jamais se référer expressément au projet de réforme élaboré par le gouvernement, Jacques Chirac a indiqué que « le débat [sur l'indépendance du parquet] doit se poursuivre ». Estimant que

la possibilité de la rupture du lien entre le ministre de la justice et le parquet paraît « perdre de son attrait du point de vue des détracteurs », le président de la République ne s'est pas prononcé sur la solution qui lui agréait. « J'ai bien sûr mon idée, mais j'attends avec intérêt les contributions que pourront apporter les parlementaires », a indiqué le chef de l'Etat, qui souhaite élargir les termes du débat.

### « LES ÉCUEILS CONTRAIRES »

N'excluant aucune hypothèse, il a fait valoir qu'il fallait « évaluer sérieusement toutes les conséquences des diverses solutions possibles, qu'il s'agisse du maintien comme de la suppression du principe hiérarchique, voire (...) de la séparation du siège et du parquet », thème pourtant peu porteur dans les milieux judiciaires. Il s'agit de trouver « la meilleure des solutions » tout en évitant « les deux écueils contraires de l'interventionnisme politique et de la tentation corporatiste ».

Estimant que « la justice procède en dernière analyse du peuple souverain au nom duquel elle est rendue », Jacques Chirac a fait valoir que « la responsabilité du juge (...) est le corollaire de [son] indépendance ».

Le président de la République, qui, a, par ailleurs, salué les « efforts louables » du garde des sceaux en ce qui concerne l'augmentation du budget de la justice,

a également évoqué, pêle-mêle, plusieurs pistes de réflexion, comme l'instauration de l'exécution immédiate pour les jugements de première instance, la création d'un greffe unique à tous les niveaux de juridiction, une formation commune pour les magistrats et les auxiliaires de justice ou la déjudiciarisation de certains domaines du droit.

Estimant que le moment était « venu de remettre à plat l'ensemble de notre procédure pénale », il a également insisté sur le respect de la présomption d'innocence en demandant au gouvernement d'élaborer, « aussi rapidement que possible », des textes apportant des « améliorations incontestables et souhaitées ».

Jean-François Burgelin, procureur général de la Cour de cassation et ancien membre de la commission Truche, avait auparavant estimé que « l'indépendance du procureur doit s'entendre comme une nécessité par rapport aux pressions » mais ne doit pas « l'autoriser à remettre en cause la loi de la nation ».

Dans un vibrant plaidoyer pour une réforme qu'il juge « nécessaire », le premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, a, pour sa part, fait valoir que « la justice n'est pas un enjeu politique » et souhaité « ardemment » un « consensus » et une « grande ambition » pour la prochaine réforme de la justice.

Cécile Prieur

## L'avant-projet de loi d'orientation agricole est transmis aux syndicats

Un « contrat territorial » proposé à chaque paysan

**LOUIS LE PENSEC**, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a fait parvenir, vendredi 9 janvier dans la soirée, aux principales organisations professionnelles agricoles, aux syndicats représentatifs et aux associations de consommateurs un document présenté comme la dernière mouture de l'avant-projet de loi d'orientation agricole.

Ce texte d'une cinquantaine d'articles, en six grandes parties, est susceptible d'être encore amendé à la marge en fonction des dernières remarques que pourront présenter les syndicats, les chambres d'agriculture, les industriels du secteur agroalimentaire ou des entreprises coopératives par exemple. Une ultime réunion de mise au point est prévue le 22 janvier. Le texte sera ensuite l'objet de rencontres interministérielles et sera transmis au Conseil d'Etat. L'objectif du ministre est de soumettre son projet de loi au Parlement avant l'été.

C'est le 2 octobre qu'avait commencé la concertation avec les organisations professionnelles. Une dizaine de réunions – une par semaine – ont eu lieu jusqu'à la mi-décembre sous la présidence de Jean-François Collin, directeur de cabinet du ministre, et du sociologue Bertrand Hervieu, chargé de tenir la plume.

Le gouvernement va proposer à chaque exploitant de conclure avec les pouvoirs publics un « contrat territorial d'exploitation », pour trois à cinq ans, prévoyant que, outre les fonctions de producteur, l'agriculteur, qui exerce des missions sociales liées à l'environnement ou assure la fourniture de services, sera reconnu et rémunéré en tant que tel. Un instrument financier spécifique sera créé qui regroupera plusieurs lignes budgétaires, notamment les crédits européens liés aux mesures agroenvironnementales. Il pourrait être doté de 3 à 4 milliards de francs en 1999.

L'objectif du gouvernement est de redéfinir les orientations de la politique agricole, en les liant davantage aux territoires et au maintien, voire à la création, d'emplois durables, et en énonçant clairement une hiérarchie des priorités afin de donner une légitimité aux importantes subventions accordées par l'Etat et par le budget européen aux agriculteurs dont le nombre continue de baisser.

Le second volet du texte concerne les structures agricoles. Il s'agit d'éviter la course à l'agrandissement et à

la concentration des exploitations. Le fonctionnement des commissions départementales d'orientation sera rendu plus transparent afin que la liste des terres susceptibles d'être cédées soit connue de tous les candidats à l'installation. Les chambres d'agriculture vont établir dans ce but dans chaque département un « registre des exploitations », qu'elles soient individuelles ou sous forme sociétaire.

Le texte remis aux organisations professionnelles comporte un volet social tendant à améliorer le statut des conjoints d'exploitants (droits à la retraite notamment), à développer les groupements d'employeurs de travailleurs saisonniers et à permettre une meilleure représentation des salariés des entreprises, souvent de petite taille.

### « INSTITUT DE LA QUALITÉ »

Le statut des entreprises coopératives va être « toiletté », celles qui ont des filiales de droit privé ayant la faculté de présenter des comptes consolidés. Quant aux groupements de producteurs, souvent considérés comme un moyen pour les paysans de mieux faire valoir leurs intérêts par rapport aux secteurs de la transformation et de la distribution, le gouvernement n'a pas l'intention de les favoriser particulièrement en en faisant un point de passage privilégié, voire obligé (ce que demandent plusieurs organisations), dans le circuit de distribution des subventions.

La mise en valeur des produits de qualité fait l'objet de plusieurs articles et la création d'un « institut de la qualité » est prévue. La question est de savoir qui, des producteurs ou des industriels et distributeurs, doivent être porteurs des signes de qualité (labels, indications géographiques de provenance...) et comment doit se répartir la valeur ajoutée.

Enfin le dernier chapitre porte sur l'enseignement, la recherche – le ministre de l'Agriculture a besoin d'organismes de recherche et d'expertise de haut niveau, indique-t-on dans l'entourage de M. Le Pensec – et le développement. La Confédération paysanne (gauche) siègera désormais au conseil de l'Association nationale de développement agricole (ANDA), qui gère un budget annuel de 800 millions de francs alimentés par des taxes parafiscales.

François Grosrichard

## Le RPR et l'UDF peinent à s'entendre en Ile-de-France

**ÉDOUARD BALLADUR** aurait pu mettre à profit le carrousel des socialistes sur la désignation de leur candidat à la présidence de l'Ile-de-France pour progresser dans la constitution de sa propre liste. Occasion manquée... Paris et l'Ile-de-France ont été un des points d'achoppement des négociations entre le RPR et l'UDF, négociations interrompues mercredi dans un climat houleux.

Selon un négociateur de l'UDF, le climat s'est dégradé avec l'apparition, autour de la table, de Nicolas Sarkozy et d'une certaine arrogance du RPR, notamment quant à

l'Ile-de-France. Claude Goussier, secrétaire général de l'UDF, mais aussi adjoint au maire de Paris, a alors fait remarquer que Jean Tiberi à la mairie de Paris, ce n'était pas Jacques Chirac, et que l'être du RPR triomphant en région parisienne était révoqué.

Ces remarques venaient en préalable à une réaffirmation du rééquilibrage demandé par l'UDF à Paris et en Ile-de-France : sur les 21 premiers de la liste parisienne, l'UDF en réclame aujourd'hui 9 contre 6 sortants, ce que M. Balladur ne semble actuellement pas prêt à accepter. Les représentants

de l'UDF à la commission paritaire d'investitures ne se privent pas de rappeler que, il n'y a pas si longtemps, il n'y aurait pas eu grand monde derrière l'ancien premier ministre si l'UDF ne lui avait pas apporté son soutien.

Eric Raoult, tête de liste RPR en Seine-Saint-Denis et membre de la commission d'investiture – dont une indisponibilité passagère expliquerait l'irruption, à la table des négociations, de M. Sarkozy, proche de M. Balladur –, explique que l'intransigence du RPR en Ile-de-France est une réponse à la contestation par l'UDF de la candidature d'Yves-Thibault de Silguy à la succession d'Yvon Bourges à la présidence du conseil régional de Bretagne.

### « RÉÉQUILIBRAGE »

« Que Chirac soit à l'Elysée et non plus à l'Hôtel de Ville, le RPR reste le plus fort en Ile-de-France », déclare-t-il, estimant trop élevées les prétentions de l'UDF. Un des arguments de l'UDF, dont trois des quatre négociateurs (Claude Goussier, Bernard Lehideux et Hervé

### M. Rocard ne se sent plus concerné

S'exprimant, jeudi 8 janvier, sur RMC, Michel Rocard, interrogé sur la question de la présidence de l'Ile-de-France en cas de victoire de la gauche aux élections régionales, après la décision des socialistes de choisir Dominique Strauss-Kahn comme porte-parole régional et candidat à la présidence, a répondu que cela « ne [le] concerne pas et, en tout cas, ne [le] concerne plus ». « Je me suis borné à dire, a-t-il ajouté, l'ancien premier ministre, à mes camarades socialistes, découvrant qu'ils avaient un problème d'organisation de leadership sur l'Ile-de-France, que j'étais disponible pour une mission si le parti me la confiait. » Dans cette affaire de politique politicienne interne, où je n'étais ni demandeur ni jamais présent au cours des débats, a confié M. Rocard, le soldat est simplement que le nombre de gens à qui je serrai la main avec moins d'enthousiasme amical que je ne le faisais avant est anormalement plus grand que je ne craignais. »

Marseille) sont, à différents titres, élus de la région parisienne, est l'image négative des affaires judiciaires qui traînent aux basques du RPR.

Entre le conseil général de l'Essonne, présidé par Xavier Dugoin (RPR), les franchises de Patrick Balkany et Didier Schuller (tous deux actuellement aux Antilles) à la tête de l'Office d'HLM des Hauts-de-Seine, et l'interminable enquête sur les fausses factures de l'Office d'HLM de Paris, l'UDF a beau jeu de faire la verveuse, la virginité judiciaire étant une des conditions émises par M. Balladur à toute candidature sur les listes franciliennes.

« Nos partenaires sont mal venus de nous attaquer sur les affaires », rétorque M. Raoult, « alors que nous-mêmes avons toujours affirmé un soutien sans faille à Gérard Longuet, malgré ses ennemis, en Lorraine. »

En fait, le RPR estime que l'UDF essaie de faire à son détriment un rééquilibrage qui lui est proprement interne. « Sur deux présidences de région UDF, dit son à Démocratie libérale et deux à Force démocrate, c'est en grande partie de là que viennent les difficultés », estime M. Raoult.

La rivalité est patente à Paris, où le président de l'UDF, Jacques Dominati, qui s'est rapproché du président de DL, Alain Madelin, défend des candidats qui ne sont pas forcément les favoris de M. Goussier, bras droit de François Bayrou à FD.

Parmi eux, son propre fils, Philippe Dominati, conseiller régional sortant, qu'il tient à faire reconduire sur la liste de M. Balladur. Celui-ci n'en a d'ailleurs pas fini avec les « fils de ». Xavier Chanaud, fils de Roger Chanaud, ancien sénateur de Paris et ancien dirigeant de poids de l'UDF, est sur les rangs dans le quota UDF, et Xavier Tiberi, l'épouse du maire de Paris, n'a, paraît-il, pas abandonné l'idée d'imposer son fils Dominique, qui figurait déjà sur la liste aux dernières régionales et dont le tour aurait dû arriver cette année (Le Monde du 2 décembre 1996).

Bref, M. Balladur n'est pas au bout de ses peines, et l'UDF ne se prive pas de suggérer que l'intransigence du RPR dans tous les départements d'Ile-de-France pourrait avoir, entre autres objectifs, celui de faire échouer son éventuelle résurrection politique.

Pascal Sauvage

“GRAND JURY”  
RTL-Le Monde-LCI

EDOUARD  
BALLADUR

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE)  
ANITA HAUSSER (LCI)  
ET  
PAUL JOLY (RTL)

DIMANCHE  
18 H 30

RTL



## L'avant-projet de loi d'orientation agricole est transmis aux syndicats

Un «contrat territorial» proposé à...

**RITES** Ce samedi 10 janvier est entré en application le dernier volet d'une loi de 1993, dite loi Sueur, qui libéralise entièrement le service des pompes funèbres en France. Cette

loi vise à moraliser une activité souvent contestée, renforçant les procédures de contrôle et d'habilitation. ● LE MONOPOLE que conservaient certaines régions municipales

est supprimé, la concurrence devant désormais s'exercer librement. Cette nouvelle législation intervient alors que, depuis quelques années, les cérémonies funéraires organisées

par les familles évoluent sensiblement. ● SI LES RITES traditionnels sont peu à peu abandonnés, de nouveaux comportements apparaissent, comme en témoignent la multipli-

cation des associations d'entraide, l'adaptation des cérémonies religieuses ou la mise en place de rituels spécifiques pour les crémations.

## Le deuil s'accompagne de nouvelles cérémonies funéraires

Si les veillées ou les processions se font rares, de nouveaux rituels apparaissent depuis quelques années. Meilleure prise en compte des familles, obsèques religieuses adaptées, associations d'entraide sont autant de signes d'une évolution de la prise en charge de la mort

LA MORT n'est plus ce qu'elle était. Le deuil est aujourd'hui peu porté, les processions au cimetière ne sont plus dans l'air du temps, ni même les veillées, qui, autrefois, permettaient à toute une communauté de se retrouver autour du défunt et de sa famille. Bref, les rites funéraires semblent perdre peu à peu de leur valeur symbolique.

« Cette désaffection est à mettre en parallèle avec le fait que tous les rites sociaux diminuent », explique Michel Hanus, président de la Société de thanatologie. Les rites du baptême ou du mariage ont eux aussi perdu de leur puissance. Les changements de mode de vie, l'urbanisation, la modification des valeurs dont la réussite individuelle est le symbole, ont contribué à une baisse des pratiques religieuses, qui restent malgré tout dominantes dans notre pays.

Événement social, la mort est aujourd'hui vécue comme un événement individuel. L'important n'est plus de montrer son affliction, de participer dans la communion à un moment de recueillement. « En quelques décennies, on a assisté à un transfert de l'accompagnement de la mort de la sphère familiale et de voisine à des professionnels, suggère Christian

de Cacqueray, directeur de la communication des Pompes funèbres générales (PFG). Les actes qui entourent la mort sont devenus purement techniques. » Cette situation s'explique en partie par le fait que plus de 70 % des décès se produisent à l'hôpital. Il est rare que les familles optent pour un retour du malade vers son foyer pour qu'il y finisse ses jours. Lorsqu'il meurt, on préfère également que le corps reste dans la chambre mortuaire de l'établissement avant les obsèques.

« Les gens sont surpris par la mort, ils la rejettent », soutient Marie-Frédérique Bacqué, docteur en psychologie clinique et directrice de l'association Vivre son deuil. La médicalisation de la mort est la meilleure façon de s'en protéger. Les sondages montrent pourtant que les Français, singulièrement les femmes, pensent de plus en plus souvent à la mort. « Y penser ne veut pas dire que l'on soit prêt à la voir, à accomplir les rites », corrige la psychologue.

Cette situation n'est pas sans effets négatifs, à l'en croire. « La nature humaine a horreur du vide, dit-elle. On sent chez les endeuillés un besoin énorme, mais ils ne savent pas quoi faire. » Cette déstabilisation rend « encore plus traumatisant » ce moment particulier que constitue la disparition d'un être cher. « Cette réalité réveille en fait que le lien social est absent, soutient Christian de Cacqueray. Les enterrements suivis par seulement trois personnes sont moins rares qu'on ne le croit. »

« Si le cimetière est un lieu public où chacun peut venir se recueillir, l'urne est un objet privé. Le travail de deuil est plus compliqué »

Pourtant, depuis quelques années, un mouvement s'amorce, qui veut redonner leur place aux rites. De création relativement récente, les unités de soins palliatifs sont perçues aujourd'hui comme l'un des meilleurs moyens de préparer, tant le malade que sa famille, à la fin inéluctable. La multiplication d'associations d'aide aux familles endeuillées est aussi le signe d'at-

tentes qu'il faut satisfaire. Ainsi, l'annuaire de la Fondation de France compte près de 500 associations de ce type : deux fois plus qu'il y a deux ans.

« Avec Vivre son deuil, nous essayons de réintroduire certains rites qui étaient tombés en désuétude », précise Marie-Frédérique Bacqué. Dans certains hôpitaux, nous proposons aux familles de participer à la toilette mortuaire, entourées de professionnels. Ce rite de séparation est essentiel pour mieux supporter la disparition d'un proche.

Les Pompes funèbres générales, sollicitées pour inventer de nouvelles formes de commémoration qui permettent au travail de deuil de s'accomplir, se sont elles aussi engagées dans cette voie.

La tendance est à une personnalisation des obsèques où les demandes de la famille sont mieux prises en compte. Même l'Eglise catholique a dû s'adapter. Il est fréquent aujourd'hui qu'un poème apprécié du défunt soit lu pendant l'office religieux, ou qu'une musique qu'il aimait particulièrement soit écoutée.

Ce même sentiment est perceptible chez les athées. Interdits, par définition, de cérémonies religieuses, ils n'en éprouvent pas moins le besoin d'accomplir un acte de témoi-

gnage : « On ne peut pas le laisser partir comme un chien » est une phrase que l'on entend souvent prononcer lors de ce type d'obsèques », explique Christian de Cacqueray. Cette demande est plus forte encore lorsqu'il s'agit d'une crémation, où la négation des rites est, selon les professionnels, la plus visible. « Quand on les interroge sur leur intérêt pour la crémation, les Français avancent un souci hygiénique, écologique, souligne Michel Hanus, mais la raison principale est d'ordre psychologique : la peur de la putréfaction. »

Lorsqu'elle s'accomplit dans le cadre religieux, la crémation est déjà vécue comme un traumatisme, mais la situation est plus difficile encore lorsqu'il s'agit de non-croyants. Le corps est alors directement transféré de la chambre mortuaire au crématorium. La famille peut assister à l'incinération, avant de repartir, dans certains cas, avec l'urne funéraire.

« Cela pose un vrai problème », poursuit Michel Hanus, car la crémation ne facilite pas le deuil, qui a besoin de temps. Si le cimetière est un lieu public où chacun peut venir se recueillir, l'urne est un objet privé. Le travail de deuil est plus compliqué surtout si les cendres ont été dispersées. » Un début de réponse est

apporté par les PFG, qui ont mis en place un service particulier pour les crémations où l'on propose par exemple à la famille de prendre un temps de réflexion avant de décider de la destination des cendres. Un lieu de recueillement est même mis à disposition de ceux qui en font la demande.

D'autres signes laissent à penser que le champ du rituel est en voie de réappropriation. Ainsi, la mort violente d'un adolescent dans une banlieue est souvent le moyen de retisser le lien social. Un rite nouveau se met en place lors des obsèques, qui sont toujours l'occasion de grands rassemblements. Il s'agit pour les jeunes de s'approprier le moment pour lui donner sa singularité. Comme cet enterrement, raconté par Marie-Frédérique Bacqué, où des adolescents ont déposé sur le cercueil au moment de la mise en terre le costume de Batman du jeune défunt. « Ces actions, qui relèvent du rite collectif, sont beaucoup plus personnalisées et s'opposent à la rigidité des rites traditionnels », dit Michel Hanus. Comme si, subrepticement, de nouvelles cérémonies venaient occuper l'espace rituel laissé vacant.

Acacio Pereira

## La Ville de Paris crée une société d'économie mixte

LA MAIRIE de Paris n'a pas voulu perdre de temps pour s'adapter à la libéralisation des pompes funèbres, voulue par la loi du 8 janvier 1993. La régie municipale, qui assurait depuis 1905 le monopole communal de ce service public, a cessé d'exister vendredi 9 janvier. Depuis le samedi 10, la Ville propose aux habitants de la capitale de faire appel à l'entreprise qu'elle vient de créer. Cette société anonyme d'économie mixte (SAEM), qui porte le nom de « Services funéraires de la Ville de Paris », veut occuper très vite la place laissée libre par la fin du monopole municipal.

Pour pouvoir conquérir le quart d'un « marché » qui était de 18 000 morts en 1997, et qui devrait atteindre 25 000 décès par an en 2005, les élus de la capitale se sont adaptés à une demande en pleine évolution. Selon un sondage Ipsos réalisé en novembre 1997 auprès de 400 personnes, 65 % des Parisiens se disent mal informés. Près de la moitié d'entre eux souhaitent organiser leurs obsèques à l'avance.

L'entreprise, au capital de 18 millions de francs, dans lequel la Ville est majoritaire à côté du groupe Bouygues et de la Caisse des dépôts, va donc ouvrir trois agences dans Paris. Elle s'est dotée d'une charte de bonne conduite et entend respecter les règles fixées par le comité d'éthique voulu par le Conseil de Paris.

Les services de la Ville de Paris continueront, comme par le passé, à assurer la gestion et l'entretien des 680 000 tombes qui se trouvent dans les vingt cimetières de la capitale. Mais les responsables de la nouvelle SEM municipale ne cachent pas qu'il reste beaucoup à faire pour accueillir dans de bonnes conditions les familles éplorées. Ils souhaitent ainsi être choisis pour la rénovation du crématorium du Père-Lachaise et pour la création d'un deuxième établissement de ce type dans la capitale. La demande de crémations, qui émane aujourd'hui de 12 % des familles des disparus, devrait en effet atteindre 25 % en l'an 2000.

Christophe de Chesnay

## Les pompes funèbres sont désormais ouvertes à la concurrence

DEPUIS samedi 10 janvier, le service des pompes funèbres est complètement libre en France. Le dernier volet de la loi du 8 janvier 1993 réorganisant la législation funéraire, dite loi Sueur, entre en application avec la suppression du monopole que conservaient les régies municipales. Le service des pompes funèbres demeure une mission de service public, mais il est désormais assuré concurrentiellement par les communes, les entreprises ou les associations habilitées.

C'est une loi presque centenaire de la République, datant de 1904, qui a été bouleversée en 1993. Avant cette date, trois situations se présentaient dans les communes qui avaient la charge de l'organisation des funérailles. La concession (46 % de la population et 14 % des communes) était pratiquée notamment dans seize villes de plus cent mille habitants. D'autres communes (5 % seulement, mais représentant 18 % de la population), parmi lesquelles Paris, Lyon et Marseille, fonctionnaient avec une régie municipale. Les autres collectivités (81 % des communes pour 36 % de la population) laissaient jouer le marché.

La loi de 1993 a donné cinq ans aux communes utilisant une régie pour se réorganiser. A partir du 10 janvier, elles doivent mettre les opérations funéraires en concurrence, les régies n'ayant plus aucun privilège d'exclusivité sur le territoire de leur commune. Au 1<sup>er</sup> juillet 1997, selon le ministère de l'Intérieur, 14 356 opérateurs funéraires possédaient une habilitation, dont 2 971 régies communales ou

intercommunales, 11 385 entreprises et 6 associations. Le but de la loi Sueur, du nom du secrétaire d'Etat aux collectivités locales en 1993, actuel maire (PS) d'Orléans, est d'organiser la transparence dans une activité soupçonnée d'abus. « Le seul lobby qui m'intéresse, c'est celui des familles. A cet instant où elles se trouvent éplorées, elles sont plus vulnérables », avait déclaré M. Sueur en défendant sa loi.

Le poids économique du marché est énorme : il pèserait 15 milliards de francs, dont 8 à 9 milliards de francs pour la seule organisation des obsèques. En 1989, un rapport, établi par les trois inspections générales de l'administration, des finances et des affaires sanitaires et sociales, signalait des écarts de prix de un à cinq pour le même type de prestations, de un à deux au sein de la même entreprise ou d'une commune à l'autre. Il s'agissait aussi de mettre fin à des pratiques de corruption pouvant exister dans les hôpitaux au moment des décès.

LA SALUBRITÉ ET LA DÉCENCE La nouvelle loi exige des entreprises rigueur morale et obligation de formation : elle prévoit notamment de renforcer les procédures d'habilitation des entreprises, attirées par ce fructueux marché. La France rejoint ainsi la plupart des pays européens, où l'activité funéraire est libre. La loi Sueur ne supprime pas pour autant le service public. La gestion des cimetières, qui relèvent du bien foncier communal, le respect de la salubrité et de la décence, la police des convois, le contrôle de l'habilitation des entre-

prises et des travaux sont de la compétence des maires.

Dans sa guerre pour clarifier les prix et « protéger les familles », l'ancien secrétaire d'Etat aux collectivités locales aurait souhaité aller plus loin, en obligeant les entreprises à fournir au public des devis types. La loi n'a pourtant pas retenu cette disposition. La commission chargée de rédiger le texte définitif de la loi avait indiqué dans son rapport que des règlements municipaux pourraient toujours le prévoir. Mais une circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 27 octobre 1995 s'est prononcée contre le dépôt de ces devis types en mairie.

Tout à sa croisée, M. Sueur est passé outre, faisant adopter ce système des devis par son conseil municipal. « Cela marche. C'est demandé par les familles, qui n'ont que très peu de temps pour se décider. Les entreprises en ont accepté le principe », affirme Jeanine Cadilhac, chef du service de l'état civil. Lors d'un décès, la mairie distribue aux familles un gros dossier d'information. Depuis 1993, trois entreprises se partagent le marché de la mort à Orléans. « Il y a de la place pour trois, estime un responsable de la société Roc'Eclair. Les prix ont baissé, sans incidence sur la qualité. Aucune famille ne nous reproche d'enterrer "au rabais". D'ailleurs il n'y a pas que le prix qui guide le choix du client, il y a aussi la façon dont celui-ci est reçu. »

Régis Guyotat

## Roger Garaudy « doute » toujours de l'existence des chambres à gaz

ROGER GARAUDY n'est jamais à court d'arguments. Au deuxième jour de son procès devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, où il comparait pour « complicité de contestation de crimes contre l'humanité », le philosophe doit s'expliquer sur des passages de son livre

Les Mythes fondateurs de la politique israélienne, paru en décembre 1995. Chaque phrase est minutieusement disséquée par le président Jean-Yves Montfort. « Que voulez-vous dire ? », répète-t-il inlassablement après la lecture des passages incriminés. Il faut savoir, enfin, si la prose garaudienne constitue bien une négation de la Shoah. Il y a d'abord le terme « mythe », que Roger Garaudy utilise à plusieurs reprises : « mythe de la promesse », « mythe des six millions de Juifs exterminés », « mythe de la justice de Nuremberg », « mythe de l'holocauste ». « Vous vous appli-

quez à démontrer qu'il n'existe aucun texte permettant d'établir les ordres d'extermination des Juifs, qu'il n'y a pas d'ordre écrit de Hitler, explique le président Montfort. Mais l'idée qui se dégage à la lecture c'est que vous tentez de réfuter les éléments que les exterminationnistes opposent aux négationnistes. Qu'en est-il ? »

« Je reprend des textes écrits par des historiens israéliens et qui démontrent que cet ordre n'a jamais été donné », Raymond Aron, François Furet, eux aussi, en conviennent. Ce sera une constante de la défense de Roger Garaudy. A chaque nouvelle interrogation, il brandit toutes prêtes ce qu'il présente comme des références à des textes publiés par des historiens peu soupçonnables de sympathie envers le régime nazi.

« On a le sentiment que vous tournez en dérision ceux qui pensent le contraire », reprend le président. Votre conviction paraît faite. Quand vous parlez de « solution d'ensemble » et de « solution finale », on a l'impression que vous avez fait un choix. Pour vous, il s'agit d'une solu-

tion finale territoriale. » « Le président du tribunal de Nuremberg lui-même a présenté ses excuses pour s'être trompé dans la traduction du mot allemand », assure Roger Garaudy. Le président : « Vous parlez d'hypothèses surréalistes lorsque vous évoquez l'extermination des Juifs. » Et Roger Garaudy d'inonder le tribunal d'autres références. « Ce n'est pas moi qui interprète », affirme-t-il.

INDIGNATION Le président : « Vous prenez des textes sur les chambres à gaz pour les mettre à mal, vous démontez le témoignage de certains prisonniers du camp d'Auschwitz. Est-ce que cette lecture-là qu'il faut retenir ? » « Ce qui est bien cela, c'est ce qu'en ont dit des gens qui ne sont pas moi, répond le philosophe. Je regrette qu'il ait fallu attendre quarante ans pour que ces erreurs soient corrigées. » Plus loin dans le livre, Roger Garaudy évoque Shoah, le film de Claude Lanzmann, qu'il traite de « navet ». « Vous parlez de "Shoah business", vous dites que ce film n'apporte que des témoignages sans

démonstration. C'est une façon de dire que les chambres à gaz n'existent pas », suggère le président. « Certainement pas, proteste Roger Garaudy. Tant qu'un débat scientifique et public ne sera pas organisé sur la question, le doute sera permis. »

A l'évocation du passage sur l'extermination des Juifs, Roger Garaudy s'explique sur sa contestation du terme « génocide » : « Je préfère qu'on dise "l'un des plus grands massacres". » Les avocats des parties civiles s'indignent. Le philosophe se tourne vers eux et lance : « J'ai vu passer la mort devant mes yeux lorsque j'étais interné dans le Sahara, mais je n'ai jamais eu l'idée de monter un fonds de commerce avec les ossements de mon grand-père. » A peine perturbé par ce qu'il vient de dire, il reprend tranquillement sa démonstration : « Je préfère parler d'atroce massacre, pas d'un génocide. Pour cela il faudrait qu'il n'y ait aucun survivant. » Le procès doit reprendre le jeudi 15 janvier.

A. Pe.

## Sortez des sentiers battus



## LA SUEDE

L'appel des grands espaces

Documentation gratuite sur séjours et randonnées : Office Suédois du Tourisme, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24.

Nom : Adresse :



## LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JANVIER 1998

### Un témoignage tardif donne des arguments à la défense de l'accusé

Marguerite Bonnacaze ne s'est manifestée au tribunal qu'en novembre 1997. « Aucun zèle dans ce service » : telle fut la consigne donnée par Maurice Papon, affirme cette femme, rédactrice auxiliaire au « service des juifs » de la préfecture en 1942

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
A l'issue d'une procédure pénale longue de seize ans, que penser des témoignages de dernière minute ? Le 4 décembre, Christiane Hippolite, ancienne sténo quatrième échelon du bureau des questions juives à Bordeaux, avait décrit l'atmosphère de « secret » qui, selon elle, régnait dans le service dirigé par Pierre Garat et placé sous l'autorité directe de Maurice Papon. Son témoignage était imprévu : au cours du procès, le 4 novembre, ce témoin surprise s'était manifesté par lettre, adressée au président. Médialement attendu, et supposé à charge, le témoignage s'était avéré flou, assez inexploitable, truffé de supputations (Le Monde du 6 décembre).  
Cinq jours après la lettre de M<sup>me</sup> Hippolite, Marguerite Bonnacaze, soixante-dix-neuf ans, adressait à son tour une lettre au magistrat. Rédactrice auxiliaire au « service des juifs » du 25 juillet 1942 au 1<sup>er</sup> septembre 1943, M<sup>me</sup> Bonnacaze travaillait dans le même bureau que M<sup>me</sup> Hippolite. Dans son courrier, l'ancienne fonctionnaire précisait qu'elle ne souhaitait déposer que par écrit. Le président Castagnède en décida autrement, qui la fit rechercher. Il l'invita à témoigner, vendredi 9 janvier, mais cette fois oralement.  
« Je tiens à vous préciser que ma déposition est personnelle et spontanée, dictée par personne », dit d'emblée cette dame aux cheveux blancs, qui demeure assise en raison de son état de santé. Marguerite Bonnacaze a commencé sa

carrière, après la faculté de droit, à la préfecture de Bordeaux. « J'ai vécu à côté de Garat et de M<sup>me</sup> Eychenne [NDLR : secrétaire de Pierre Garat]. Je n'ai été associée à aucun secret. Mais j'ai des convictions. »  
« UN PEU BOULEVERSEE »  
Elle raconte comment, à son arrivée, Garat l'a « mise en possession de la loi du 4 octobre 1940 [NDLR : premier statut des juifs] et textes subséquents sur l'aryanisation et le fichier ». « J'avoue que tout cela m'a un peu bouleversée, assure-t-elle. Et, au bout d'un moment, M. Garat, qui ne parlait jamais... M. Garat m'a dit : "De toute façon, de la part de M. Papon, c'est... [la déposition sombre dans le silence] aucun zèle dans ce service." Je restais [cette phrase]. Je dois la restituer. Il faut pouvoir l'entendre. »  
Le président Castagnède fait préciser ces propos, qui font écho à une déclaration de l'accusé à l'audience, le 14 novembre, où il relatait ainsi sa première prise de contact avec son subordonné Pierre Garat, en mai-juin 1942 : « Je [lui] ai dit : "Pas de zèle !" » Marguerite Bonnacaze indique : « Cela voulait dire qu'il ne fallait pas se précipiter sur les lettres, il fallait surtout temporiser. Il s'agissait de ralentir les dossiers. »  
Puis, comme Christiane Hippolite, mais en développant une interprétation contraire de « l'atmosphère de secret », elle fouait ses propres impressions de bureau, ses « convictions », précisant qu'elle ne faisait que croiser « de temps en temps M. Papon dans l'escalier ». « Garat était de plus en plus blême.

A lecture de la presse [aujourd'hui], je comprends qu'il était dans cet état. »  
Marguerite Bonnacaze ajoute que « M<sup>me</sup> Eychenne a été confrontée à des heures certainement abominables ». Elle a « l'impression » que sa voisine de bureau « a cherché à sauver le plus d'Israélites ». « Elle les recevait, les conseillait [pour qu'ils soient déclarés] non juifs, par exemple, en indiquant qu'une circoncision avait été pratiquée pour raisons médicales, en demandant des certificats de baptême (...). M. Garat ne disait rien. Mais, elle, elle laissait échapper son émoi. Un matin, elle pleurait. Elle m'a dit : "Ils sont venus cette nuit." »  
Puis elle affirme qu'elle n'a jamais entendu parler de la préparation des rafles : « Je n'ai compris que sur les fiches, qui comportaient en bas la mention "Mérignac", "Drancy", une date. » « On ne disait rien en ce temps-là. C'était le grand silence, la peur, à Bordeaux. On ne voyait que des croix gammées, c'était effrayant. » Elle dit aussi que le grand rabbin Cohen venait « très familièrement » à la préfecture. « J'ai toujours pensé qu'avec [lui], ils avaient fait le maximum. »  
Alors le président, l'avocat général et les avocats des parties civiles soumettent aux questions ce témoin inattendu. Pourquoi avoir tardé à se manifester ? « La peur, le discrédit sur [la] famille, l'abandon des médias ». Et puis, un peu plus tard : « Il était tout à fait normal que je restais la vérité à celui qui a été mon premier patron. »  
M<sup>me</sup> Alain Jakubowicz met en doute la spontanéité du témoignage. M<sup>me</sup> Michel Touzet rappelle

le travail qu'effectuait le témoin - la rédaction de documents concernant l'aryanisation de biens juifs - dans un bureau où se tenait le fichier. M<sup>me</sup> Amélie Karsfeld veut briser l'image d'un Garat « sauveur de juifs ». Il lit un avis du comité d'épuration à la Libération : « On savait compter sur lui pour appliquer les mesures antijuives des Allemands et de Vichy. »  
Certains, enfin, s'étonnent de la

contre les accusations portées contre lui. Affirmant que « l'affaire des enfants sera et restera l'une des plus douloureuses de ce siècle et que le cœur éclate de compassion devant de tels faits », il a ajouté : « Mais ce serait atteindre à l'honneur de la vérité, et même à l'honneur de la France, que d'impliquer une quelconque responsabilité du côté français. Les responsables de la tuerie sont, et resteront, les nazis allemands. »

« contradictoire » sur chacun des cas de déportés avait été effectué au camp (huit personnes seront exemptées). Le préfet Sabatier a rayé de sa plume le mot « contradictoire ». Le juge fait état également d'un témoignage d'une interne, Marie Reille, qui mit en cause le rôle de Garat au camp de Mérignac. Cette jeune femme, catholique, fut déportée par erreur à Auschwitz, où elle fut libérée le jour de son arrivée, sur intervention, de Paris, du Commissariat général aux questions juives.

Maurice Papon s'étonne du « portrait psychologique caricatural » qui est fait de son subordonné par ce témoin aujourd'hui décédé et fait valoir que, pour sa part, il était absent de Bordeaux entre le samedi 19 septembre 1942 au matin et le lundi 28, s'étant rendu dans la région parisienne pour régler la succession de son père, décédé le 16 juin. Cinquante-cinq ans après, agenda en main, il détaille chacun des rendez-vous qu'il eut cette semaine-là.

Le président observe que des juifs internés au camp de Mérignac sur ordre des Allemands, qui avaient été écartés du convoi du 26 août, ont tout de même été déportés un mois plus tard. « Pour eux, qu'est-ce qui a été fait [pendant ce mois] ? » « Les conditions de préparation n'ont totalement échoué », déclare Maurice Papon. Je suppose que des demandes ont été faites. Elles étaient systématiques. Mais, en l'absence de documents, le juge reste sur l'apparente passivité des autorités françaises.

Jean-Michel Dumay



« mémoire sélective ». M<sup>me</sup> Bonnacaze n'a aucun souvenir des visites des inspecteurs de la section d'enquête et de contrôle (SEC) du Commissariat général aux questions juives, dont faisait état Christiane Hippolite. Cependant, comme celle-ci, elle dit avoir été dans l'ignorance de la préparation des convois. Le président s'interroge sur ce secret : « Si bien tenu qu'une cloison [de bureau] ait suffi » pour le conserver.

Puis, la cour d'assises reprend le cours de l'examen des faits reprochés à l'accusé. Celui concernant le convoi du 26 août 1942 est enfin achevé. Comme à son habitude, Maurice Papon a, une ultime fois en début d'audience, « protesté »

### Dans une maison bourgeoise du Bouscat, là où les hommes de la Gestapo torturaient

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
« Chaque fois que je passe devant, cela m'émotionne », André Dumont, soixante-quatre ans, ne cache pas son dégoût en évoquant le « château des Tours ». Cette superbe maison est située au 224 de l'avenue de la Libération - Charles-de-Gaulle au Bouscat, commune de l'agglomération bordelaise. Sur la façade, une pancarte avertit le passant que le bâtiment peut servir à accueillir noces, banquets, séminaires. « Quand je suis entré là, il y a plus de cinquante ans, ce n'était pas pour une noce ! », tente d'ironiser André Dumont. A cette époque, l'avenue

de la Libération s'appelait avenue du Maréchal-Pétain. Le château des Tours abritait le siège central de la Gestapo de Bordeaux, et André Dumont y était torturé.  
Les responsables du « Kommando des Sicherheitsdienstes und der Sicherheitsdiensts », plus connu sous le sigle de KDS, de Bordeaux, après avoir occupé pendant quelques mois le yacht du roi des Belges ancré dans le port de la ville, avaient vite jeté leur dévolu sur plusieurs maisons de cette commune discrète et bourgeoise. Le château des Tours avait été érigé au début du siècle par un certain L. Segol, propriétaire des Grands Chais du Médoc, et était

entouré d'un beau domaine viticole. Il avait servi un temps de demeure à un propriétaire de chic que, si l'on en croit une brochure intitulée Le Bouscat, hier et aujourd'hui, avait installé une panthère dans le grand salon, à la grande inquiétude des visiteurs.  
André Dumont, à un peu plus de seize ans, était chargé par le PCF de servir de messager avec les soldats allemands membres du Parti communiste. Il est alors un résistant particulièrement recherché. Arrêté à la frontière espagnole le 17 mai 1943, il passe vingt-huit jours entre les mains du commissaire de police Poinsoit qui le torture de la pire manière (pendaison par les poignets, coups, électrocution). Il ne parlera pas. « Quand j'ai vu Poinsoit pour la dernière fois, il m'a dit : "Tu as gagné !" et je lui ai répondu : "Non, c'est toi qui as perdu !" », raconte Dumont, avant d'ajouter : « Ce qu'il ne savait pas, c'est que j'ai été plusieurs fois sur le point de céder et, par une chance extraordinaire, c'est à ce moment là qu'ils arrêtaient de me torturer. »

André Dumont est ensuite emmené au château pour être d'abord interrogé par le chef du KDS, Friedrich Wilhelm Dohse, qui jouait les « gentils » par rapport à Poinsoit. Aux résistants torturés, il va même jusqu'à offrir un verre d'alcool, en les prévenant : « Parlez, sinon je serais obligé de vous remettre aux mains des Français ! »  
Le KDS veut connaître le nom des communistes allemands que rencontrait Dumont. Il est emmené dans une des caves de la maison située en face du château. « Quelques copains étaient là, tous dans un sale état, ils m'ont dit : "Pourvu que tu ne tombes pas sur le boxeur" », un tortionnaire particulièrement cruel. Les murs des caves sont tachés de sang. François Latapy, alors jeune journaliste à La Petite Gironde, se souvient, lui, de cette inscription, écrite sur un mur par un prisonnier. Avec son sang, « Je demande à Dieu de m'aider. » « Mon père, raconte Pierre Plaut, était artisan ; réquisitionné par les Allemands, il allait de temps en temps dans les caves du Bouscat pour passer une couche de peinture sur les murs quand ils étaient trop tachés de sang. » « Je suis resté plus de trois

jours dans cette cave, pourvu que je t'appuy, les autres attachés dans le dos, avec cette brûlure qui me brûlait les yeux. »

Un peu plus loin, dans le jardin, les nazis ont « aménagé » une serre, où les prisonniers sont frappés à coup de nerf de bœuf. Au premier étage de la maison, se déroulent « des séances encore plus dures » selon Latapy.

« On m'a amené dans une pièce du premier étage, expliquait René Lafond à Sud-Ouest le 14 décembre, (...) ils m'ont demandé de me déshabiller jusqu'à la taille (...). Ils m'ont d'abord frappé avec un nerf de bœuf (...). Tout l'après-midi, j'ai pris des coups de poing et des coups de pied (...). Ils m'ont cassé sept dents, m'ont abîmé l'estomac (...). Ils m'ont ensuite entraîné dans une cave où je suis resté plusieurs jours dans le noir. » Par miracle, René Lafond s'en sortira.

De même qu'André Dumont. Durant tout une journée, au camp de Souge, les nazis vont faire croire à celui-ci qu'il va être fusillé. « Chaque quart d'heure, le peloton d'exécution me mettait en joue ; au dernier moment, ils arrêtaient tout. » « Je n'avais pas peur de

mourir, j'étais trop jeune pour être tordu, j'étais trop jeune pour être torturé, j'étais trop jeune pour me rendre compte. »

Envoyé à Buchenwald, il aura le « privilège » d'être emmené trois fois au siège central de la Gestapo, à Berlin, pour de nouveau être interrogé. « J'ai même vu Himmler », raconte-t-il en souriant. Après l'enfer de Dora, il parviendra à sauver sa peau. D'autres ne sont jamais sortis des villas du Bouscat. Comme le colonel Claude Bonnier, alias « Hypoténuse », un des chefs de la Résistance dans la Gironde, arrêté en février 1944 qui se suicida dans sa cellule en avalant une pastille de cyanure.

« C'ÉTAIT LA BELLE VIE »

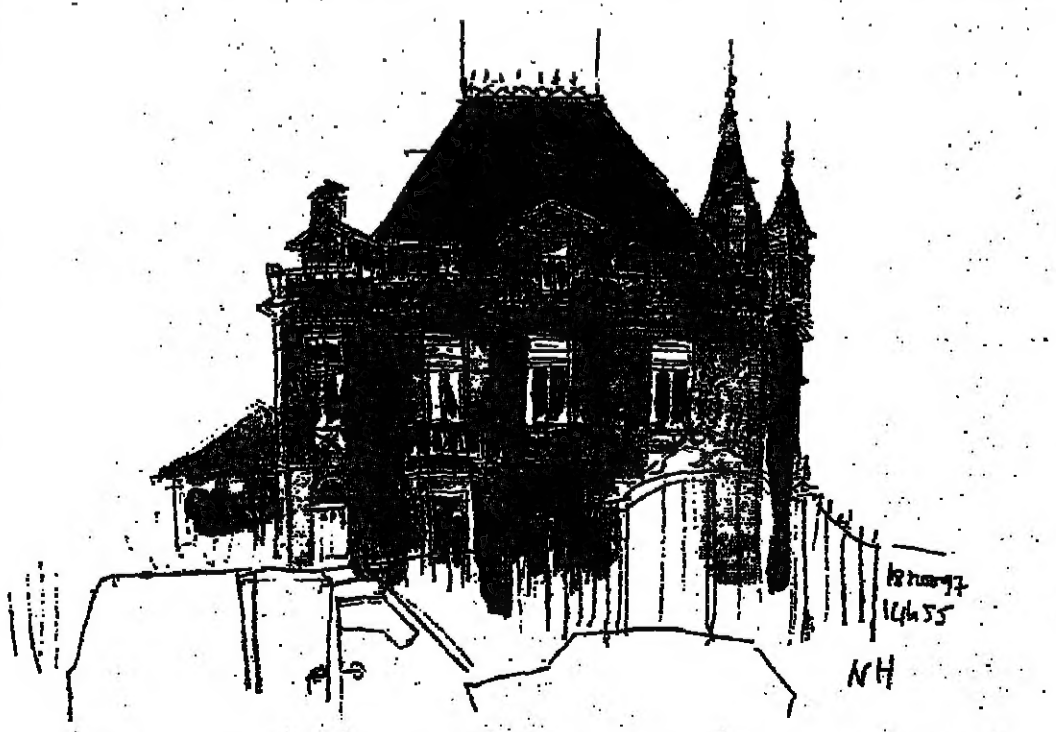
« Personne », écrit Dominique Richard dans Sud-Ouest, ne savait réellement ce qui se tramait derrière ces murs. Les Bordelais pressent le pas lorsqu'ils arrivaient à leur hauteur. « Ma mère m'a toujours dit qu'elle pédalait comme une folle dès qu'elle passait devant, tellement la peur d'entendre des hurlements la ténait », confie un fonctionnaire. Une boulangère, qui travaillait dans les parages se souvient, elle, d'une cliente, totalement hétéroclite. « Je viens de voir sortir un homme dans un état pitoyable, ils le traînaient ! »

Si Poinsoit fut condamné à mort et exécuté à la Libération, Friedrich Wilhelm Dohse sera jugé le 2 avril 1953 par le tribunal militaire de Bordeaux. Il minimise son rôle, comme l'écrit René Terrisse (Bordeaux 1940-1944, Perrin 1993). « Les fusillades de Souge ? C'était l'affaire des autorités de Paris ! Les opérations contre les maquis ? C'était du ressort de Kunesch ! Le massacre de Saucats ? C'était la milice... » Condamné à sept ans de travaux forcés, il sera libéré dès le lendemain, compte tenu de ses années de détention préventive. L'ancien responsable du KDS de Bordeaux réussira dans le commerce de gibiers et de volailles avant de mourir de sa belle mort en 1995, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. En octobre 1987, recevant des journalistes en marge du procès Barbie, il se laisse aller à un brin de nostalgie : « C'était la belle vie et champagne tous les jours ! »

José-Alain Fralon  
Dessins : Noëlle Herrenschmidt

#### PRÉFECTURE DU GARD AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE CONSTRUCTION DE MAGASINS D'USINE DÉNOMMÉ « LE VILLAGE DES MARQUES »

Communes concernées : GALLARGUES-LE-MONTUEUX - AIMARGUES.  
Demandeur : « Le Village des Marques développement SA ».  
Le projet de construction de magasins d'usine dénommé « Le Village des Marques » est soumis à trois enquêtes publiques conjointes portant sur les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale, de permis de construire et d'autorisation de réaliser des installations soumises à la loi sur l'eau.  
Les dossiers du projet, ainsi que des registres d'enquêtes seront tenus à la disposition du public DU 27 JANVIER 1998 AU 27 FÉVRIER 1998 INCLUS en mairies de GALLARGUES-LE-MONTUEUX, siège de l'enquête, et d'AIMARGUES concernée uniquement par la demande d'autorisation de réaliser des installations soumises à la loi sur l'eau.  
Le public pourra également faire parvenir ses observations par courrier adressé au président de la commission d'enquête domiciliée - 30660 mairie de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.  
La commission d'enquête désignée par le tribunal administratif de MONTPELLIER est composée comme suit :  
- président : M. G. LOPEZ, commissaire divisionnaire de police retraité  
- assesseurs : M. A. MEYER, ingénieur retraité  
- M. A. RAUZIER, ingénieur divisionnaire T.F.E. retraité  
- suppléant : M. R.M. DEGRIMA, officier supérieur de Gendarmerie retraité.  
Un ou moins des membres de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public selon le calendrier suivant :  
- Mairie de GALLARGUES-LE-MONTUEUX :  
- mardi 27 janvier 1998 de 9h à 12h.  
- samedi 14 février 1998 de 9h à 12h.  
- vendredi 27 février 1998 de 14h à 17h.  
- Mairie d'AIMARGUES :  
- mardi 10 février 1998 de 14h à 17h.  
Dans la mesure du possible les trois membres de la commission d'enquête seront réunis pour les permanences des 27 janvier 1998 et 27 février 1998 en mairie de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.  
Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront consultables pendant une durée d'un an en préfecture du Gard, et en mairies de GALLARGUES-LE-MONTUEUX et AIMARGUES.  
Fait à NÎMES, le 24 décembre 1997.  
Le Préfet, pour le Préfet,  
Frédéric PIERRET



LE SIÈGE DE LA GESTAPO - AVENUE DE LA LIBÉRATION, CHARLES DE GAULLE, LE BOUSCAT



# HORIZONS

Portrait

## David Mamet, le vendeur de vent



David Mamet avec son épouse, l'actrice Rebecca Pidgeon, qui joue le rôle de la secrétaire ambiguë dans « La Prisonnière espagnole », le dernier film du réalisateur

**Pour cet auteur de théâtre, romancier, scénariste et réalisateur de films, la vie et le cinéma ressemblent à ces parties de poker qu'il affectionne. Récemment, ce maître de l'arnaque a aussi choisi de se préoccuper de son identité de juif américain**

former en tortionnaire pour l'amener à parler de lui, et lui arracher des informations comme d'autres arrachent les dents. Il ne reste qu'à lire son travail, et ne constituer les pièces d'un puzzle d'une existence sur laquelle il a beaucoup écrit. Dans *The Rake*, un essai autobiographique publié en 1992 aux États-Unis, il s'étendait longuement sur une enfance difficile. *The Cryptogram*, l'une de ses dernières pièces, raconte l'histoire d'un gamin traumatisé par des parents qui lui mentent et le manipulent. La dernière scène le montre réfugié dans un grenier, avec un couteau à la main.

**C**URIIEUSEMENT, l'essentiel de la carrière artistique de Mamet semble avoir été marqué par le besoin d'inverser cette relation de dépendance, de poser sa relation avec le public sous un angle autoritaire où il définit le rôle du parent, contrôlant le savoir, infantilisant le public à qui aucune information n'est abandonnée, sauf des mensonges. D'où cette déclinaison de l'arnaque dans *Engrenages*, où une jeune psychanalyste se fait blouser par un joueur de cartes professionnel. « Je me suis servi de toi, explique l'arnaqueur à la psychanalyste. Je t'ai fait et j'en suis désolé. Tu as appris des choses sur toi que tu n'aurais jamais connues. Tu dis que je joue très mal la comédie. C'est exact, mais c'est mon métier. »

« La mise en scène de théâtre

permet d'exercer un certain contrôle, explique Mamet, mais il y a une limite à ne pas dépasser. Je crois qu'un père digne de ce nom n'exerce pas un contrôle total sur ses enfants, il les pousse simplement à découvrir leur personnalité. C'est la même chose au cinéma et au théâtre. » La carrière de David Mamet scénariste hollywoodien a tout pour fasciner. A la fois pour sa relative médiocrité - cet homme a, certes, écrit *Les Incorruptibles*, mais également signé le

D'une certaine manière, on peut parler de grand jeu. Je suis dans la cour des grands, assis à la grande table, et le rêve du joueur de poker que je suis a toujours été d'être assis à la grande table. Je ne suis pas un moine, j'aime l'argent comme tout le monde. »

Dans *Speed The Plow*, une de ses pièces de théâtre dont l'action se situe à Hollywood, un des personnages dit : « La vie dans l'industrie du cinéma, c'est comme le début d'une liaison : c'est plein de

secondaires en plein désert de l'Arizona. Le premier jour de tournage d'*Engrenages*, Mamet avait loué des culottes de cheval, mis une chemise en soie, un monocle, un noeud papillon, et posé sur sa tête un vieux chapeau qui avait servi dans un film de Cecil B. De Mille. C'était comme cela qu'il imaginait sa tenue de metteur en scène, celle d'un homme à qui l'on ne peut signer qu'un chèque en blanc.

Le David Mamet le plus intéressant, entendons par là le plus mature, est sans doute celui qui a compris en vieillissant qu'il n'était plus un jeune-turc doué du pouvoir illimité de séduction, mais un vulgaire citoyen à qui l'on avait raconté des mensonges à profusion. Après s'être préoccupé de son pouvoir de séduction avec le public, Mamet a vraiment décidé de se recentrer sur ses obsessions et de s'interroger sur son identité. « J'appartiens à la première génération de juifs post-Holocauste. Américain de seconde génération. Ce sont nos grands-parents qui ont immigré, ils parlaient le yiddish, avaient encore une certaine pratique religieuse, débarquaient dans un nouveau pays. Mes parents savaient ce qu'ils voulaient : ne surtout pas être des immigrants. Ma génération se retrouve en face d'un dilemme terrible : nous n'avons pas choisi de nous assimiler, et pourtant nous avons grandi dans un milieu fait pour l'assimilation. »

Dans *The Old Religion*, son second roman, publié en octobre

1997 aux États-Unis, Mamet revenait à une expérience plus inédite pour lui, qui en faisait autant un historien qu'un écrivain. « J'ai voulu relater ce qui a été l'équivalent américain de l'affaire Dreyfus. » En 1914, Leo Frank, un juif, attaché de direction d'une usine en Géorgie, avait été soupçonné d'avoir violé et assassiné une jeune fille.

**A**CCUSÉ par les faux témoignages du véritable meurtrier et de plusieurs employés de l'usine, Leo Frank est condamné à la prison à vie. Dans le roman, un prêcheur fou harangue la foule en alguisant sa fureur antisémite et la pousse à faire sortir Leo Frank de sa cellule pour le castrer, puis le lyncher. Quelques années plus tard, des cartes postales de son corps battu et mutilé sont encore vendues dans des boutiques du sud des États-Unis.

« J'ai toujours trouvé incroyable qu'il n'y ait pas, aux États-Unis, de statues de héros juifs. Cherchez, vous n'en trouverez pas. Il n'y a pas non plus de rue Goldberg, alors que les rues Smith ou O'Malley pullulent. Regardez comment le juif américain est représenté dans le cinéma hollywoodien. On a l'impression de voir un juif d'Europe de l'Est, sorti du ghetto. Là-dessus, certains cinéastes hollywoodiens vous répondront qu'il s'agit d'un stéréotype, mais d'un stéréotype positif. Le problème c'est que je ne sais pas à quoi ressemble un stéréotype positif. Dans *Homicide*, je racontais l'histoire d'un homme qui cherche à appartenir à une communauté. Pour les civils, il reste un fil, pour ses collègues un juif, et pour les juifs un type qui a trop longtemps tourné le dos à sa communauté. J'en suis arrivé au même point aujourd'hui. Je crois que cela ne sert à rien de tourner le dos à vos origines, elles vous reviendront avec encore plus de force à la figure. »

Samuel Blumenfeld

**la défense de l'accusé**  
« ce service » : telle fut la consigne donnée  
« de la préfecture en 1942

Les accusations portées contre les juifs... la défense de l'accusé... la préfecture en 1942...

Le président... la défense de l'accusé... la préfecture en 1942... la Gestapo torturaient...

**la Gestapo torturaient**

la Gestapo torturaient... la défense de l'accusé... la préfecture en 1942... la Gestapo torturaient...

la Gestapo torturaient... la défense de l'accusé... la préfecture en 1942... la Gestapo torturaient...



# L'affaire Mattei

Le 27 octobre 1962, le patron de l'ENI, la société pétrolière italienne, disparaissait dans un accident d'avion. Obstiné et audacieux, il s'était attaqué à la domination de l'or noir par les compagnies anglo-américaines. Après trente-cinq ans d'interrogations, la justice croit à la thèse de l'attentat

**L**A VÉRITÉ sur la disparition du président de l'Ente Nazionale Idrocarburi sera-t-elle enfin révélée avec l'audition d'un « repenti » de la Mafia, prévue pour les prochains jours devant le tribunal de Pavie ? Ou la fin de celui qui défia les grandes compagnies pétrolières anglo-américaines en voulant procurer à son pays une énergie à bon marché, restera-t-elle entourée du halo de mystère propre à tous les mythes ?

Enrico Mattei était de cette trempe dont on fait les héros. Non qu'il fut tout d'une pièce, génial comme le voulaient ses admirateurs ou dangereux comme le craignaient ses adversaires. Il était bourré de contradictions, complexé par son origine sociale, mais dopé par les revanches qu'il croyait devoir prendre. Elles s'appréciaient en pouvoir, pas en argent. Il vivait dans deux pièces d'un petit hôtel de Rome, avec sa femme, une ballerine autrichienne qu'il avait épousée après la guerre, et distribuait une partie de son salaire à l'orphelinat de Matelica, la bourgade où il avait grandi. Il ne

**« ROBIN DES BOIS »**

Dans un entretien au *Monde* en 1972, à l'occasion de la sortie de son film *L'affaire Mattei*, Francesco Rosi a dit de lui : « Il était l'italien. Dans sa gentillesse, sa générosité, ses dangereuses limites culturelles. (...) Il était populiste, nationaliste... » Mattei répétait souvent à ses visiteurs étrangers : « N'oubliez pas que je suis italien ! » pour faire comprendre que ses actes étaient d'abord dictés par l'intérêt de son pays. Il avait participé à sa libération dans les rangs des partisans catholiques et il n'admettait pas que l'Italie soit traitée comme un Etat de seconde zone. Il était convaincu que son avenir était dans une industrialisation fondée sur une énergie bon marché,

qu'elle possédait en quantités limitées mais qu'elle pouvait aller chercher hors de ses frontières, à condition de nouer avec les pays producteurs des relations débridées de tout relâchement colonialiste.

« Vous êtes un vrai Robin des bois », lui dit l'ambassadeur américain Averell Harriman, un jour de 1961 où Mattei se plaignait d'être traité « comme un bébé » par les grandes sociétés pétrolières. L'envoyé spécial du président Kennedy cherchait à savoir à quelles conditions un arrangement était possible entre l'ENI et les « sept sœurs ». Les sept compagnies anglo-américaines qui dominaient le marché international n'avaient pas apprécié que Mattei rompe avec la pratique du *fifty-fifty* ni qu'il songe à fournir le marché européen en pétrole soviétique.

L'aventure du pétrole italien avait commencé bien plus tôt, en tout cas en 1926, avec la création de l'AGIP (Azienda Generale Italiana Petroli) chargée par le régime fasciste de gérer quelques puits en Italie même, puis le pétrole des colonies albanaises et libyennes. Quand Enrico Mattei en prend la direction en 1945, ce n'est plus qu'une coquille vide qu'il est d'ailleurs prié de liquider. Il n'en fait

rien. Pourquoi ? Les explications divergent. Pour les uns, Mattei est au courant des recherches de méthane entreprises dans la vallée du Pô ; pour d'autres, il n'en sait rien, mais dans la discussion au sein de la Démocratie chrétienne entre les étatistes et les libéraux, il est plutôt du côté des premiers et ne conçoit pas que l'Etat se prive d'un instrument d'intervention face aux compagnies privées, de surcroît étrangères. Pour d'autres encore, il a appris fortuitement l'existence de méthane dans la vallée du Pô, lorsqu'il fut libéré des geôles fascistes en 1944 dans un camion... de la société de méthane de Cavaglia.

Si Mattei est nommé commissaire à l'AGIP, il le doit à son expérience de chimiste, acquise dans une petite entreprise de Matelica où il a commencé à travailler très jeune. Il naît le 26 avril 1906 à Acquafredda, dans la province des Marches. A treize ans, il est commis dans une auberge, puis son ascension s'égare avec les années : ouvrier spécialisé à dix-sept ans, technicien à dix-huit, directeur adjoint à dix-neuf, directeur à vingt. Avec ses premières économies, il achète un magasin de tissus à sa mère puis part pour Milan où il représente une firme allemande



avant de créer sa propre entreprise « d'huiles et de graisses ». Dans son adolescence, il a flirté avec le Mouvement social de Mussolini mais il rejoint très vite le maquis catholique dans le nord de l'Italie où il s'occupe de l'industrialisation.

Et c'est ainsi qu'il est, à la Libération, un personnage important de la Démocratie chrétienne. Sans être une personnalité de premier

plan, il a assez d'influence pour être utilisé comme caution de gauche par Alcide De Gasperi quand le chef du gouvernement décide, en 1947, de se séparer des communistes. Avec le soutien de quelques hommes politiques et l'amitié de quelques intellectuels, il crée à partir de l'AGIP moribonde un véritable Konzern, l'ENI, qui à sa mort comprend plus d'une centaine de sociétés dans les secteurs les plus divers, emploie plus de 50 000 personnes, affiche un chiffre d'affaires de 450 milliards de lires, a des installations dans le monde entier.

L'accuse-t-on de soustraire à l'Etat une partie des bénéfices du monopole sur le gaz pour corrompre quelques hommes politiques ou de financer des investissements gigantesques par une fuite en avant dans l'endettement ? Il fonce et place les gouvernements italiens devant le fait accompli. Le traite-t-on de « tsar du pétrole », d'« agent du pétrole soviétique en Europe », de « ministre occulte des affaires étrangères » ? Il n'en a cure.

De « pétrolier sans pétrole » ? Il est plus sensible au reproche. En cherchant des accords avec les pays producteurs, il s'efforce de changer une situation où l'ENI est un revendeur sans ressources propres. On le dit antiméricain, il a surtout « une composante national-populiste » (Giorgio Ruffolo, ami de Mattei, que celui-ci plaça à la direction des relations publiques) mais pas anti-occidentale. Quand Mossadegh nationalise le pétrole iranien, le président de l'ENI ne profite pas de l'occasion pour gêner les Américains. Au contraire, il accueille le chah en exil à Rome et attend son heure.

**LES « SEPT SŒURS »**

Elle sonne en 1957. Après la calamiteuse expédition franco-britannique de Suez, Mattei et quelques dirigeants italiens, comme Gronchi, président de la République, Fanfani, plusieurs fois présidents du conseil et ministres des affaires étrangères, ou La Pira, maire de Florence, pensent que Rome a un rôle de médiateur à jouer entre l'Occident et le Proche-Orient. Ces velléités politiques feront long feu, mais le président de l'ENI va de l'avant dans les affaires. Le 14 mars 1957, il signe un accord de partenariat avec la National Iranian Oil Company, qui réserve aux Italiens 75 % des résultats de l'activité commune au terme de calculs complexes. Mattei voudrait que cette formule de 75-25 remplace le système du 50-50 pratiqué depuis 1943 par les Anglo-Saxons.

En 1960, Mattei passe un marché avec les Soviétiques pour la fourniture de 12 millions de tonnes de pétrole à un prix inférieur de 40 % au tarif pratiqué par les « sept sœurs ». En contrepartie, l'ENI livrera à l'URSS le matériel dont elle a besoin, notamment des tuyaux. Ce n'est pas le premier accord du genre mais il fait scandale. Mattei envisage un vaste réseau d'oléoducs qui assureraient l'approvisionnement de l'Europe occidentale, en passant des accords avec la France et l'Allemagne. En 1962, il préparait un accord tripartite avec Paris et Alger pour l'exploitation du pétrole saharien. Pendant la guerre d'Algérie, il avait entretenu des contacts étroits avec le FLN, dont il avait formé les cadres pétroliers. Il avait aidé la partie algérienne à formuler ses propositions dans le domaine des hydrocarbures en vue des négociations avec la France. Il avait été accusé par les Français d'avoir poussé plus loin son appui en livrant des armes au FLN.

Après sa mort, l'ENI a dégénéré en une vaste machine bureaucratique dépourvue de toute espèce de vision politique. Enrico Mattei aurait-il pu maintenir le cap ou sa disparition lui a-t-elle épargné des déconvenues certaines ? Il s'était fixé pour lui-même, pour son entreprise, pour son pays, des objectifs sans doute beaucoup trop ambitieux mais il pressentait qu'un jour ou l'autre les producteurs demanderaient leur dû. Le choc pétrolier de 1972 lui a rendu raison, à titre posthume.

D. V.

Daniel Vernet

Le 27 octobre 1962, à 18 h 57, Imenio Bertuzzi, le pilote du bi-réacteur Morane-Saulnier 760-B qui transporte Enrico Mattei (en haut) et un journaliste de « Life », annonce qu'il va atterrir dans la minute. Ce sera son dernier contact avec la tour de contrôle de Milan-Linate. A 22 h 30, on annonce officiellement la mort du magnat du pétrole italien. L'idée la plus communément admise aujourd'hui est que Mattei a été victime d'un attentat. Une bombe aurait été placée à bord de l'appareil.



## Une enquête vite classée, un écheveau d'hypothèses

**L**E 27 octobre 1962, à 18 heures, 57 min, 10 s, Imenio Bertuzzi, le pilote du bi-réacteur Morane-Saulnier 760-B, qui transporte Enrico Mattei et un journaliste de *Life*, annonce qu'il va atterrir dans la minute. Ce sera son dernier contact avec la tour de contrôle de Milan-Linate. Quelques secondes plus tard, l'avion s'écrase dans un bois de la commune de Bascapè. A 22 h 30, on annonce officiellement que le président de l'ENI a trouvé la mort.

L'enquête est confiée au ministère de la défense. La commission, présidée par le général Giuseppe Casero, qui épousera la veuve de Mattei, puis sera accusé d'appartenir à la loge maçonnique P 2, et le procureur de la République de Pavie arrivent à la même conclusion : il s'agit d'un accident. Les causes n'en sont pas très claires. On invoque les mauvais temps qui règnent ce soir-là sur la région de Milan, ou une manœuvre imprudente du pilote qui, de plus, aurait ressenti la fatigue due à des aventures extracoûteuses, voire l'insuffisance de kérosène, ce qui, notent les observateurs, aurait été un comble pour le « tsar du pétrole » italien.

L'affaire est classée, mais les hypothèses foisonnent. L'idée la plus communément admise est que

Mattei a été victime d'un attentat. Une bombe aurait été placée à bord du Morane-Saulnier, pendant que l'avion attendait sur l'aéroport de Catane la fin de la visite de deux jours du président de l'ENI en Sicile. On parlait de trois individus suspects, deux en sautoir blanc de technicien et l'autre en uniforme de carabinier, qui se seraient approchés de l'appareil, sous prétexte d'une inspection, alors que le pilote avait été éloigné par un appel téléphonique suspect. Près de Bascapè, des paysans avaient vu l'avion en flammes avant qu'il ne touche les arbres, mais ils étaient revenus sur leurs dépositions.

Les premiers enquêteurs n'avaient pas retenu ces éléments, pressés, semble-t-il, de tirer un trait sur une affaire dont les conséquences politiques les dépassaient de beaucoup. Il a fallu attendre 1995, les déclarations d'un mafieux « repenti », Tomaso Buscetta, et les nouvelles plaintes déposées par la famille et les amis de Mattei, ainsi que par d'anciens résistants, pour que le dossier soit rouvert. Trente-cinq ans après les faits, le procureur de Pavie est arrivé à la conclusion qu'une bombe était bien à l'origine de la chute du Morane-Saulnier personnel de Mattei. Qui l'a placée et sur l'ordre de

qui ? Ces questions restent sans réponse. Tomaso Buscetta affirme que la Mafia sicilienne a agi à la demande de Cosa Nostra américaine, sur l'aéroport de Catane, alors que Mattei était retenu par une partie de chasse opportuniste organisée en son honneur. Cette version est peu vraisemblable. L'emploi du temps de Mattei, les 26 et 27 octobre 1962 en Sicile, où il inaugurerait une raffinerie et un gazoduc, ne laisse guère de place pour une battue. A cette époque-là, d'autre part, la Mafia avait des méthodes brutales, mais frustes ; elle n'aurait pas été en mesure de recourir à la technique sophistiquée nécessaire pour ce type d'attentat.

**SOUPEONS SUR LA CIA**

De plus, selon Buscetta, Cosa Nostra aurait rempli un contrat des « sept sœurs », alors que Mattei était justement en train de trouver un accommodement avec elles, grâce à la médiation du président Kennedy, qu'il devait rencontrer quelques semaines plus tard.

Les services français étaient-ils dans le coup, comme l'a soutenu un de leurs agents ? Ou des anciens de l'OAS ? A moins que ça n'ait été les deux, soucieux de punir Mattei pour le soutien qu'il

avait accordé au FLN. Mais la disparition de Mattei intervient précisément au moment où l'ENI s'apprête à signer un accord triangulaire avec la France et l'Algérie récemment indépendantes.

On parle des services israéliens, mécontents de l'activité de Mattei dans les pays arabes ; ou des services de pays arabes reprochant à l'ENI de leur faire une concurrence déloyale avec le pétrole soviétique... Recevant en décembre 1962, moins de deux mois après la mort de Mattei, deux journalistes de *Il Giorno*, le quotidien italien financé par l'ENI, Khrouchtchev leur avait dit : « Nous savons que Mattei a été assassiné. Nous l'avions averti que quelque chose se préparait contre lui. » En 1992, un ancien correspondant des *Izvestia* à Rome et ancien agent du KGB a affirmé à la télévision italienne connaître les commanditaires, mais n'a pas livré de noms.

La CIA revient souvent dans les hypothèses, soit comme exécuteur des basses œuvres des compagnies pétrolières, soit comme acteur de la politique étrangère américaine. Nico Perrone (*Obiettivo Mattei*, *Petróleo, Stato Uniti e politica dell'ENI*, éd. Gamberetti, 1995) établit un lien entre la mort de Mattei et la crise américano-soviétique qui propulse des fusées de Cuba, qui atteint

son paroxysme dans les mêmes journées. Avec ou sans l'accord des plus hautes autorités à ce moment précis, les Américains se seraient débarrassés d'un élément potentiellement perturbateur dans le camp atlantique. Nico Perrone souligne qu'à Rome l'heure était à un gouvernement de centre-gauche associant la Démocratie chrétienne à des socialistes plus neutralistes qu'atlantiques.

Reste la possibilité d'une affaire purement italienne, où la Mafia, la loge P 2, les services secrets ou les clans à l'intérieur de la Démocratie chrétienne pourraient avoir eu leur part. Enquêteur pour Francesco Rosi qui préparait son film *L'affaire Mattei*, un journaliste Mauro De Mauro a-t-il approché de trop près la vérité ? Toujours est-il qu'il fut enlevé en septembre 1970 et disparut sans laisser de traces.

En 1986, parlant au Congrès des anciens partisans chrétiens, Amintore Fanfani eut une phrase troublante : « Qui sait ? déclara celui qui était alors président du conseil, peut-être la destruction [abandonnée] de l'avion de Mattei, il y a plus de vingt ans, a-t-elle été le premier geste terroriste dans notre pays, le premier acte du malheur qui nous poursuit. »



150

LE COURRIER DES LECTEURS

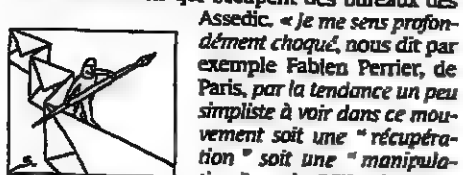
Le médiateur n'est pas à l'abri de mauvais plaisants. Après la publication dans *Le Monde* daté 30 juin 1997 d'une lettre faussement attribuée à Denis Peschanski et malgré un rectificatif assorti d'excuses le surlendemain, le tribunal de Paris, saisi par M. Pes-

chanski, a condamné notre journal, le 5 novembre 1997, à lui payer 1 franc de dommages-intérêts, outre 10 000 francs en vertu de l'article 700 du code de procédure civile, sans obligation de publication du jugement. Au nom de la déontologie, M. Peschanski nous a demandé d'en informer nos lecteurs.

La voix des sans-emploi

par Thomas Ferenczi

UNE PARTIE des lettres reçues par *Le Monde* en ce début d'année portent, comme on pouvait s'y attendre, sur le mouvement des chômeurs. Nos lecteurs expriment leur sympathie à l'égard des manifestants qui occupent des bureaux des



L'AVIS DU MÉDIATEUR

Assedic. « Je me sens profondément choqué, nous dit par exemple Fabien Perrier, de Paris, par la tendance un peu simpliste à voir dans ce mouvement soit une « récupération » soit une « manipulation » par la CGT et le PCF. » Pour notre correspondant, parler de récupération ou de manipulation relève d'un « fantasme rassurant » alors que, écrit-il, « au-delà de ses revendications propres, le mouvement actuel exprime bien le profond malaise d'une société en crise ».

Pierre Marsal, de Saint-Cyr-l'École (Vendée), dans une lettre dont on lira ci-dessous la conclusion, estime que ces manifestations constituent « une formidable remise en question de notre système économique ». Un chômeur de Marseille, Daniel Schettino, dont nous publions également le courrier, dénonce « une caste dirigeante hautaine » par laquelle il se sent « berné » et « in-

compris ». Pierre Fontanien, de Nîmes, propose de « créer un service permanent de compensation, un fonds national, qui prenne en charge non seulement le transport mais tous les besoins sociaux des chômeurs, et en payer le prix ».

Des lecteurs adressent aussi des critiques au *Monde* pour la façon dont il rend compte du mouvement. L'une de ces critiques nous paraît discutable; l'autre, en revanche, est parfaitement fondée.

Alain Le Flohic, de Saint-Brieuc, nous reproche de « rester dans le factuel » et « l'émotionnel » en publiant des reportages sur les occupations, mais d'être avares d'« informations précises » sur les aspects techniques du conflit: la réforme des fonds sociaux, le coût de la prime de 3 000 francs demandée par les chômeurs, la gestion des Assedic. Tout en regrettant l'insatisfaction de notre correspondant, nous pensons que, d'une part, ces reportages sont en eux-mêmes porteurs d'informations parce qu'ils donnent à voir la réalité du mouvement et que, d'autre part, la plupart des renseignements demandés par notre correspondant ont été publiés dans *Le Monde* lorsque celui-ci était en mesure de les donner: la réforme des fonds sociaux a ainsi fait l'objet d'un article de Bruno Caussé dès le 19 décembre et le

coût de la prime de 3 000 francs a été évalué à 9 milliards de francs dans *Le Monde* du 2 janvier. En revanche, comme le signale ci-dessous un lecteur de Paris, *Le Monde* a commis une erreur en titrant, dans son édition datée 4-5 janvier, à la « une » comme en page intérieure, que les 500 millions de francs débouqués par Martine Aubry pour financer l'AFR (allocation de formation-reclassement) étaient destinés aux chômeurs de longue durée. L'AFR, comme l'a rappelé Jean-Michel Bezat dans notre édition du 6 janvier, « ne concerne quasiment plus les chômeurs de longue durée ou en fin de droits mais les personnes qui viennent d'être licenciées ».

Renseignements pris auprès de la séquence France de notre journal, cette confusion regrettable s'explique par les circonstances mêmes dans lesquelles l'information nous a été transmise. La conférence de presse de M. Aubry ayant lieu samedi 3 janvier en fin de matinée, après le « bouclage » du *Monde*, mais avant sa mise en vente, nous avons dû, faute d'informations directes en provenance du cabinet de la ministre, recourir à un circuit détourné et tardif, au risque de nous tromper sur la nature et l'importance des mesures annoncées. *Le Monde* a donc péché par précipitation et défaut de vérification.

DES RAISONS D'ESPÉRER

La manifestation des chômeurs va bien plus loin que ce qu'ils demandent dans l'immédiat - quelques menues compensations ou avantages financiers, qui ne sont rien par rapport à ce qui fut consenti pour préserver telle banque nationale en déroute -, c'est implicitement une formidable remise en question de notre système économique (...). Oui, les chômeurs nous dérangent surtout lorsque, pour la première fois, ils apparaissent dans leur cohérence, quand, au-delà de leurs différences et en dépit de leurs détresses, ils en viennent à s'organiser. Car ils sont une image en négatif de notre société, tant il est vrai que nous sommes passés d'une société écartelée dans ses divisions (ses classes, ses castes, ses partis) à une société préoccupée par ses négociations. Tout comme les indus du système, les exclus, on commence à le découvrir, sont de toute classe, de tout milieu, de toute race, de tout parti. Cela conduit à remettre en cause des théories, des dogmes et des certitudes. Et c'est bien là aussi ce qui gêne l'ensemble des instances constituées, syndicats comme partis politiques. Bien sûr, pour l'instant, ce monde parallèle, encore étouffé de son audace, se borne à des revendications limitées et utilitaires. Bien sûr, il risque d'être manipulé par des activistes plus ou moins bien intentionnés. Plus grave serait cet « anti-monde » venait en conflagration avec le « monde », comme cela commence à se manifester dans certaines banlieues. Mais combien plus riche serait son apport s'il pouvait en résulter une réflexion visant à repenser notre société humaine sur d'autres fondements que des critères économiques hérités de l'ère de l'industrialisation

trionphante, mais qui deviendrait obsolète lorsqu'on prendra enfin conscience de l'incommensurable valeur de la vie. Et si les chômeurs nous domalent enfin des raisons d'espérer?

Pierre Marsal  
Saint-Cyr-l'École

UNE INFORMATION NON VÉRIFIÉE

*Le Monde* daté 4-5 janvier consacre un article aux dispositions gouvernementales pour, disent les journalistes, « les chômeurs de longue durée ». En titre: « L'Etat débouque 500 millions de francs pour aider les chômeurs de longue durée ». Dans le chapeau, on peut lire: « 500 millions de francs à l'Unedic, afin de concourir au financement de l'allocation formation-reclassement dont bénéficient les chômeurs de longue durée. (...) Si l'on croit voir, dans cet article, le début d'un effort pour obtenir une AFR, je suis un « chômeur de longue durée ». Or, selon l'état actuel des textes en vigueur, il n'en est rien. A la lire, il est évident que cette aide gouvernementale ne peut être destinée à un chômeur de longue durée. Ainsi on peut lire dans l'article: « Cette somme concerne l'AFR, qui se substitue à l'allocation unique dégressive pour les allocataires en formation répondant à certains critères. » Comment un chômeur de longue durée peut-il encore bénéficier d'une allocation unique dégressive? Une AFR n'est accessible qu'aux demandeurs d'emploi bénéficiant d'une AUD (allocation unique dégressive) à tout plein à la date d'entrée en stage de formation. Il s'agit d'une aide destinée à 200 000 demandeurs d'emploi bénéficiant d'une allocation-chômage. Ceux que l'on range sous l'appellation « chômeurs de longue

REVOLTE

Après les déclarations de Martine Aubry et de Nicole Notix, je suis triste et amer. Alors qu'une grande partie des chômeurs ont voté pour les socialistes, ceux-ci se détournent déplorablement de leurs revendications. Cela ne peut pas durer, cela ne peut plus durer. Au lieu de placer l'argent et les bénéfices de l'Unedic en Bourse, les caisses d'allocation-chômage feraient mieux de les redistribuer à ceux qui en ont vraiment besoin. Croyez-vous qu'on occupe les Assedic de gaieté de cœur? Ma situation et celle de mes collègues d'infortune me pousse à crier à la révolte. (...) Il ne me reste que l'espoir d'écrire pour dire mon dégoût, puisque c'est une des rares libertés qui m'est laissée. Liberté, égalité, fraternité? Tu parles! De qui se moque-t-on au juste? Plus personne ne croit en cela, à la force d'être berné et incompris par une caste dirigeante hautaine. Les chômeurs, eux, n'ont plus d'espoir envers quiconque, surtout quand on leur demande d'évacuer les bureaux d'Assedic pour permettre l'inscription de nouveaux... chômeurs.

Daniel Schettino  
Marseille

N'OUBLIONS PAS LES HANDICAPÉS

Le nombre de chômeurs ne bénéficiant plus que du minimum d'allocation (l'allocation spécifique) aug-

mente de jour en jour. En effet, beaucoup de personnes de plus de cinquante ans ayant travaillé quarante années vivent aujourd'hui avec 3 000 francs par mois. La grogne s'installe, les manifestations prennent de l'ampleur. Le collectif Agr ensemble contre le chômage dénonce le faible montant de ce qu'il considère, à juste titre, comme une aumône. Pourtant, de nombreuses personnes handicapées, invalides, vivent toute leur vie avec cette somme dérisoire: leurs moyens de revendiquer étant très limités, l'espérance que les chômeurs en lutte n'oublieront pas d'y associer ces personnes touchées à la fois dans leur âme et dans leur chair.

Jean-Paul Corlin  
Fontaine (Isère)

« BAVURE » OU « HOMICIDE »

Dans votre édition du 6 janvier, vous publiez un courrier de lecteurs m'impliquant (NDLR: à propos de la mort d'un jeune homme dans un commissariat de Lyon) un propos que je n'ai jamais tenu. Lors de mon invitation au journal de TF1, le dimanche 21 décembre 1997, le dialogue que j'ai eu avec Claire Chazal a été le suivant: J.-P. C. - Je pense que ces deux drames (NDLR: ceux de Lyon et de Dammarie-les-Lys) sont très différents même s'ils sont unis par une coïncidence dans le temps. A Lyon, il s'agit clairement d'un manquement caractérisé à la déontologie policière. C. C. - Ce qu'on appelle une « bavure »? J.-P. C. - Si vous voulez, en langage courant... mais enfin cela s'appelle en l'occurrence un « homicide ».

Jean-Pierre Chevenement  
ministre de l'intérieur

En Allemagne, le chômage sans la révolte

Suite de la première page

A l'est, la situation de l'emploi est catastrophique, mais les gens ne se révoltent pas. « Les gens sont conscients des difficultés de leur région. Même au chômage, ils ont un niveau de vie supérieur à ce qu'il était dans l'ancienne RDA », observe-t-on au ministère du travail. Surtout, l'Ouest a injecté à l'est 1 000 milliards de deutschemarks depuis 1990 - plus du tiers du produit intérieur brut des nouveaux Länder - pour rendre socialement acceptable la liquidation de l'économie de l'ex-RDA. Le gouvernement a subventionné jusqu'à 700 000 emplois d'utilité collective ou de congés formation, un nombre retombé aujourd'hui à 360 000.

Deuxième élément, le niveau de la protection sociale. Il n'y a pas de chômeurs en fin de droit en Allemagne. Ceux qui perdent leur emploi ont droit d'abord à l'assurance-chômage qui représente 67 % du dernier salaire net. Cette

assurance concerne actuellement 1,9 million d'Allemands. Au bout d'un an (la durée de couverture est plus longue pour les personnes âgées de plus de quarante-quatre ans), les salariés touchent une aide financée par les contribuables: son montant représente 57 % du dernier salaire et bénéficie à 1,3 million d'Allemands. La durée de cette aide n'est pas limitée dans le temps, mais son montant baisse de 3 % par an, jusqu'à ce que le salarié atteigne le niveau de l'aide sociale. L'aide sociale est garantie par la Constitution, l'Allemagne étant un Etat social (Sozialstaat). Son montant, y compris l'allocation logement, est de 2 600 marks environ (8 700 francs) pour un couple avec deux enfants, de l'ordre de 1 700 marks (5 700 francs) pour une femme élevant seule un jeune enfant. A l'est, les allocations sont environ 15 % plus faibles. Quatre millions de personnes bénéficient de l'aide sociale, un tiers à cause du chômage, indique le ministère de la santé. L'Etat social garantit aussi à tout le monde une couverture médicale.

L'aide sociale n'offre pas seulement le strict minimum pour survivre. « La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a décidé que l'aide sociale devait permettre aux gens d'avoir une existence socioculturelle et d'aller une fois par trimestre au théâtre et au cinéma », explique Josef Hecken, directeur de cabinet de Norbert Blum, ministre du travail. « La Cour a aussi interdit de réduire cette aide à quelqu'un qui refuserait de travailler quelques heures pour la communauté qui le finance ou un emploi d'utilité collective. Ce droit à l'aide sociale est inscrit dans la Constitution, qui est sur ce point intangible », poursuit M. Hecken, montrant ainsi la difficulté juridique qu'il y a à réformer le système social allemand.

CLAUDE OU CONSENSUS

Troisième élément, la culture du consensus. La recherche du compromis est profondément ancrée dans les structures (notamment de cogestion des entreprises) et les mentalités du pays depuis cinquante ans. Il n'y a pas de lutte des classes dans une société où tout le monde est reparti de zéro après 1945. Les négociations salariales se sont faites jusqu'à présent par branche professionnelle pour ne pas introduire les conflits à l'intérieur de l'entreprise. Les syndicats, réformés, n'ont pas les conflits et tiennent leurs troupes.

En France, vous politisez tout et ne prenez pas en compte les réalités. Chez nous, les syndicats se soucient de défendre la compétitivité des entreprises, car c'est elle qui garantit les emplois. Quand le renouveau des

syndicats français, ils ne disent qu'ils doivent défendre uniquement les salariés et que la compétitivité est l'affaire de l'Etat ou des patrons », déclare Klaus Schmitz, économiste spécialiste de la politique industrielle à la confédération des syndicats allemands (DGB). Cette semaine, patrons et syndicats de la sidérurgie à l'est se sont entendus, en extrême, dans des négociations salariales. La grève, prévue pour lundi, n'aura pas lieu.

Si le « modèle » allemand a résisté jusqu'à présent, il donne pourtant de sérieux signes de faiblesse. Le chômage des jeunes augmente. Les places d'apprentissage sont plus rares. La criminalité des jeunes adultes progresse. Nul ne sait combien de temps les habitants des nouveaux Länder se résigneront à rester sans emploi. De plus en plus d'entreprises remettent en cause le système de négociations collectives. Les réserves de l'industrie RFA lui ont permis d'absorber l'ancienne RDA et d'affronter la montée du chômage sans trop de douleur. Mais aujourd'hui, le système de protection sociale est au bord de la faillite. Il doit être profondément réformé si l'Allemagne veut pouvoir, un jour, recréer de l'emploi et sauver son Etat social.

Arnaud Leparmentier

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Tél.: 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90  
Internet: <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Première victoire pour les chômeurs

LES confédérations syndicales ne s'y sont pas trompées: quelle que soit l'issue du mouvement en cours, les associations de chômeurs y ont puisé une reconnaissance en bonne et due forme. Ces associations sont désormais des interlocuteurs reconnus des pouvoirs publics.

La mauvaise humeur de Nicole Notix, qui retrouve dans ces organisations une partie de ses opposants, l'irritation de Marc Blondel, hostile à tout ce qui lui paraît diviser le monde du travail, ne s'expliquent pas autrement. En accordant cette première attestation de reconnaissance, Lionel Jospin a pris soin de conférer aux syndicats le statut d'« interlocuteurs naturels, directs et constants ». Un mois après des élections prud'homales où les confédérations n'ont eu les faveurs que d'un tiers des salariés, le premier ministre a répété qu'elles avaient « vocation à représenter tous les travailleurs, y compris lorsqu'ils sont privés d'emploi ».

Le premier signe de reconnaissance est venu de M. Jospin lorsqu'il a reçu, jeudi 8 janvier, quatre associations de chômeurs. La rencontre rappelle quelque peu la négociation que Michel Rocard avait nouée à Matignon, en 1988, avec les coordinations d'indignitaires. Le dialogue n'avait pas eu de suite. Cette fois, il en ira sans doute autrement. Ces associations seront associées à la concertation sur le projet de loi sur l'exclusion. Elles seront consultées par Marie-Thérèse Jol-Lambert sur les minima sociaux. Enfin, et surtout, une place leur sera « naturellement »

faite dans des comités d'usagers auprès des agences locales de l'ANPE. M. Jospin espère même que « cette démarche sera suivie au sein d'autres organismes », ce qui vise évidemment l'Unedic.

Au-delà du déblocage d'un milliard de francs, les associations de chômeurs tiennent dans cette reconnaissance leur véritable victoire. Nul doute que M. Jospin, attaché à la place privilégiée que le code du travail consacre aux syndicats en termes de représentativité et de négociation, a dû quelque peu se faire violence. Comment apprécier en effet la représentativité d'associations qui se sont fait entendre à travers des actions populaires mais très minoritaires, si non en considérant qu'elles ont su relayer les appels de détresse de chômeurs que les syndicats n'ont jamais vraiment pris en compte?

Les associations de chômeurs ont droit de cité mais elles n'ont pas rang égal avec les syndicats. En janvier 1994, Martine Aubry, longtemps hostile à cette démarche, s'était pourtant prononcée pour une représentation autonome des chômeurs, « par exemple quand on parle du financement de l'Unedic ». Elle avait même envisagé que ces associations bénéficient, comme les syndicats, d'un « soutien financier de la nation ». M. Jospin s'est gardé d'aller aussi loin. Il suffirait que les heureux élus ne soient pas aussi « responsables » que les persécutés des pouvoirs publics pour que la reconnaissance accordée soit remise en cause. Mais son geste démontre au moins l'inciter les syndicats à accorder une attention plus soutenue aux exclus.

Le Monde en 50 ans

Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani  
Directeur: Jean-Marie Colombani / Dominique Allary, directeur général  
Néel Jean-Benoît, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction: Edouard Flesch  
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Yves Lhoteau, Robert Sol  
Rédacteurs en chef: Jean-Paul Raver, Pierre Georges  
Laurent Grégoire, Erik Isenhardt, Michel Kahan, Bernard Le Gendre  
Directeur éditorial: Dominique Royet  
Rédacteur en chef technique: Erik Adam  
Secrétaire générale de la rédaction: Alain Fourment  
Médiateur: Thomas Ferenczi  
Directeur adjoint: Eric Paillet, directeur délégué: Anne Chanteleux  
Conseiller de la direction: Alain Koller, directeur des relations internationales: Daniel Vernez  
Conseil de surveillance: Alain Minc, président / Gérard Cornu, vice-président  
Adjoint directeur: Hubert Brune-Méry (1944-1962), Jacques Rivet (1962-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Date de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social: 90 000 F. Actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Brune-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Press, VNU Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les rescapés des camps de la mort

DANS le tumulte des événements, le congrès des déportés, qui s'est tenu à Lyon, passe presque inaperçu. Après deux ans, les camps de la mort lente ne sont pas oubliés tout à fait, mais on préfère se détourner des visions d'horreur qu'ils évoquent. L'univers concentrationnaire, dont David Rousset a décrit minutieusement les rouages, apparaît comme un monde irréel, hors de la projection terrestre, comme une fantasmagorie rêvée par Edgar Poe, ou une vision hallucinante de Wells. Beaucoup même ne croient pas que son existence tangible ait été possible, et certains Français ne seraient pas loin de penser, ce que disent avec mauvaise conscience les Allemands cependant renseignés, que la description des camps fut une affaire de propagande et qu'ils furent imaginés pour les besoins de la cause. Comment dès lors s'intéresser aux survivants? Ils sont à la vérité peu nombreux. Dans ces camps dominés par la cheminée traquée du *Krematorium* flanqué de la chambre à gaz, où l'odeur de la mort et de l'infection vous prenait à la gorge, ont péri des millions et des millions d'êtres humains.

Pour la France, sur 280 000 déportés, 35 000 sont revenus, et depuis, plus de 10 000 sont morts. Un grand nombre traînent encore de sanatorium en sanatorium. Qui oserait dire que ces malheureux n'ont pas de droits sur nous? Ils présentent ces droits dans leur congrès, non sur nous, mais sur l'Allemagne, sur le Reich hitlerien qui a bénéficié de leurs douze heures de travail par jour, qui a épuisé les corps et s'est efforcé d'avilir les âmes.

(11-12 janvier 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-54

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE

Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province: 06-36-48-03-78





## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JANVIER 1998

**INDUSTRIE** Sara Lee, l'un des géants américains des produits de grande consommation, a entrepris de sortir complètement de ses activités d'industriel. ● UNE « DÉVERTI-

**CALISATION** » a commencé le 5 janvier avec la cession de neuf de ses treize usines de sous-vêtements et de sportswear aux États-Unis. ● LE GROUPE attend de ce virage

stratégique un gain de 18 milliards de francs, qui seront réinvestis dans la promotion de ses nombreuses marques (Wonderbra, Playtex, Dim...). ● LEVI STRAUSS, le fa-

briquant de jeans, avait annoncé, mi-novembre, la fermeture de onze usines sur trente-six à travers le monde, et la suppression de près de 6 400 postes de travail. ● LES SYN-

**DICATS** européens du textile s'inquiètent de cette nouvelle mode américaine d'externalisation dans laquelle ils ne voient qu'une forme de « délocalisation déguisée ».

# Sara Lee cède ses usines pour mieux développer ses marques

Le fabricant des Dim et Playtex vend 9 de ses 13 sites de production. Le géant américain de la grande consommation entend se concentrer sur la distribution. L'activité industrielle sera sous-traitée au mieux-offrant, au gré des fluctuations monétaires et sociales

L'INDUSTRIE, c'est fini, vive le marketing et la distribution ! Moins de quatre mois après avoir annoncé un vaste plan de désinvestissement industriel, le numéro un mondial du secteur, le groupe américain Sara Lee, est passé à l'acte. Mardi 5 janvier, son PDG John Bryan a annoncé la cession de neuf de ses treize usines textiles américaines à National Textiles, une entreprise créée pour l'occasion par le patron d'un fabricant de sportswear, Martin Grano. L'objectif est d'abord financier. Sara Lee retirera 450 millions de dollars (2,7 milliards de francs) de cette cession et en attend une augmentation de son cash-flow de 3,6 milliards de francs en trois ans.

De quoi rassurer ses actionnaires, qui se plaignaient de la stagnation des cours, malgré les bons résultats financiers du groupe. Au-delà de l'effet à court terme, il s'agit d'un virage stratégique majeur. Sara Lee, a jugé son patron, est trop diversifié pour rester un industriel dans tous les domaines. Conglomérat de près de 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le groupe de Chicago fabrique des sous-vêtements et vêtements de sport, sous les marques Champion, Playtex, Wonderbra, Dim..., mais aussi des produits alimentaires (Jambon d'Aoste, Justin Bidoon, Bencouts, Maison du Café...), des produits

d'entretien (cires Kiwi) et de soins corporels (Santex, Williams). Sara Lee gère aujourd'hui « treize et une marques principales réalisant chacune plus de 100 millions de dollars de chiffre d'affaires », et espère donc des dépenses de marketing toujours plus importantes. Le groupe avait déjà amorcé un virage vers la distribution, en rachetant plusieurs entreprises de vente directe ces dernières années, dont, en décembre 1997, Nutri-Metics, qui réalise 1 milliard de francs de chiffre d'affaires avec 250 000 vendeurs à domicile dans seize pays. Un type de diffusion très en vogue pour les produits du groupe, tant les sous-vêtements féminins que les produits d'hygiène et d'entretien.

Chez Sara Lee, le textile était évidemment en première ligne dans les préoccupations de M. Bryan, du fait des investissements qu'il requiert, rendus aléatoires par la concurrence des pays en développement. « En permettant à National Textiles de travailler pour d'autres clients que Sara Lee, nous lui donnons la possibilité de mieux amortir ses investissements industriels », affirme Jeffrey Smith, porte-parole de Sara Lee Corp. à Chicago. « C'est de la délocalisation déguisée », s'insurge Patrick Hirsch, de la fédération syndicale européenne du textile, de l'habillement et du cuir (FSEHC). « On commence par faire travailler ses anciennes usines en exclusivité pendant un an ou deux, puis on les met en concurrence avec des sous-traitants asiatiques face auxquels elles n'ont aucune chance ». La FSEHC craint l'onde de choc en Europe de cette mode américaine de « outsourcing » (externalisation). Chez Sara Lee, on ne cache pas que les usines européennes seront elles aussi concernées par le plan de « délocalisation ». D'autant que la crise financière asiatique, avec son cortège de dévaluations monétaires, va rendre encore plus compétitives les entreprises textiles d'Asie.

Déjà, l'autre géant américain du textile, Levi Strauss & Co, a annoncé, à la mi-novembre, la fermeture de onze usines sur trente-six à travers le monde, et la suppression de

près de 6 400 postes de travail. Une restructuration strictement défensive : sur son marché historique, le jean, Levi's est pris en tenaille entre les marques de distributeurs et les grandes marques (Calvin Klein, Armani et même... Dior font du jean). Quant à VF Corp, le numéro trois américain, présent à la

### Le modèle Coca-Cola et Nike

Coca-Cola a depuis longtemps laissé à des embouteilleurs qu'il contrôle le soin d'investir dans les usines de fabrication du Cola et de le commercialiser. La firme d'Atlanta se réserve la partie « noble » de l'activité : l'élaboration du concentré, qui deviendra, une fois mélangé avec de la limonade, le Coke, et le marketing, qui a fait de cette marque la plus connue au monde. Un partage des tâches bien rodé : Coca-Cola Company caracole à Wall Street pendant que sa filiale d'embouteillage américaine, Coca-Cola Enterprises, fait le labeur industriel et rachète les embouteilleurs pour rationaliser les coûts.

Nike sous-traite depuis toujours la fabrication de ses chaussures, en Extrême-Orient pour l'essentiel. La firme peut concentrer ses investissements sur la conception de produits toujours plus innovants et sur la promotion de sa marque, via les contrats passés avec les vedettes des sports américains (Mike Jordan...), les Jeux olympiques ou les équipes de football. Nike, enfin, peut mieux maîtriser la distribution de ses chaussures, notamment en développant son nouveau concept de grand magasin « Nike Town ».

### « DÉVERTICALISATION »

Le 15 septembre 1997, M. Bryan annonçait un vaste programme de « déverticalisation », qui doit permettre de récupérer 3 milliards de dollars (18 milliards de francs), par la cession de tous les sites industriels susceptibles de l'être. Cet argent sera réinvesti dans le rachat d'actions, pour stimuler les cours, et dans le développement des marques. Objectif : transformer Sara Lee, à terme, en une société de marketing et de « matière grise », sous-traitant sa production industrielle au mieux-offrant, au gré des fluctuations monétaires et sociales. Le modèle, désormais, s'appelle Coca-Cola ou Nike.

### DMC vise la création

En France, et sur une échelle bien plus modeste que Sara Lee, le groupe DMC tente lui aussi de faire sa révolution copernicienne. Sous la férule de Jacques Bonnel, son président du directoire, le champion du fil de mercerie, du tissu de doublure et de l'étoffe imprimée réduit ou délocalise progressivement la partie industrielle de ses métiers historiques pour se tourner davantage vers la création et la distribution.

Côté fil, DMC a lancé la chaîne de magasins Loisirs et Création, qui lui permet d'écouler ses produits en remettant à la mode... le point de croix ! Côté étoffe, « nous devons passer de la maîtrise d'une technique d'impression à la conception d'une offre globale de tissus d'habillement, insensible aux cycles », explique M. Bonnel aux actionnaires en avril 1997, en annonçant une offensive commerciale en direction de la grande distribution et des marques intégrées, comme GAP, Zara ou Benetton.

fois dans le jean (Lee, Wrangler) et la confection (Vanity Fair, Lou), il a cédé en 1997, des usines britanniques et irlandaises à Hawkesbury, un groupe canadien « appartenant à des hommes d'affaires pakistanais possédant des usines à Dubaï », affirme M. Itschert.

Interrogé lors de son passage à Paris, à l'automne dernier, Luciano Benetton avait, pour sa part, caté-

Pascal Gagnier

## Les fournisseurs des fabricants d'ordinateurs sont à la peine

Le lancement des PC à petit prix rogne leurs marges

LES ORDINATEURS personnels (PC) à 1 000 dollars (6 000 francs) ont constitué l'un des succès de 1997 pour l'industrie informatique. Sur le marché américain, en décembre, on estime qu'ils ont représenté 40 % des machines vendues. Si les avis sont encore partagés sur le fait de savoir si ce succès ne se fait pas au détriment d'autres catégories de PC plus coûteuses et si cette gamme de machines est rentable, il apparaît que ces PC ont un effet stabilisateur sur certains fournisseurs de composants. Ceux de disques durs, par exemple, chez qui s'accumulent les mauvaises nouvelles.

La société américaine Seagate a prévenu, le 8 janvier, que ses comptes au dernier trimestre 1997 ont été déficitaires. Courant décembre, ses homologues Western Digital et Quantum ont annoncé que, sur ce même trimestre, leurs résultats financiers seraient pour le premier tout juste à l'équilibre, pour le second divisés par deux. Seagate, Western Digital et Quantum, qui sont les principaux fabricants mon-

diaux de disques durs (65 % du marché), avaient déjà annoncé dans les mois précédents fermetures de sites (Seagate en Irlande) et licenciements (Quantum).

Les trois compagnies expliquent leurs difficultés, pour partie, par la pression sur les prix que leur imposent les fabricants de PC à 1 000 dollars. Car ces derniers, pour tenir un tel prix de vente et dégager des marges - elles se situent plutôt autour de 10 % avec ce type d'équipements, contre 15 % à 20 % habituellement - cherchent à rogner sur tous les coûts. En particulier sur les prix d'achat de composants et sous-systèmes.

### SURCAPACITÉS DE PRODUCTION

A ce phénomène s'en ajoutent deux autres : les surcapacités de production et les excès de stocks. Les premiers, qui alimentent aussi le phénomène de pression à la baisse sur les prix, tiennent au fait que les fabricants de disques durs - outre Seagate, Western Digital et Quantum, on compte une quinzaine

d'autres acteurs - ont multiplié les investissements face à un marché micro-informatique porteur.

Or sur certains marchés, comme le Japon, la croissance des ventes de PC se tasse actuellement. Certains cabinets d'étude de marché prévoient que les livraisons de disques durs progresseront de « seulement » 17 % en 1998, contre 26 % en 1997, et que les facturations, en dollars, pourraient baisser.

Les excès de stocks tiennent au fait que les grands fabricants de PC, comme les américains Compaq, IBM ou Hewlett-Packard, se sont tous, peu ou prou, au cours de l'année passée, mis à imiter les pratiques de leur homologue Dell Computer, et tout particulièrement ses méthodes d'assemblage des équipements à la demande. Ce qui a pour effet de limiter chez ces fabricants de PC les stocks de composants et sous-ensembles, le problème étant reporté sur les fournisseurs de ces matériaux.

Philippe Le Cœur

## US Airways repart à la conquête du marché transatlantique

### PHILADELPHIE

de notre envoyé spécial

Après avoir obtenu, en novembre 1997, un accord à l'armistice avec ses pilotes sur la baisse de leurs salaires, Stephen Wolf, le PDG de US Airways, s'attèle aujourd'hui au développement international de la compagnie dont il a pris les commandes en janvier 1996. Il ne peut se satisfaire d'une part de marché de 3 % dans le ciel transatlantique alors qu'en rebaptisant US Air en US Airways il avait voulu signifier la « globalisation de la compagnie ».

Robert Romano, directeur général chargé du développement, a annoncé, vendredi 9 janvier, le rattachement des liaisons transatlantiques de US Airways dans les prochains mois. De six aujourd'hui, le nombre d'escales devrait passer bientôt à vingt et un. Dès le 1<sup>er</sup> avril 1998, US Airways atterrira de nouveau en Grande-Bretagne. Il s'agit d'une revanche sur son ancien allié, British Airways, qui lui avait imposé, en 1992, son retrait du marché britannique en échange d'une entrée dans son capital et d'un accord commercial.

quelques années contre 5 % aujourd'hui», affirme M. Romano. US Airways croit en ses chances sur ce marché déjà fortement concurrentiel. Très bien implantée sur la côte Est américaine, avec une part de marché revendiquée de 44 % des vols domestiques sur ce segment, elle s'estime bien placée pour récupérer une partie du marché transatlantique, aux deux tiers issu de la côte Est américaine.

US Airways va se doter des moyens de ses ambitions : « Nous annoncerons, avant le 15 février, une commande d'avions gros porteurs, Airbus A 330 ou Boeing 777, pour le développement de nos destinations internationales », affirme M. Wolf fin décembre. Les constructeurs aéronautiques savent que M. Wolf ne prendra pas de demi-mesures. Fin 1996, il avait signé avec l'européen Airbus l'un des plus gros contrats de l'histoire, portant sur 400 appareils petits porteurs pour 14 milliards de dollars. Cette fois-ci, la commande pourrait porter sur 24 gros avions, représentant

près de 4 milliards de dollars. Les enchères entre les deux constructeurs ne font que commencer. L'américain Boeing, qui a porté plainte contre US Airways pour annulation de commandes, pourrait offrir une solution à l'amiable si US Airways se portait acquiesceur de nouveaux avions. Le rapport annuel 1996 de US Airways révèle que Boeing lui réclame 450 millions de dollars de dommages et intérêts. De son côté, Airbus pourrait offrir d'accélérer le rythme de livraison des avions commandés. La lecture des négociations entre US Airways et ses pilotes avait contraint Airbus à reporter des créneaux de réservation pour la compagnie aérienne. Elle ne recevra que six Airbus A 319 cette année. Un atout de poids pour Airbus car M. Wolf veut mettre en œuvre rapidement sa nouvelle organisation pour laquelle il a besoin de nouveaux avions.

Avant deux mois, US Airways veut lancer une nouvelle compagnie, baptisée pour le moment US-2, pour contrer l'offensive des compagnies à bas coûts du type Southwest ou America West. A terme, US-2 représentera le quart des capacités (en heures de vol) d'US Airways. Déjà, jeudi 8 janvier, US Airways a fait une première intrusion dans le ciel de Southwest à Baltimore en ouvrant trois vols quotidiens vers Manchester (New Hampshire). La bourse conjoncture aérienne et la fermeture de certaines lignes déficitaires ont permis à US Airways d'engranger de substantiels bénéfices en 1997 (déjà 572 millions de dollars à fin septembre). Mais la mise en œuvre de l'accord avec les pilotes et la rationalisation de la flotte - les 400 Airbus ramèneront de sept à un le type d'avion en service sur le marché domestique - doivent permettre de consolider le redressement. US Airways affiche encore aujourd'hui les coûts d'exploitation les plus élevés du marché américain et elle est bien loin d'avoir effacé les 3 milliards de dollars de pertes cumulées entre 1989 et 1994. Rentabilisée sur le marché domestique et relancée à l'international, US Airways pourrait alors être présente pour d'éventuels alliés européens ou internationaux.

Christophe Jakubczak

### 211 Boeing rappelés pour inspection

L'autorité de sécurité aérienne américaine, la FAA, a demandé, mercredi 7 janvier, l'inspection immédiate de 211 Boeing 737 (court-courriers) fabriqués depuis le 20 septembre 1993. Au cours de l'enquête sur l'accident du Boeing 737 de la compagnie singapourienne Silkair, qui avait fait 104 victimes le 19 décembre 1997, la FAA a constaté sur les débris l'absence de vingt-cinq rivets sur le stabilisateur arrière de l'appareil, selon l'édition américaine du Wall Street Journal du 9 janvier.

Le 737 de Silkair a fait une chute de dix kilomètres qui aurait pu être causée par la séparation du stabilisateur horizontal. Cet avion était sorti des chaînes de production en février 1997, quelques semaines avant que Boeing n'arrête sa production pendant un mois suite à des problèmes d'organisation et des critiques des inspecteurs de la FAA. En 1998, Boeing devrait produire 43 Boeing 737 par mois contre 26 en 1997.

## EMERGENCE POSTE

Sicav  
diversifiée

**DIVIDENDE EXERCICE 1996-1997** : le conseil d'administration de la Sicav EMERGENCE POSTE, réuni le 25 novembre 1997, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1997 et a proposé de fixer à 2,94 francs la dividende net versé par action.

Décomposition du dividende net, en francs :

|                                       |             |
|---------------------------------------|-------------|
| • Actions françaises                  | 1,88        |
| • Obligations françaises non indexées | 0,55        |
| • Autres                              | 0,53        |
| <b>Total</b>                          | <b>2,94</b> |

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 21 janvier 1998 et mis en paiement le 23 janvier 1998 (possibilité de réinvestissement dans l'actif jusqu'au 23 avril 1998).

**CRÉDIT D'IMPÔT** : selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt unitaire sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action au 31.12.97 : 154,25 francs.

**Sicav Info Poste :**  
08 30 68 50 70

Gestion : SOGEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations



500 millions

Jeans, avait annoncé, la fermeture de onze usines à travers le monde, la suppression de près de 10 000 emplois. LES SYN-

## opper ses marques

grande consommation entend se concentrer sur fluctuations monétaires et sociales

Les grandes marques de vêtements de la grande consommation ont décidé de se concentrer sur les fluctuations monétaires et sociales. Elles ont décidé de se concentrer sur les fluctuations monétaires et sociales.

### DMC vise la création

En France, et sur une échelle bien plus réduite, le groupe DMC tente lui aussi de faire sa révolution. Il vise la création de nouvelles marques de vêtements de la grande consommation.

C'est la DMC qui a lancé la chaîne de magasins L'Esprit. Elle vise la création de nouvelles marques de vêtements de la grande consommation.

Le groupe DMC a lancé la chaîne de magasins L'Esprit. Elle vise la création de nouvelles marques de vêtements de la grande consommation.

### la conquête du marché transatlantique

Les entreprises françaises ont lancé la conquête du marché transatlantique. Elles ont décidé de se concentrer sur les fluctuations monétaires et sociales.

### 217 Boeing rapatriés pour inspection

Les avions de Boeing ont été rapatriés pour inspection. Ils ont été rapatriés pour inspection.

Les avions de Boeing ont été rapatriés pour inspection. Ils ont été rapatriés pour inspection.

## Bruxelles juge inacceptables les taxes de Deutsche Telekom

L'AUTORITÉ allemande de régulation des télécommunications doit réunir, lundi 12 janvier, les représentants de Deutsche Telekom et de trois de ses principaux nouveaux rivaux (Mannesmann Arcor, O. tel. o, Viag Interkom). Le sujet central de cette réunion - la première du genre depuis l'ouverture totale à la concurrence du marché du téléphone, le 1<sup>er</sup> janvier - portera sur le différend qui les oppose à propos de la taxe que veut appliquer Deutsche Telekom à ses abonnés s'ils partent chez ses concurrents.

Pour sa part, la Commission européenne a pris position sur cette affaire le vendredi 9 janvier. « Ce genre de pratique n'est pas acceptable et contrevient aux règles européennes de la concurrence », a fait savoir le commissaire à la concurrence, Karel van Miert, par la voix de son porte-parole, Willy Heijn. Soulignant que la Commission n'a reçu aucune plainte à ce sujet, celui-ci a affirmé qu'une enquête sera menée tout ouverte sur les pratiques de Deutsche Telekom, qui sera également étendue aux pratiques des autres opérateurs en Europe.

C'est le 31 décembre, à la veille de la libéralisation du marché, que Deutsche Telekom a annoncé sa décision de faire payer 53 marks (environ 177 francs) à ses clients s'abonnant auprès d'un nouvel opérateur, tout en conservant leur numéro, et 95 marks (318 francs) à ceux utilisant un concurrent pour les appels longue distance, tout en conservant ses services pour les appels locaux.

Mardi 6 janvier, Deutsche Telekom a fait, partiellement, machine arrière devant le tollé qu'a provoqué cette initiative. L'opérateur a fait savoir qu'il suspendait cette taxe tant que l'autorité allemande de régulation ne l'autoriserait pas. Cette dernière considère qu'elle peut parvenir à ce que les opérateurs partagent les frais que représentent ces transferts d'abonnés, sur des bases financières plus faibles et plus proches de ce qui peut se faire dans d'autres pays.

Philippe Le Cœur

### DÉPÊCHES

■ KRUPP ET THYSSEN: les conseils de surveillance des deux entreprises ont chargé le 9 janvier, Gerhard Cromme et Ekkehard Schulz, respectivement patron de Krupp et chef de la filiale commune spécialisée dans l'acier de Krupp et Thyssen, de mener la fusion des deux géants de l'acier allemand. Dieter Vogel, patron de Thyssen, s'est finalement retiré de la course au pouvoir. La fusion qui aurait dû être bouclée en novembre a été retardée par la rivalité entre M. Cromme et Vogel.

■ CRÉDIT LYONNAIS: la banque publique française va enregistrer une année « exceptionnelle » en 1991 en Corée du Sud sans avoir à passer de provisions, a indiqué le 9 janvier Jacques Kosciuszko, directeur du Crédit lyonnais pour l'international. Selon lui « 80 % des quelque 3,8 milliards de dollars d'engagements du Crédit lyonnais en Corée du Sud sont sur les six premiers groupes cotés, soit un portefeuille très sain ».

■ SUEZ-LYONNAISE DES EAUX: Albert Frère, premier actionnaire du groupe, a déclaré au journal flamand De Standaard du 9 janvier qu'il pourrait augmenter sa participation. Le financier belge envisage de « prendre 12 % et même plus mais toujours en accord avec Gérard Mestrallet [président de Suez-Lyonnaise] ».

■ ELF ATOCHEM: le chimiste français a signé, jeudi 8 janvier, un accord avec l'italien Industrie Generali Spa pour acquérir ses activités compounds vinyliques (résines vinyliques). Avec une production de 355 000 tonnes, la firme passera du troisième au premier rang européen sur ce marché.

■ REV/VACANCES: quatre représentants sont encore intéressés par le voyageur Mondial Tours (marque Rev/Vacances), mis en liquidation judiciaire jeudi 8 janvier par le tribunal de commerce de Nanterre, a indiqué son vice-directeur général Olivier de Ronceray.

## Le trafic a repris sur les douze lignes de bus parisiennes en grève

Les conducteurs du centre de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ont décidé en assemblée générale de se remettre progressivement au travail. Le mouvement avait débuté à la suite d'une agression

Si le trafic a finalement repris vendredi soir sur les douze lignes de bus parisiennes en grève desservant le centre-ville et la banlieue sud-est, le ras-le-bol des chauffeurs reste considérable. Le syndicat CGT RATP de Vitryré-

clame « la présence d'agents plus nombreux » face aux « agressions de plus en plus fréquentes ». Le mouvement de grève avait commencé mercredi 7 janvier en fin d'après-midi. Une pierre avait fait éclater une vitre

LE TRAFIC a repris progressivement vendredi 9 janvier en fin de journée sur douze lignes de bus parisiennes desservant le centre-ville et la banlieue sud-est, paralysées par une grève surprise après une agression. Les conducteurs du centre de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ont décidé en assemblée générale vendredi après-midi de reprendre progressivement le travail.

Le mouvement avait commencé mercredi 7 janvier en fin d'après-midi. Une pierre a fait éclater une vitre d'un bus de la ligne 180. Les dix-sept conducteurs de la ligne ont décidé de rester au dépôt le soir même. « C'est la pierre qui a fait déborder le vase, explique Frédéric Z. Il y a des incidents tout le

temps sur cette ligne qui dessert pas mal de points chauds entre Charenton, Ivry, Vitry et Villejuif. Les agressions verbales, les crachats, les coups dans les portières, on supporte tant bien que mal depuis trois mois que nous sommes arrivés à ce nouveau centre. Mais cette fois, il y aurait pu y avoir des blessés. »

« DROIT DE RETRAIT » Dès jeudi, les conducteurs de la ligne 180 et leurs représentants syndicaux sont entrés en conflit avec leur direction sur les conséquences de ce « droit de retrait ». « Officiellement, nous avons le droit de nous retirer comme n'importe quel salarié quand il estime que son travail le met en danger. Nous n'encourons d'ailleurs au-

cune sanction administrative en restant au dépôt. Alors pourquoi la direction continue-t-elle à nous retenir nos journées de salaire quand nous utilisons ce droit ? », interroge Yvon Martin, secrétaire de la section CGT du dépôt de Vitry. « Le problème avait été posé sans résultat par les conducteurs de la Maltournée, en Seine-Saint-Denis, avant Noël. Il l'a été la semaine dernière par ceux du dépôt de La-gny. Les gars d'ici veulent que cela change. »

Les conducteurs de la « 180 » avaient été rejoints jeudi matin par ceux des onze autres lignes regroupées à Vitry en octobre. Pour obtenir satisfaction sur le « droit de retrait », mais aussi pour exprimer leur ras-le-bol face

à la violence. Une nouvelle agression contre une « voiture de régulation », jeudi après-midi, avait renforcé le mouvement. Avec une lettre adressée à Pierre Weil, responsable du département bus à la RATP, le mouvement a failli prendre une tout autre dimension. « La direction doit comprendre qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de violences urbaines. Car l'insécurité ne vient pas uniquement des agressions gratuites », explique Jean-Marc M., conducteur « hors ligne », c'est-à-dire appelé pour des remplacements sur l'ensemble du réseau. « Nous manquons de moyens pour assurer dans de bonnes conditions le service public. Quand il n'y a personne pour remplacer un chauffeur malade, quand un bus tombe en panne, les gens attendent plus longtemps : près d'une demi-heure au lieu de treize minutes. Ils s'énervent, le nez sur les horaires, et nous agressent verbalement quand nous arrivons. »

Et David C. raconte qu'il a « mal au cœur » de laisser des passagers sur le trottoir quand son bus est plein : « Cela ne sert à rien d'ouvrir toutes les portes, il y a des personnes âgées ou des mères qui ne peuvent pas monter. » « La direction sait bien que plus de la moitié des incidents sur les lignes de bus de banlieue sont provoqués par des usagers excédés », expliquent tous les conducteurs de Vitry.

Christophe de Chenay

# Les Sicav Euro de la BNP

Pour aller à l'essentiel, tout naturellement

L'Euro est en marche. Avec la BNP, saisissez dès maintenant les opportunités de ce qui s'annonce déjà comme l'une des premières places financières mondiales.

Pour tirer parti de ce nouveau marché, la BNP vous propose une gamme de 4 Sicav, essentielles au bon développement de tout portefeuille :

- Natio Euro Valeurs
- Natio Euro Opportunités
- Natio Euro Obligations
- Natio Euro Perspectives (PEA)

Pour valoriser au mieux vos placements, nos spécialistes de l'Euro suivent l'exemple de la nature : ils sélectionnent.

En choisissant les meilleures valeurs de leur catégorie sur les meilleures places européennes, ils recherchent les performances là où elles se trouvent tout en maîtrisant les risques.

Des preuves ? L'ensemble de la gamme a été récompensé par la Corbeille d'Or\* (gestion à 1 an) et la Corbeille Long Terme\* (gestion à 5 ans). ...et le Père Noël n'y est pour rien.



L'Épicéa "Picea Abies"

Accédez aux Sicav Euro pour moins de 2 000 F.



A CHAQUE INSTANT ON DOIT POUVOIR COMPTER SUR SA BANQUE.

rd de ci-  
le dans  
néces-  
t 1500  
tionale  
: effec-  
asque.  
ortité  
: rités  
a redit  
lance  
rasque,  
sur ce  
noi de  
lla, qui  
respon-  
région,  
lesures  
prises  
es élus  
leur de  
ert : ce  
ge », a  
runtist  
de-  
lossier  
e pré-  
tionale.  
it sug-  
se por-  
Maria  
eur du  
ns un  
ds. Les  
sécurité  
du PR  
police  
à un  
ans la  
« ja-  
e goud-  
s (inté-





## PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JANVIER 1998

# Une nouvelle baisse des taux des crédits immobiliers semble possible

Si le rendement des obligations européennes et françaises reste à des niveaux historiquement bas, le coût des crédits bancaires pourrait encore diminuer

IL NE SE PASSE pas un trimestre sans que fleurisse une offre affirmant que les taux des prêts immobiliers sont au plus bas. Aujourd'hui, les taux sont à des niveaux peu élevés, mais il n'est pas exclu qu'ils puissent encore baisser dans la foulée de la baisse des taux obligataires en Europe et en France. Le rendement des obligations d'Etat à dix ans est revenu à 5,20 %, à leur plus bas niveau historique. D'ailleurs, quelques établissements viennent encore de réduire très récemment le coût de leurs crédits.

Depuis plus de six mois, les prêts immobiliers sont à leur étage avec des offres qui varient, en plancher, de 5,80 % à 6,80 % pour les prêts à taux fixes et entre 4,10 % et 6,23 % pour les prêts à taux variables. Les établissements proposant actuellement les taux les plus bas sont la BRED, la Caixa Bank, La Poste (cette dernière uniquement pour les prêts à taux fixes), Woolwich et la Caisse d'épargne. Si les offres des banques à grands réseaux apparaissent, généralement, moins favorables, du moins en « vitrine », le candidat emprunteur ne doit pas, pour autant, oublier que ces banques peuvent se positionner bien en dessous du plancher qu'elles annoncent officiellement.

« Quand un client présente un profil intéressant, les banquiers savent réviser leurs taux à la baisse », reconnaît un professionnel qui ajoute aussitôt que « les services de prêts sont vigilants à l'évolution des taux de marché ».

En pratique, un bon client pourra donc, dans certains cas, trouver des taux inférieurs aux minima indiqués dans notre tableau. Ainsi, en taux fixes, pour peu que l'on possède un apport d'au moins 30 % et que l'on puisse rembourser son prêt sur une durée n'excédant pas dix ans, il est relativement facile d'obtenir, hors assurances et hors frais de dossier, des crédits à moins de 6 %. Ceux qui ont en vue un achat immobilier ou un investissement locatif, doivent-ils pour autant le repousser afin de bénéficier de taux encore plus compétitifs ?

Si les taux longs se maintiennent à un niveau de l'ordre de 5,20 % à 5,30 %, le coût des crédits immobiliers pourrait vraisemblablement diminuer d'ici quelques semaines. Mais il se peut que la baisse soit très réduite (quelques dixièmes de point) et qu'elle ne touche qu'une partie des prêts immobiliers à taux fixes : ceux qui restent affichés à des taux supérieurs à 6,50 %.

Certains établissements ont déjà

Le prix de l'argent dans les banques

| ÉTABLISSEMENTS                   | FOURCHETTE POUR LES PRÊTS IMMOBILIERS |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| ABBEY NATIONAL                   | 6,50 / 7,85 4,95 / 6,35               |
| BNP                              | 6,80 / 7,20 6,40 / 6,80               |
| BRED                             | 5,80 / 6,70 5,22 / 6,17               |
| CAISSE D'ÉPARGNE D'ÎLE-DE-FRANCE | 6,20 / 6,70 Taux unique : 5,95        |
| CAIXA BANK                       | 5,95 / 7,30 4,10 / 4,65               |
| CCF                              | 6,70 / 7,50 5,20 / 6,20               |
| COMPTOIR DES ENTREPRENEURS       | 6,70 / 8,30 4,40 / 5,40               |
| CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE      | 6,20 / 7,20 4,95 / 5,95               |
| CRÉDIT LYONNAIS                  | 6,80 / 7,70 Taux unique : 5,35        |
| CRÉDIT MUTUEL                    | 6,70 / 7,20 5,70 / 7,00               |
| CRÉDIT DU NORD                   | 6,60 / 7,50 5,40 / 5,90               |
| SOCIÉTÉ GÉNÉRALE                 | 6,60 / 7,80 5,30 / 6,30               |
| LA POSTE                         | 6,00 / 7,75 6,25 / 7,75               |
| WOOLWICH                         | 6,10 / 6,95 5,30 / 6,05               |
| UCB                              | 6,85 / 8,75 4,50 / 6,70               |

(Taux mini / maxi pratiqués au 8 janvier 1998 hors assurances et hors frais pour des prêts immobiliers accordés aux particuliers).

répercuté cette diminution. La Société générale et la Caisse d'épargne Ile-de-France ont baissé, début janvier, de 0,20 point leurs prêts à taux fixes. La Caixa Bank s'apprête à baisser ses taux dans la même proportion, tout comme Abbey National. Mais les établissements, dont les taux fléchissent avec les 6 % ont peu de chance de profiter d'une baisse, si faible soit-elle. « Notre dernière grille date de fin novembre. Nous n'avons pas prévu de modification et nous attendons de voir si la baisse des taux longs est durable pour réviser nos taux », explique Frédéric Lefèvre, chef de projet prêts et crédits à la BRED.

Il est vrai que les banquiers ne changent pas leurs taux uniquement en fonction des marchés fi-

nançiers, notamment les banques de dépôts pour lesquelles une grosse partie du refinancement des prêts ne provient pas du marché obligataire, mais des fonds de leurs clients. Quant aux banques qui se refinancent sur le marché, elles décomptent leur financement sur plusieurs échéances, leur permettant ainsi de mixer des taux courts avec des durées moyennes ou longues.

« TENDANCE HAUSSIÈRE »

Du côté des prêts à taux variables, l'essentiel des baisses est déjà réalisé. Avec des offres qui débutent à 4,10 %, il sera difficile d'aller plus bas. Les indices des taux courts ont plutôt tendance à remonter légèrement. Il est donc « probable que la tendance haussière se confirme », note Henry Bu-

zy Cazzaux de la chambre syndicale du Crédit immobilier de France. Le taux interbancaire offert à Paris à trois mois, (TIOP trois mois) qui sert d'indice de référence pour les prêts à taux variables, est passé de 3,42 % en août à 3,69 % en décembre.

Les taux sont plus élevés sur les produits « capés » (« c'est-à-dire dont la hausse est limitée à un cap » par contrat) que sur les prêts « non capés », la différence s'expliquant par un risque moins élevé pour l'emprunteur sur les premières. Le coût de la prise en charge du risque de hausse des taux est plus fort pour l'établissement prêteur. Au Crédit immobilier de France, les prêts à taux variables capés s'échelonnent de 5,50 % à 6,20 %, contre 4,90 % à 5,35 % pour les prêts non capés. Autre exemple : chez Banque Woolwich, le prêt capé démarre à 5,40 % avec 40 % d'apport personnel et pour une durée n'excédant pas dix ans, alors que le révisable non capé est à 5,10 % dans les mêmes conditions d'apport personnel et de durée.

Pour les emprunteurs, les taux annoncés ne sont pas une finalité, il leur faut tenir compte des frais de dossier (gratuits à La Poste, par exemple, et que de nombreux établissements consentent à négocier) et des coûts d'assurances (chômage et invalidité décès). Ces frais peuvent augmenter de près de deux points le coût réel d'un crédit. Thierry Gillouin, responsable adjoint du marketing à la banque Woolwich, indique que, pour un prêt de 500 000 francs sur une durée de dix ans, passer d'un taux de 6,20 % à 6 % ne permet de gagner à chaque mensualité que 50,35 francs et sur la totalité du prêt 6 042 francs, alors que le gain sur les frais peut être beaucoup plus important.

Parmi les nouvelles tendances, on assiste à une offre de prêts immobiliers sur des durées plus courtes. Alors que traditionnelle-

ment les crédits immobiliers étaient proposés sur dix à quinze ans, on trouve, aujourd'hui, une gamme plus étendue. Certains établissements vont jusqu'à vingt-cinq ans (par exemple, au Crédit lyonnais). A l'opposé, d'autres n'hésitent plus à proposer des durées de huit ans, voire de cinq ans (par exemple, au Comptoir des entrepreneurs). Cette diminution s'explique, notamment, par la baisse des taux : les clients bénéficiant de taux plus faibles, donc de mensualités moins élevées, remboursent leurs prêts plus rapidement, dès lors que le montant de leur endettement mensuel n'augmente pas.

FACTEUR PSYCHOLOGIQUE

Outre cette solvabilisation des ménages, il existe également un facteur psychologique : les emprunteurs inquiets pour leur avenir à moyen ou long terme désirent se dégager au plus vite de leur charge de remboursements. Les banques remarquent aussi que les clients qui ont choisi des prêts à taux variables (permettant de faire varier la durée) ont tendance à augmenter leurs échéances afin de rembourser leurs crédits au plus vite. Pour sa part, la banque Woolwich a constaté un raccourcissement, à l'entrée, des durées moyennes de crédit, de l'ordre de quatre à cinq mois entre le début 1997 et la fin de l'année.

La durée du prêt est importante pour le banquier et l'emprunteur : plus elle est courte, plus le risque du banquier est réduit (sur les impayés, mais aussi en ce qui concerne le coût de son refinancement), plus l'emprunteur trouvera facilement un prêt à un taux plus faible. Avec le même apport, entre un prêt à dix ans et un prêt à huit ans, l'emprunteur gagnera environ 0,20 % dans le second cas. Preuve que le temps, c'est bien de l'argent.

Bernard Le Court

## Le rôle de l'amortissement Périissol

La création de l'amortissement fiscal Périissol explique en grande partie la reprise en France depuis un an de la vente de logements neufs. Les particuliers sous réserve de louer leur logement neuf pendant neuf années au minimum sont autorisés à déduire un amortissement égal à 10 % du prix d'achat au cours des quatre premières années et à 2 % au cours des vingt suivantes (au total 80 % de la valeur du bien).

Cet avantage important s'accompagne d'un relèvement de 70 000 francs à 100 000 francs de la limite annuelle d'imputation des déficits sur le revenu global aussi longtemps que la somme des loyers est inférieure à celle des intérêts d'emprunt. En revanche, l'amortissement faisant partie des charges couvertes par la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers, le taux de celle-ci revient de 14 % à 6 %. Le système existe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et prendra fin le 31 décembre 1998.

## CARNET

### DISPARITIONS

■ FLOYD CRAMER, pianiste américain, est mort, le 31 décembre 1997, des suites d'un cancer. Né le 27 octobre 1933 à Shreveport dans l'état de Louisiane, Floyd Cramer a appris le piano en autodidacte. Il fait ses débuts comme musicien pour l'orchestre du « Louisiana Hayride », un programme radiophonique de musique country. Il accompagne les vedettes du genre et rencontre le jeune Elvis Presley. En 1955, sur les conseils du guitariste Chet Atkins il s'installe à Nashville (Tennessee), en train de devenir la capitale mondiale de la musique country. Dans le même temps il participe à l'un des plus grands succès d'Elvis Presley, *Heartbreak Hotel*. Il développe, lors de nombreuses séances d'enregistrement et de concerts sur la scène du Grand Ole Opry de Nashville (festival annuel de la country), son style de piano, fondé sur une accoutumée répétitive dans les aigus du clavier avec un effet de glissement d'une touche à l'autre. Dans le même temps, Floyd Cramer s'impose comme compositeur et leader. Il connaît dans les années 60 plusieurs succès, comme *Last Date* ou *On the Rebound* et se spécialise dans des disques de reprises (*I Remember Hank Williams*, la série des *Class of...*). Dans les années 70, il fera même une incursion dans les claviers électroniques. La nouvelle génération des musiciens country aura régulièrement souligné son importance.

■ JACQUES TRUCHET, universitaire spécialiste du XVII<sup>e</sup> siècle, est mort vendredi 2 janvier à Nogent-le-Rotrou. Né le 31 janvier 1921 à Bourges, normand et agrégé de lettres, Jacques Truchet commence sa carrière à l'université de Nancy (1955-1965) et la termine à la Sorbonne (Paris-IV, 1973-1990). Spécialiste de Bossuet, sur lequel il a publié de nombreuses études – dont *La Prédication de Bossuet* (1960) – et éditions critiques, Jacques Truchet a présidé la société d'études du XVII<sup>e</sup> siècle. Il est également l'auteur des anthologies sur le théâtre des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dans « La Pléiade ».

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Naissances

Le pasteur et M<sup>re</sup> Roger PARMENTIER ont le bonheur d'annoncer que Laurence vient de donner le jour à deux fils de David.

Jules et Etienne PARMENTIER.  
Hosseana 1

#### Anniversaires de naissance

— A notre petite Eve, qui a déjà dix-huit ans et un avenir plein de promesses, un joyeux anniversaire.  
Tat parents, Jérémy, Judith.

#### Mariages

— Nancy, Bourgoin, Rueil, Lyon.  
Il y a eu Bourgoin et Sévres comme lieu de naissance. Puis Paris et Lyon acquiescent les connaissances, grâce à Stanislas au singulier elle se fit. Enfin dans l'hymen, aujourd'hui, se réjouit famille réunie pour annoncer dans la joie

Ringo et Nathalie, tous deux sous la houpe.

En millions, souhaits éternellement joie, bonheur, du succès et plus, aux « mariés ».

Fraternité poétique.  
Hugues et Nathalie Sebba.  
4, rue de la Salle.  
54000 Nancy.

#### Décès

— Strasbourg.  
Les élèves du professeur

Francis OBERLING, chef du service d'onco-hématologie des hôpitaux universitaires de Strasbourg.

ont la douleur de faire part de la disparition de leur maître, survenue le 2 janvier 1998.

Us garderont pour toujours le souvenir d'un patron exceptionnel.

### — Romain, Elodie, Clémentine et

Anaïs, ses enfants.  
Dominique, son épouse.  
Le docteur René Boutet de Monvel, sa mère, Louis, Claire et Laure, ses frères et sœurs.  
M. et M<sup>re</sup> Yves Gallais, ses beaux-parents.  
Ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur d'annoncer le décès de

Olivier BOUTET DE MONVEL, survenu le 8 janvier 1998, à l'âge de cinquante-trois ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses obsèques auront lieu en l'église Notre-Dame-des-Pauvres, 29, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), le lundi 12 janvier, à 10 h 45.  
25, rue Pierre-Brossolette, 92350 Le Plessis-Robinson.

— Montique Marchal, sa femme, René, son oncle.  
Et Christine Marchal, avec leurs enfants et petits-enfants, Michel Perrot, son compagnon, Marie Perrot, Christine Van Du Kiewer, Syre et Bruno Van Til, ses filles et petits-fils de Michel Perrot, ont la douleur de faire part du décès de

Michèle MARCHAL, Michèle est décédée accidentellement en montagne, le 5 janvier 1998.

Ses amis et collègues sont invités à se rassembler pour lui rendre hommage, lundi 12 janvier, de 18 heures à 19 heures, à l'hôpital Marie-Lannelongue, au Plessis-Robinson.

— Le président, Et les membres du conseil d'administration de l'Association Marie-Lannelongue, La direction, Les médecins, Et tout le personnel du centre chirurgical Marie-Lannelongue, ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur collègue et amie.

le docteur Michèle MARCHAL.

### — M<sup>re</sup> Anne Lombard-Jourdan,

sa mère, Claudine Salmon-Lombard, son épouse, Florence Lombard, sa sœur, Marie-Josée Salmon, sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Dany LOMBARD, directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, survenu le jeudi 8 janvier 1998, à Surcouf.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>re</sup> Claudine Salmon-Lombard, 154, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

— Le directeur des études de l'Ecole française d'Extrême-Orient, Le secrétaire général, Le conservateur, Le personnel administratif, Le personnel de la Maison de l'Asie, Les chercheurs à Paris et en Asie,

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Dany LOMBARD, directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, survenu le jeudi 8 janvier 1998, à Surcouf.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Ecole française d'Extrême-Orient, 22, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

— L'association Archipel, Et les collaborateurs de la revue Archipel

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Dany LOMBARD, survenu le jeudi 8 janvier 1998.

### — M<sup>re</sup> Jeanine Hafez,

son épouse, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Gérard Brontet, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Daniel Lhonnas, Sa famille, Ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mouhir HAFEZ, poète, écrivain, philosophe, officier d'académie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Montparnasse, le 7 janvier.

#### Anniversaires de décès

— Il y a dix ans, le 11 janvier 1988,

Michel DOUMERC nous quittait, à l'âge de trente-trois ans.

A son souvenir, nous associons la mémoire de son père.

Jean DOUMERC, qui le rejoignit le 19 mars 1995, après une longue lutte contre la maladie.

Qu'ils reposent en paix.

— Paris, Genève, Boston.

La vie a quitté

Jean-Loup VICHNIAC, le 9 janvier 1994.

Isabelle et Jacques Vichniac, ses parents, Ainsi que toute sa famille.

Et ses amis, demandent à tous ceux qui l'ont aimé de continuer à penser à lui.

Conférences

La photographie et ses théâtres Christine Boci-Giukmans. Le 14 janvier, à 18 h 30.

Centre national de la photographie, 11, rue Berryer, Paris-8<sup>e</sup>, Entrée Rue.

### Colloques

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé organise les Journées annuelles d'éthique 1998 à Paris, à la Maison de la chimie, 28 bis rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

● Le mardi 13 janvier, de 16 heures à 20 heures

Ouverture des Journées Jean-Pierre Changeux, président du comité Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé Présentation des travaux du comité en 1997

Couverture Barrière André Boni Exposé sur le clonage reproductif Jean-François Collange Nicole Le Douarin Jean-Michel

Le génome humain et la personne humaine Noëlle Lenoir, présidente du Comité international de bioéthique de l'Unesco

Discussion générale

● Le mercredi 14 janvier, de 9 h 30 à 12 h 30, et de 14 heures à 18 h 30

« Le racisme devant la science » Présidence : Nicole Baumgaus

Avec la participation de : Jean-Pierre Changeux Fred Constant Philippe Descola Pierre-Henri Gonyon Axel Kahn André Languey Denis Le Bihan Jean-Louis Mandel Jean-Claude Salomon Pierre-André Taguieff

Discussion générale et conclusions

Cliques par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie

### Communications diverses

CINQUANTIÈME LES RENCONTRES DU JUILLET DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Lundi 12 janvier, à 20 h 30, table ronde « Mutations du regard chrétien sur l'état juif », animée par Franklin Baugy, avec le Révérend Père Jean Du Jardin, le Rabbine Michel Lepay.

Au Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochecrouart, Paris-9<sup>e</sup>, métro Cader. PAR TEL : 01-49-95-95-92.



|                   |        |        |
|-------------------|--------|--------|
| Foncière (Cie)    | —      | —      |
| Foncière Euro     | 300,50 | +0,09  |
| Fonc. Lyonnaise * | 720    | +3     |
| Foncière *        | 515    | +0,98  |
| Imm.Plaine Monc.  | 173    | +7,72  |
| Im.Marseillaise   | —      | —      |
| Frankoperis *     | 69     | - 0,14 |
| Immob.Batibyl Nys | 235    | —      |
| Immob.Hotel, 9    | 25,60  | +27,68 |

dit lyonnais a littéralement chute de 18,35 %, à 258 francs. EIBF, qui est passé d'un *achat* à un *surpondérer* sur la Société générale, souligne que cette banque « est particulièrement exposée » en Asie du Sud-Est et en Corée, avec des engagements qui représentent 55 % de ses fonds propres, soit environ 36 milliards de francs, dont 14,16 milliards sur la seule Corée.

Selon Pascal Decque, analyste à CDC Bourse, cité par Reuters, « vu l'ampleur de la crise asiatique et l'importance des engagements des banques françaises, qu'on ne connaît d'ailleurs pas vraiment, les retombées seront plus douloureuses qu'on ne le croit. On ne le verra pas beaucoup en 1997, mais, pour les années suivantes, cela pourrait remettre en cause le rythme de croissance boursicière ».

Il faut noter la belle reprise de France Telecom, qui, en cinq séances, a gagné 10,07 %, à 240,40 francs. Les intervenants notent qu'actuellement les investisseurs s'intéressent aux valeurs qui ne sont pas exposées à la crise asiatique. D'autres facteurs ont été évoqués pour expliquer la hausse du titre, comme le franchissement d'un seuil technique (218 francs) qui aurait déclenché des achats-stops ou des moyennes selon lesquelles Deutsche Bank ou Morgan Stanley jouent.

|       |                    |     |       |
|-------|--------------------|-----|-------|
| +6,90 | Infogrames Entert. | 205 | +5,02 |
| 8,90  | NIRIX              | 897 | +7,08 |

|       |                    |      |        |
|-------|--------------------|------|--------|
| -3.54 | Anglo              | 1130 | -3.41  |
| -7.10 | Parthe             | 540  | +12.50 |
| -6.43 | Publics #          | 1170 | ---    |
| +0.62 | S.I.T.A            | 3263 | +0.96  |
| +5.06 | Sodeho Alliance    | 416  | +10.34 |
| -4.38 | Spr Commun. #      | 682  | -1.92  |
| -2.26 | Suez Lyon des Eaux | 805  | +4.72  |
| -3.33 | Technip            | 199  | +4.46  |
| -2.29 | C.T.I (Transport)  |      |        |

|       |                   |        |       |
|-------|-------------------|--------|-------|
| -6,19 | Louvre #          | 509,90 | +0,94 |
| -5,81 | Altran Techno. #  | 1950   | +4,27 |
| -1,23 | Assystem #        | 227,50 | +6,15 |
| -1,11 | Frankin 2#        | 395    | +3,13 |
| -4,16 | Groupe Parouche # | 355    | +0,28 |
| +2,24 | M6-Metropole TV   | 695    | +5,30 |
|       | Norbert Denness # | 736    | +6,82 |
|       | Societe (Fin)     | 390    | -1,24 |

|       | Diff. |
|-------|-------|
| 3     | -2,50 |
| 8     | -2,57 |
| 1     | -1,65 |
| 2     | -4,08 |
| 0     | -0,14 |
| 97,30 | -8,84 |

|       |       |                   |      |       |
|-------|-------|-------------------|------|-------|
| 59,70 | -8,22 | Immeubl.France    | 570  | +1,80 |
| 99    | -5,38 | Kiepierre         | 797  | +2,31 |
| 7,15  | +1,41 | Rue Imperiale(Ly) | 5160 | +2,11 |
| 90    | +4,51 | Sefimag CA        | 351  | +11,4 |
| 6,05  | +3,41 | Silic CA          | 809  | -0,4  |
| 52    | +1,57 | Sirco             | 435  | +4,3  |
| 28,90 | -3,29 | UIF               | 414  | -1,1  |
|       | -2,22 | Unibail           | 610  | +0,3  |

|           |                |
|-----------|----------------|
| 309232,24 | Sicav à revenu |
| 16707,53  | baissé         |
| 22523,26  |                |
| 12555,17  |                |
| 17        |                |

|       |          |
|-------|----------|
| 31,93 | 19282,57 |
| 34,52 | 21181,49 |
| 28,48 | 156,35   |
| 28,36 | 106,34   |
| 26,23 | 167,47   |
| 26,22 | 153,98   |
| 36,35 | 25767,07 |
| 36,84 | 13715,61 |

|       |          |   |
|-------|----------|---|
| 30,54 | 12248,19 | en 1997. Les sociétés de gestion de fonds d'investissement ont vu leur chiffre d'affaires passer de 1 224,8 millions de francs en 1996 à 12 248,19 millions en 1997. L'augmentation est supérieure à 4 % selon Fininvest. |
| 30,53 | 12100,20 | Contrairement à leurs confrères, les sicav obligataires de première catégorie ont vu leur capitalisation ou à revenu annuel passer de 12 100,20 millions de francs en 1996 à 12 058,01 millions en 1997.                  |
| 30,52 | 10558,01 |   |
| 28,29 | 27995,22 |   |
| 28,29 | 25226,01 |   |
| 28,29 | 1067,45  | les sicav à revenus qui versent des dividendes à leurs investisseurs.   |
| 29,01 | 13499    |   |

|       |          |                              |
|-------|----------|------------------------------|
| 28,99 | 11315,36 | néralement quatre coupons p  |
| 34,61 | 97599,51 | n'ont pas profité totalement |
| 29,03 | 45154,09 | baisse des taux intervenue   |
| 33,37 | 1681,01  | dernier.                     |
| 31,03 | 2245,72  | Ces Sclav se fixent, en prin |
|       | 1140,75  | pour contrainte de mainten   |
|       | 1043,69  |                              |

|       |            |
|-------|------------|
| total | 10433,13   |
| appel | 11884,85   |
| appel | 514,60     |
| appel | 1033466,70 |
| appel | 1056644,73 |
| appel | 10430,47   |

| ans : 40,44 % | 2031,67 |
|---------------|---------|
| 9 43,16       | 1106,55 |
| 1 51,56       | 114,96  |
| 5 44,98       | 1329,57 |
| 7 38,83       | 103,81  |
| 7 42,46       |         |

|    |       |         |                                |
|----|-------|---------|--------------------------------|
| 15 | 40,22 | 256,92  | une sciv du groupe des B       |
| 14 | 40,50 | 5192,58 | populaires. Résultat, les sica |
| 8  | 45,68 | 104,78  | gataires à coupons multip      |
| 19 | 38,59 | 1069,36 | cupant les premières plac      |
| 25 | 34,36 | 1005,46 | notre classement sont cel      |
| 4  | 47,59 | 170,65  | ont su diversifier leurs inv   |

|    |       |         |
|----|-------|---------|
| 12 | 42,14 | 1070,36 |
| 11 | 42,15 | 1269    |
| 26 | 83,70 | 2353,25 |
| 28 | 26,68 | 1062,09 |

|    |       |         |
|----|-------|---------|
| 1  | 93,12 | 926,84  |
| 3  | 60,59 | 2185,36 |
| 6  | 60,58 | 2291,91 |
| 17 | 53,80 | 233,92  |
| 18 | 53,65 | 2217,41 |
|    |       | 1145,61 |
|    |       | 1145,61 |

|    |       |         |
|----|-------|---------|
| 52 | 30.92 | 233.18  |
| 29 | 47.28 | 1096.14 |
|    |       | 1397.56 |
| 31 | 46.70 | 3935.89 |
| 10 | 56.68 | 2467.83 |
| 11 | 56.68 | 2611.76 |
| 30 | 52.86 | 172.47  |

|     |       |         |
|-----|-------|---------|
| 51  | 32,80 | 142,52  |
| 49  | 34,41 | 3540,71 |
| 32  | 45,78 | 1753,66 |
| 21  | 51,64 | 276,75  |
| ... | ...   | 122,60  |
| ... | ...   | 1375,64 |
| ... | ...   | 441,81  |

|    |       |          |
|----|-------|----------|
| 53 | 49,82 | 676,67   |
| —  | —     | 640,21   |
| 9  | 58,51 | 199,13   |
| 12 | 50,46 | 431,13   |
| —  | —     | 5871,36  |
| 47 | 34,54 | 13261,81 |

|    |       |            |
|----|-------|------------|
| 41 | 37,16 | 1761,68    |
| 45 | 34,72 | 10103,94   |
| —  | —     | 1402886,81 |
| 40 | 38,96 | 1049,18    |
| 44 | 35,28 | 16804,21   |
| 46 | 34,54 | 99181,79   |
| 43 | 29,26 | 133259,87  |

54 24,88 13605,46



# Le scénario de la déflation dope les marchés obligataires

Les taux d'intérêt à long terme sont tombés cette semaine à des plus bas niveaux historiques dans les pays occidentaux sous l'effet de l'aggravation de la crise asiatique. Le dollar, de son côté, a connu un parcours heurté

Les proportions vertigineuses prises par la tempête monétaire et boursière en Asie du Sud-Est, avec l'effondrement de la roupie indonésienne et la chute des marchés boursiers à Singapour et à Hongkong, brouillent les

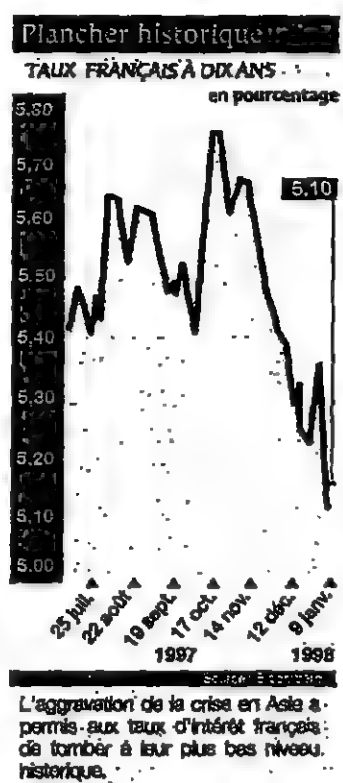
perspectives monétaires et économiques. Les rendements des emprunts d'Etat ont atteint, dans les grands pays industrialisés, des planchers historiques, les obligations profitant des retraits de capitaux des marchés d'Asie mais

aussi des craintes de déflation. Ces dernières ont été évoquées par le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. Ses propos ont surpris, compte tenu de l'apparente bonne santé de l'économie aux Etats-

Unis, où 370 000 emplois ont été créés au mois de décembre. Quant au dollar, s'il bénéficie de son statut de monnaie refuge, il souffre en revanche des rumeurs d'achat de devises asiatiques par les banques centrales du G7.

LA PREMIÈRE semaine de l'année n'a pas permis de ramener le calme sur les marchés internationaux de capitaux. Les investisseurs sont restés extrêmement nerveux sous l'effet de la nouvelle et brusque aggravation de la crise asiatique, notamment en Indonésie, où la roupie s'est effondrée en raison des craintes de faillite du pays. Plus inquiétant encore, les places de Singapour et de Hongkong, pourtant réputées solides, ont été gravement déstabilisées au point d'obliger, vendredi 9 janvier, les banques de l'ex-colonie britannique à relever leur taux de base de 0,75 %. Ce mouvement, entraînant la hausse des rendements de marché - jusqu'à 17 % pour les échéances à 3 mois -, résulte des attaques contre le dollar de Hongkong.

La principale crainte des investisseurs est aujourd'hui que la tempête monétaire et boursière touche la Chine. Les autorités du pays ne vont-elles pas être tentées, pour éviter que les entreprises chinoises perdent trop de compétitivité par rapport à leurs rivaux sud-coréens, thaïlandais ou encore malaisiens, de dévaluer leur monnaie ? Une telle décision accentuerait le désordre monétaire régional, mais aussi international. Elle risquerait de provoquer d'amples mouvements sur le dollar et sur les taux d'intérêt, dont les événements de cette semaine ont permis de donner un aperçu.



L'aggravation de la crise en Asie a permis aux taux d'intérêt français de tomber à leur plus bas niveau historique.

toriques : 5,72 % pour les obligations à 30 ans aux Etats-Unis, 5,09 % pour les titres à 10 ans en France. Ils se situaient, au début du mois d'octobre 1997, à, respectivement, 6,70 % et 5,80 %.

Le billet vert s'est, pour sa part, hissé jusqu'à 134,20 yens, son cours le plus haut depuis le mois de mai 1992 face à la devise nipponne, 1,8340 mark et 6,1350 francs, ses niveaux les plus élevés depuis quatre mois. Mais le billet vert s'est brutalement replié, en fin de semaine (1,81 mark et 6,06 francs vendredi), à la suite de rumeurs évoquant une action concertée des banques centrales du G7 pour vendre des dollars et acheter des devises asiatiques.

L'horizon monétaire apparaît aujourd'hui totalement brouillé. Nul ne peut deviner l'évolution prochaine des taux directs aux Etats-Unis et en Europe parce que nul ne parvient à mesurer l'impact de la crise asiatique sur l'économie mondiale. Nul ne peut anticiper la tendance au cours des prochains mois du billet vert parce que nul ne sait jusqu'à quel point le désordre monétaire en Asie du Sud-Est va modifier la donne du commerce international.

Les prix des produits fabriqués en Asie du Sud-Est vont fortement baisser, ce qui va inciter les consommateurs américains à en consommer davantage : le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis risque donc de rapidement se creu-

ser, ce qui exercera une forte pression à la baisse sur le billet vert. Si l'Fed décide à son tour de dévaluer sa monnaie, la situation deviendra intenable pour les Etats-Unis, qui enregistrent déjà avec la Chine un énorme déficit de leur balance commerciale (32 milliards de dollars au cours des dix premiers mois de 1997). L'attitude de la Maison blanche, qui, par la voix de son secrétaire d'Etat au Trésor, Robert Ru-

ssell, a créé un choc en affirmant qu'il ne fallait pas négliger les risques de déflation dans le monde et aux Etats-Unis. « L'inflation est devenue si basse que les banquiers centraux doivent maintenant se demander si la stabilité des prix n'a pas été atteinte », a déclaré M. Greenspan, ajoutant qu'il convenait de se demander « si la déflation n'est pas aujourd'hui une éventualité ». Lawrence Meyer, membre du

## Le Matif se prépare à la concurrence européenne

Le Matif (marché à terme international de France) a décidé de réduire les prix des transactions et d'introduire, dès le 3 avril 1998, la négociation électronique aux côtés du système de la crie, afin de faire face à la concurrence accrue qui résultera de l'introduction de l'euro. La « niche domestique » que constituait pour le Matif le marché obligataire français va disparaître avec la monnaie unique, a indiqué mercredi 7 janvier son président, Gérard Pfannwiel. La seule façon de soutenir la nouvelle concurrence « sera de baisser les prix pour augmenter les parts de marché », car « la liquidité du marché et les prix d'accès » détermineront le choix des investisseurs après l'euro, a ajouté M. Pfannwiel.

L'activité du Matif a stagné en 1997, avec soixante-neuf millions de contrats traités, tandis que le marché à terme allemand (DTB) enregistrait une progression de 40 % et le Liffe londonien une hausse de 25 %.

bin, a répété cette semaine qu'« un dollar fort est dans l'intérêt des Etats-Unis », pourrait alors changer du tout au tout.

La situation sur les taux d'intérêt est tout aussi complexe. Le président de la Réserve fédérale améri-

conseil de la Fed, a renchéri, jeudi, en affirmant que la banque centrale américaine pourrait baisser ses taux si la crise asiatique s'aggravait. La psychologie de la déflation a été alimentée, cette semaine, par le recul de l'indice des prix de gros aux Etats-Unis en décembre (-0,2 %), par la poursuite du repli des cours de l'or, du pétrole et de l'ensemble des matières premières.

Le mécanisme déflationniste serait le suivant : pour résister, par exemple, à la concurrence des voitures sud-coréennes très bon marché, les industriels américains et européens seraient contraints de réduire considérablement leurs marges. D'où un risque de baisse généralisée des prix, de diminution des profits des entreprises, de rigueur salariale extrême, de plans massifs de licenciements, de recul simultané de la consommation et de la production industrielle.

Si tel était le cas, les rendements des obligations poursuivraient leur dérive pour se retrouver dans des zones inconnues. Le courtier américain Prudential Securities prévoit ainsi que le rendement de l'obligation américaine à 30 ans descendra jusqu'à 5,5 % au cours du premier trimestre. Mais comment croire véritablement à un scénario déflationniste aux Etats-Unis, alors que, selon les chiffres publiés vendredi, 370 000 emplois - soit deux fois plus que prévu par les analystes - y ont été créés au mois de décembre ? Si l'on excepte l'évolution actuelle des marchés d'obligations et de matières premières, les preuves d'une déflation mondiale restent invisibles.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeau

Dominique Galliois

## Marché international des capitaux : l'offre dépasse la demande

L'OFFRE inhabituellement abondante a de loin dépassé la demande sur le marché international des capitaux ces derniers jours. Les émetteurs ont en masse cherché à profiter de la capacité des prises fermes dont disposent les intermédiaires financiers en début d'année. Mais les investisseurs ont, dans de nombreux cas, fait la fine bouche, préférant soulever aux obligations internationales celles que les Etats au-dessus de tout soupçon contractent sur leurs propres marchés.

Il y a pourtant eu de belles réussites dont celles remportées par des dépendances directes de ces mêmes Etats ou d'autres débiteurs de même nationalité dont les titres bénéficient de garanties exceptionnelles du point de vue de la protection de l'épargne. La crise financière asiatique, et d'une manière générale la défiance à l'égard de la dette des pays dont le crédit est discuté (les cours des divers emprunts russes ont particulièrement souffert), a poussé à rechercher la meilleure qualité possible. En même temps qu'elle a incité à préférer les obligations aux actions, poussant vers le bas les taux de rendement dans les principaux pays industrialisés.

Autre conséquence de la crise asiatique, on continue à vouloir établir une parfaite hiérarchie des valeurs. Il n'est plus question, comme c'était le cas jusqu'à la fin de l'été dernier, de mettre sur le même plan les excellents débiteurs et les très bons. On cherche à savoir précisément, au centième de point de pourcentage près, les suppléments de rendement dont les différents emprunteurs doivent s'ac-

quitter dans les grandes devises par rapport aux fonds d'Etat qui servent de références.

Revenons aux rares emprunteurs qui sont des dépendances directes des pays les plus sûrs sur le plan financier et qui jouissent du même crédit que les Etats eux-mêmes. En France, c'est le cas de la Caisse d'amortissement de la dette publique (Cades), en Allemagne de Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et, en Amérique, d'une agence désignée familièrement sous le nom de Fannie Mae. Cette dernière a clairement annoncé son intention d'offrir des titres qui feront concurrence à ceux du Trésor public pour un montant total de 40 milliards de dollars cette année, tout en s'adressant aux investisseurs internationaux. Une première opération de 4 milliards de dollars et d'une durée de cinq ans a vu le jour vendredi, dont les conditions seront arrêtées ce lundi et qui procurera un rendement supérieur aux bons du Trésor des Etats-Unis.

### INVESTISSEURS EUROPEENS

Une des raisons qui poussent Fannie Mae à agir ainsi est la perspective d'une diminution des emprunts du Trésor qui devrait résulter des efforts d'équilibrer le budget américain. Une politique comparable est envisagée par l'emprunteur allemand, qui vient de précéder de deux semaines la République fédérale dans son projet de lancer un emprunt de très longue durée. KfW vient d'émettre pour 750 millions de deutschemarks d'obligations qui viendront à échéance dans vingt ans et le

Trésor de Bonn veut contracter, à la fin du mois, un emprunt de trente ans.

En Europe, la perspective d'un équilibre budgétaire n'est, certes, pas tracée, mais les rigoureux critères du traité de Maastricht font déceler une évolution un peu comparable. L'Angleterre continuera pour un temps d'emprunter en livres et il est probable que de tous les pays participant à l'Union monétaire, l'attention se porte en premier lieu sur la France et l'Allemagne pour ce qui est des obligations gouvernementales émises en euros. Les autres pays sont soit trop petits (et donc émettront beaucoup moins), soit moins bien cotés. En outre, les déficits publics devraient être limités à 3 % du produit national. Cela fait que pour presque tout un continent, les emprunts euros de la plus grande qualité seront ceux de deux pays seulement. L'attrait des obligations d'un des meilleurs emprunteurs quasi-souverains pourrait augmenter en conséquence.

Quant à la Cades, on ignore pour l'heure son plan d'emprunt en francs français pour 1998. Sa prochaine opération pourrait être lancée sur le marché suisse qui est en train de se développer de façon spectaculaire. Il vient d'accueillir le plus grand emprunt de son histoire : 1,5 milliards de francs suisses d'obligations de huit ans de durée pour le compte de l'Autriche, le seul pays européen aussi bien coté que la France ou l'Allemagne à emprunter régulièrement en devises.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeau

Dominique Galliois

## L'Asie se rappelle au bon souvenir des places occidentales

IL Y A des lendemains de fête qui laissent la « gueule de bois ». C'est un peu ce qui s'est passé cette semaine sur les grandes places internationales. L'euphorie qu'ont connue les marchés mondiaux à la fin de l'année 1997 semble s'être singulièrement évanouie dès le lendemain de la Saint-Sylvestre avec le retour des incertitudes sur la crise asiatique.

A l'exception des Bourses de Milan et de Madrid, toutes les places terminent la semaine dans le rouge. Ainsi, la Bourse de Singapour affiche-t-elle un recul record de 22,52 %, celle de Jakarta a perdu 16,35 %. La Bourse de Hongkong termine la semaine sur un recul de 16,72 %, tandis que Shanghai a perdu 18,54 % en cinq séances. La Bourse de Tokyo affichait, vendredi, un recul hebdomadaire de 1,73 %. Aux Etats-Unis, Wall Street a également mal commencé l'année en perdant 4,83 %. En Europe, la Bourse de

Paris s'est distinguée en prenant la tête des places qui ont le plus baissé (-3,96 %) devant celle de Francfort (-2,90 %) et de Londres (-1,06 %).

La crise asiatique inquiète et les investisseurs redoutent aujourd'hui de voir des pays comme l'Indonésie et la Thaïlande sombrer dans la faillite. Wall Street est la place occidentale qui a payé le plus lourd tribut à la baisse, les investisseurs continuant à liquider leurs avoirs boursiers dans la crainte d'une réduction des bénéfices des entreprises américaines. En cinq séances, l'indice Dow Jones a perdu 384,62 points (4,83 %), à 7 580,42 points.

« Les perspectives pour les résultats trimestriels se détériorent rapidement en raison de ces préoccupations (sur la situation) asiatique », a déclaré Michael Metz, stratège d'Oppenheimer. « Les investisseurs sont très nerveux et vont le rester », a ajouté cet expert qui estime que la

période faste de Wall Street a pris fin. Mais la période de publication des résultats de sociétés, qui débiteront sur le marché à partir de la mi-janvier, pourrait être favorable à Wall Street. En effet, certaines entreprises pourraient avoir exagéré le ralentissement de leur activité dans leurs avertissements, et la moindre surprise favorable au niveau des résultats devrait être récompensée par le marché, soulignent les experts.

### OPTIMISME POUR FRANCFORT

En Europe, la Bourse de Paris est repassée sous le seuil des 3 000 points alors qu'une semaine plus tôt, elle était encore à deux doigts de son record historique du 3 octobre (3 094 points). Pour Gary Dugan, stratège en actions européennes chez JP Morgan, « la nervosité s'accroît chaque jour en l'absence de signes de résolution de la crise asiatique (...). On a commencé l'année un peu trop agressivement

mais depuis, les gens se sont souvenus de la crise en Asie et préfèrent rester à l'écart ».

Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a perdu 2,90 % (selon l'indice DAX électronique) cette semaine, la tendance haussière du dollar n'ayant pas suffi à entièrement compenser les inquiétudes nées de la crise asiatique et d'une possible déflation aux Etats-Unis. Pourtant, « les conditions restent malgré tout favorables pour les actions allemandes », estime la Commerzbank dans son rapport boursier hebdomadaire. Elle fonde son optimisme sur « les nombreuses liquidités » qui vont continuer à affluer sur le marché des actions, étant donné le niveau historiquement faible des taux sur le marché des capitaux. Les fondamentaux sont, eux aussi, bien orientés, selon la banque, qui continue à tabler sur une hausse des bénéfices des entreprises allemandes cette année et en 1999, grâce à l'appréciation du dol-

lar par rapport au deutschemark. « Les conditions sont donc réunies pour que le DAX atteigne de nouveaux sommets cette année », conclut la Commerzbank.

La Bourse de Londres a mieux résisté. La plus grande partie de la perte accusée par l'indice Footsie (1,06 %) est intervenue vendredi, dans le sillage des marchés asiatiques et de la grande nervosité à Wall Street. Le maintien à 7,25 % du taux de prise en pension de la Banque d'Angleterre, jeudi à l'issue de la réunion du Comité de politique monétaire de la banque centrale, n'a pas surpris les marchés, car il était très attendu.

Il apparaît clairement que la Banque d'Angleterre est proche du sommet de son cycle de hausse des taux d'intérêt. Mais certains analystes estiment possible un dernier relèvement d'un quart de point, avant que ne s'amorce une dérive du loyer de l'argent. La semaine qui vient sera riche en statistiques

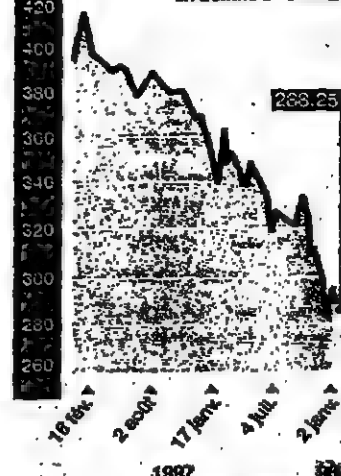
et devrait permettre aux marchés de se faire une idée plus précise de la situation sur le front de l'inflation. L'Office des statistiques nationales (ONS) publiera en début de semaine les indices des prix à la production, des prix à la consommation, ainsi que les chiffres de production industrielle et du chômage.

Toujours pas d'amélioration en vue au Japon : la Bourse devrait encore connaître des séances mouvementées. « L'incertitude persiste sur l'économie japonaise, notamment le secteur financier, va continuer à déprimer le marché de Tokyo cette année », a estimé Yasuo Ueki, analyste chez Nikko Securities. « Pratiquement tous les facteurs négatifs auxquels le Japon a dû faire face l'année passée vont persister. Rien n'a changé », a renchéri un opérateur. En cinq séances, la Bourse de Tokyo a perdu 1,73 %.

F. Bn

## MATIÈRES PREMIÈRES

Accélération de la baisse  
COURS DE L'ONCE D'OR en dollars à Londres



LA CHUTE sur deux ans est magistrale et avoisine les 33 %. Vendredi 9 janvier, l'once d'or (31,103 grammes) culminait à 415,5 dollars à Londres. Un an plus tard, en janvier 1997, le métal jaune se négociait à 370 dollars. En ces premiers jours de janvier 1998, il est tombé sous les 280 dollars, son plus bas niveau depuis dix-huit ans et demi. L'once d'or se négociait le 9 janvier à 278,70 dollars. Cette accélération du recul depuis quelques semaines est liée en grande partie aux inquiétudes suscitées par la crise asiatique.

« Même si il y a une bonne demande sur le marché physique, les devises du Sud-Est asiatique se dépréciant de plus en plus, et les investisseurs de la région vendent une grande partie de leur or pour compenser leurs pertes », indiquait à l'AFP Ted Arnold, spécialiste du marché des métaux précieux pour la maison de courtage Merrill Lynch. La publication, jeudi 8 janvier, d'un rapport du bureau d'études Gold Fields Mineral Services (GFMS) a ajouté à la déprime. Selon ce cabinet londonien, les ventes du secteur officiel, c'est-à-dire des banques centrales, ont augmenté de 64 % en 1997, atteignant 993 tonnes. Le prix moyen de l'once s'est établi à 331,29 dollars, un plus bas niveau en douze ans, et la production minière a progressé de 2,3 % par rapport à 1996.

Pour le GFMS, si la crise asiatique risque encore de peser sur le marché cette année, la perspective de la création de l'euro sera déterminante pour l'évolution des prix de l'or. Tout dépendra alors de l'attitude des différentes banques centrales européennes vis-à-vis de leurs réserves d'or.

Déjà, l'an dernier, les cours ont été affectés principalement par d'importantes ventes de stocks des banques centrales comme celles d'Australie et d'Argentine, sans parler des craintes de cession des réserves d'or de la Banque nationale suisse (Le Monde du 13 décembre). Cet expert estime que des ventes « coordonnées » au niveau des banques centrales « pourraient paradoxalement profiter à l'or » en rassurant le marché après « le flot incontrôlé et chaotique de métal précieux en 1997 ».

La Chine veut et



## Oligataires

Les pays occidentaux  
d'urgence

Les pays occidentaux d'urgence... (Text continues with details about the situation in the West, mentioning the impact of the crisis on various countries and the need for immediate action.)

## MATIÈRES PREMIÈRES

Accroissement de la production



## Concurrence européenne

La concurrence européenne... (Text discusses the competitive landscape within Europe, highlighting the challenges and opportunities for various industries and countries.)

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JANVIER 1998

**SPORTS** La nageuse chinoise Yuan Yuan et son entraîneur, Zhou Zhewen, ont été « privés de leurs droits à participer aux championnats du monde de natation » à

Perth (Australie) a annoncé, vendredi 9 janvier, Shi Tianshu, chef de mission de la délégation chinoise. ● INTERCEPTÉS par la douane australienne en possession de fioles

d'hormones de croissance, mercredi 7 janvier, ils sont tenus comme seuls responsables de ce trafic par les autorités chinoises. ● CETTE NOUVELLE AFFAIRE n'est pas sans ravi-

ver le souvenir des nageuses est-allemandes et des athlètes dopés en masse par les autorités de la RDA dans les années 70 et 80. ● LES NAGEURS FRANÇAIS restent en de-

hors de l'affaire. « Nous allons peut-être battre des nageurs dopés et ce sera très bien », déclare Claude Fauquet, directeur des équipes de France.

## La Chine veut étouffer les rumeurs sur le dopage massif de ses athlètes

La nageuse Yuan Yuan et son entraîneur, Zhou Zhewen, qui ont été surpris en possession d'hormones de croissance à Perth (Australie), à l'occasion des championnats du monde, sont désignés comme seuls coupables par les autorités chinoises

CE N'ÉTAIT donc pas seulement de la soupe au sang de tortue à carapace molle ou des plantes médicinales vitaminées. Il y avait un ingrédient plus sévère. Les treize fioles d'hormones de croissance trouvées, mercredi 7 janvier, par les douaniers de l'aéroport de Sydney (Australie) dans la valise de Yuan Yuan, vice-championne du monde du 200 m brasse, ne pouvaient pas établir, à elles seules, la pertinence des rumeurs de dopage qui courent autour des performances des sportifs chinois, mais elles apportent une preuve inébranlable que le pays ne nourrit pas seulement ses athlètes de haut niveau avec des produits de la nature.

La saga des fioles a connu deux épisodes. Une fouille en règle à Sydney à l'arrivée de l'avion en provenance de Pékin de Yuan Yuan et de son entraîneur Zhou Zhewen. La découverte dans des thermos de vingt-six fioles contenant ce qui ressemblait à une solution saline et l'arrestation immédiate de la nageuse et de son entraîneur. La moitié des fioles contenait des hormones de croissance. La mission chinoise a vite réagi et annoncé l'expulsion immédiate de Yuan Yuan et de Zhou Zhewen des Mondiaux.

Shi Tianshu, le chef de la mission, a expliqué qu'il s'agissait d'une « faute individuelle » de

deux personnes à qui « quelqu'un a demandé, avant de quitter la Chine, de remettre ce produit à une personne en Australie. Ils ont découvert, à leur arrivée, que l'importation de cette substance n'était pas autorisée en Australie... ». Il s'agit d'une violation de la discipline de notre délégation. Des sanctions seront prises en Chine. » Shi Tianshu a poursuivi en expliquant que « la Chine luit sincèrement contre le dopage et entend continuer à le faire sous la conduite de la Fédération internationale de natation. Mais la Chine n'est pas le seul pays touché par le dopage ».

### DANS LE COLLIMATEUR

En tout cas, elle est depuis longtemps suspectée par les instances internationales. Ses athlètes et ses nageurs sont dans le collimateur. Les doutes sont nés en 1992, entre les Jeux d'hiver d'Albertville ou ceux d'été à Barcelone. Le malaise avait éclaté, un an plus tard, aux championnats du monde d'athlétisme de Stuttgart, où les athlètes issus de l'école de Ma Junren avaient radé les médailles sur

1 500 m, 3 000 m et 10 000 m avant de pulvériser les records du monde des 1 500 m, 3 000 m, 5 000 m et 10 000 m aux championnats nationaux, à Pékin, en septembre.

En 1994, aux championnats du monde de natation, à Rome, les nageuses chinoises étaient arrivées avec d'incroyables chronomètres. Devant des adversaires ébahis, reléguées à plusieurs dixièmes voire à quelques secondes, ces filles venues de nulle part avaient collectionné les médailles. Elles avaient gagné douze des seize courses. Elles ne faisaient que leur boulot. Mais, surtout, ces demoiselles développaient une pitié trop visible, des voix trop graves. Bizarre.

En août 1994, la Fédération chinoise de natation agit, question de crédibilité, et condamne une nageuse à deux ans de suspension pour usage de testostérone. En octobre, les soupçons de dopage à grande échelle se confirment. Onze athlètes - dont sept nageurs - sont contrôlés positifs lors des Jeux asiatiques, à Hiroshima. Un

taux anormalement élevé d'une substance appartenant à la testostérone, un produit anabolisant, a été détecté dans leurs urines et confirmé par les contre-expertes. En août 1995, afin de prouver sa bonne foi, la Chine adopte une loi pour lutter contre les délits financiers et le dopage dans le sport. En novembre, 320 contrôles, dont 46 inopinés, sont effectués aux Jeux interville chinois de Nankin. Le laboratoire de Pékin - seul institut du pays accrédité par le Comité international olympique - ne décelez aucun cas positif. Mais, à mesure que les contrôles se multiplient, les sportifs chinois disparaissent de la circulation. Aux Jeux olympiques d'Atlanta, les Chinoises subissent une déroute qu'elle attribuent aux conditions de vie locale, prétendant qu'il n'y a pas de nourriture chinoise au village, mais seulement de la cuisine japonaise ou sud-coréenne.

Depuis Atlanta, les Chinois ont « sorti » de nouveaux athlètes, vierges de tout soupçon. Les apparences sont restées les mêmes, et les sentiments aussi : « Nous sa-

vois depuis des mois que les Chinois sont passés des stéroïdes aux hormones de croissance, qui sont beaucoup plus difficilement détectables », a expliqué, vendredi, John Leonard, directeur de l'Association mondiale des entraîneurs de natation. L'histoire, elle, retiendra qu'une athlète chinoise et son entraîneur ont été surpris avec des fioles d'hormones de croissance, en Australie, où les nageurs ont longtemps été suspects de dopage. Un pays qui a adopté une politique extrêmement stricte envers ce fléau à moins de trois ans des Jeux olympiques de l'an 2000. Des Jeux que Sydney avait obtenus, en 1993, au détriment de Pékin.

B. M.

■ Le joueur de football de l'AJ Auxerre Antoine Sibierski a annoncé, vendredi 9 janvier, qu'il ne fera pas appel de la décision, prise jeudi 8 janvier, par la Fédération française de football (FFF) de le suspendre six mois pour dopage aux anabolisants (nandrolone).

B. M.

## Les petites pilules bleues de la République démocratique allemande

TROUBLE des fonctions du foie, insuffisance cardiaque : Petra Schneider est malade. La nageuse est-allemande, championne olympique du 400 m quatre nages (1980), qui fêtera ses trente-cinq ans, dimanche 11 janvier, paie ses années de dopage. « A l'époque, nous ne savions absolument pas ce qu'on nous donnait, a indiqué Petra Schneider. J'ai commencé à en prendre alors que je venais d'avoir quatorze ans. » Ce qu'elle devait prendre, à raison de vingt grammes par jour en quatre prises et sous forme de pilules bleues, était un stéroïde anabolisant. La couleur avait été choisie pour son ton chaleureux, doux inoffensif.

L'annonce de la maladie de Petra Schneider ne fait que confirmer la tricherie à grande échelle orchestrée pendant des années dans la République démocratique allemande, dont les nageuses aux épaules de démenageur et à la jolie voix de basse ne pouvaient cacher les méfaits. Depuis la réunification des deux Allemagnes, en 1990, la rumeur a été confirmée par les faits. Témoignages douloureux, rap-

ports effrayants. Le 26 août 1993, des documents révélèrent que le dopage était directement contrôlé par la police secrète (Stasi), qui entendait utiliser les performances comme arme de lutte idéologique (*Le Monde* du 28 août 1993).

### UN AN AVANT MUNICH

Le projet était né en 1971, un an avant les Jeux olympiques de Munich, dans l'autre Allemagne. La Stasi fut chargée d'intensifier la distribution des *Unterstützende Mittel*. Ces « produits de soutien » furent mis au point et distribués par l'institut de recherches sur la culture physique et le sport de Leipzig (FKS). Ils étaient fabriqués par le combinat pharmaceutique Jenapharm. Parmi eux, les stéroïdes anabolisants des fameuses petites pilules bleues.

Afin d'éviter les confessions intempestives ou les contrôles positifs, les déplacements des athlètes étaient soumis à une loi draconienne. Nettoyage des organismes avant les grandes

épreuves internationales, pas de contacts, surveillance permanente par des agents de la Stasi, recrutés chez les athlètes, les entraîneurs et les médecins. Au fil des révélations et des contrôles - de plus en plus sévères -, les monuments Allemands de l'Est ont perdu du muscle et leurs performances s'en sont ressenties.

Et puis, avec la réunification, est venue l'heure des sanctions. Winfried Leopold, entraîneur de l'équipe nationale allemande de natation, a été rattrapé par son passé. Il a été exclu des championnats du monde de Perth (Australie), mardi 6 janvier, pour avoir reconnu qu'il avait participé au programme de dopage des nageurs est-allemands. Il pourra néanmoins assister aux compétitions. La cour suprême de la province de Perth l'a ordonné en appel. Cet aveu lui avait déjà valu une information judiciaire ouverte par le parquet de Berlin.

B. M.

## La grève des arbitres de football en Dordogne

UN MATCH à Bergerac, à la fin de 1997, un des milliers qui se jouent chaque fin de semaine en France. Un joueur commet un tacle dangereux sur un adversaire. L'arbitre l'expulse. Le fauteur d'incident passe la décision et donne un coup de pied à celui qui l'a sanctionné. Conformément au règlement, le directeur du jeu arrête donc définitivement la partie. A sa sortie, le même joueur lui assène un violent coup de tête.

L'affaire n'est pas isolée. Entre le 15 novembre et le 7 décembre, la commission de discipline du district de Dordogne a reçu douze dossiers en instruction : cinq pour coups et sept pour crachats. La corporation a exprimé son exaspération et décidé une grève, samedi 10 et dimanche 11 janvier. Sur les quelque 500 matchs qui devaient avoir lieu en ce week-end de reprise des championnats, seuls une trentaine devaient être dirigés par une personne formée. Les grévistes devaient cependant être là pour expliquer les raisons de leur mouvement.

« Notre vie est de plus en plus difficile, explique Patrick Mattenet, responsable des arbitres du département. Depuis le début de la saison, nous constatons une montée rapide de la violence. L'homme à cinquante ans, officie depuis trente-deux ans mais ne cache pas son « appréhension » quand il rentre certaines fois sur la pelouse. « Beaucoup de joueurs ont la conduite mais ne connaissent pas le code », résume-t-il.

Au niveau national, sont répertoriées chaque saison une centaine d'agressions sur les directeurs du jeu entraînant un arrêt de travail

d'au moins huit jours. Les statistiques sont stables depuis cinq ans, mais le nombre d'agressions « mineures » (voiture abîmée, coups de poing, crachats) a été multiplié par dix en 1997, selon l'Union nationale des arbitres de football, qui regroupe 18 000 des 27 000 diplômés. « Le plus inquiétant est que le phénomène se développe chez les jeunes, déplore Michel Dailly, son président. Nous constatons une recrudescence dans les catégories des moins de dix-sept ans et des moins de quinze ans. »

### « RAS LE SIFFLET »

« Quand je reçois les procès-verbaux de certains incidents, je suis effaré », admet Michel Vautrot, président de la commission centrale d'arbitrage de la Fédération française de football (FFF). « L'autre jour, je supervisais un jeune de dix-huit ans qui dirigeait un match de jeunes, raconte Daniel Lambert, président de la commission régionale d'arbitrage de la ligue de Lorraine. Des parents lui ont craché dessus à la mi-temps. Il s'est mis à pleurer dans le vestiaire. J'étais là pour le soutenir, mais combien de fois le gars se retrouve seul à affronter l'hostilité ? »

Dans la région, plus de 400 volontaires jettent l'éponge à la fin de chaque saison. Autant de nouveaux arrivent au début de la suivante, le règlement imposant aux clubs de fournir un quota d'arbitres pour être inscrit en championnat. Alors, le roulement s'accélère, et de plus en plus rares sont ceux qui enchaînent les années de service. Il faudrait pourtant doubler les effectifs pour assurer les besoins.

Il faut grimper haut dans la hié-

rarchie des championnats pour trouver des rencontres dirigées par un homme de champ et deux juges de touche. A un niveau plus modeste, l'arbitre se retrouve seul et préfère refuser la convocation sur le terrain des clubs sensibles. La prime de risque est mince même si elle peut, au départ, attirer des jeunes en mal d'argent de poche. En Dordogne, le responsable perçoit 120 francs par mois et le remboursement de ses frais de transport.

Le patron comprend le « ras-le-sifflet » de ses troupes. En 1997, les arbitres du Var avaient déjà lancé un préavis de grève : le district avait répondu par un lock-out, annulant purement et simplement la journée de championnat choisie pour cette action. Mais le corps arbitral reproche un manque de solidarité aux responsables fédéraux : les sanctions sont souvent jugées trop clémentes. Il souhaiterait également que le haut niveau donne, par son comportement, un meilleur exemple. Il aimerait encore que les éducateurs jouent un peu plus leur rôle.

« Quand le banc de touche est calme, dans 90 % des cas, cela se passe bien sur le terrain », estime Michel Dailly. Mais ce dernier, également président de l'Association française du corps arbitral multisport, assure que le basket, le rugby ou le handball n'échappent pas au malaise. Daniel Lambert le constate : « La montée de la violence se voit dans les bus, les écoles, à la télévision. Il n'y a malheureusement pas de raison qu'elle épargne le sport. »

Benoît Hopquin

## Anatoli Karpov est toujours « champion du monde » d'échecs

ANATOLI KARPOV résiste bien au temps. En battant, vendredi 9 janvier à Lausanne, l'Indien Viswanathan Anand - son cadet de dix-huit ans - en finale du championnat du monde organisé par la Fédération internationale des échecs (FIDE), le Russe a conservé un titre qui ne vaut certes pas grand-chose sur le plan sportif, mais qui lui rapporte 10,2 millions de francs. Anand, quant à lui, se consola avec la bourse de 4,7 millions de francs attribuée au vaincu.

A quarante-six ans, Karpov est donc toujours « champion du monde ». Mais de quel monde ? A la compétition qui vient de s'achever manquaient le véritable numéro deux, le Russe Garry Kasparov, en guerre avec la FIDE, et le numéro deux, son compatriote Vladimir Kramnik, qui a refusé de participer au tournoi en raison de la faveur faite à Karpov de ne pas disputer les éliminatoires. Ceux-ci ont duré quatre semaines, pendant lesquelles une centaine de joueurs ont bataillé ferme dans un tournoi à élimination directe qui n'autorisait pas la moindre faute de parures.

Anand, numéro trois mondial, s'est « logiquement » imposé, même s'il a eu beaucoup de chances. Pendant que tous ces joueurs s'entre-dévoreraient sur l'échiquier, Karpov, lui, attendait son challenger et se préparait au calme. Le « Tigre de Madras » sortit étreint de son marathon sorkhanoviste et se fit écorcher vif par le Russe, même s'il vendit chèrement sa peau au cours de la série de six parties longues qu'il joua contre lui. Au bout de quatre ren-

contres, il comptait un point de retard. Garry Kasparov, qui, de Moscou, suivait le cours du jeu, en était désolé pour l'Indien, comme il l'a confié à son agent en France, Dan-Antoine Blanc-Shapira : « Normalement, Anand est beaucoup plus fort que Karpov. Mais là, il est épuisé. Personne ne peut lui faire de reproches. »

### UNE LOTERIE INJUSTE

Dans un dernier sursaut d'énergie, Anand parvint, jeudi 8 janvier, à refaire son retard au cours de la sixième et dernière rencontre. Une série de parties rapides de départage attendait donc les deux adversaires dès le lendemain, une première dans un championnat du monde d'échecs. Selon les commentateurs présents à Lausanne, l'espoir pouvait alors changer de camp, le « Lucky Luke » indien étant, le temps normal, bien plus à l'aise dans cet exercice de vélocité que le Russe « vieillissant ».

Mais c'était sans compter sur l'état de fatigue du grand maître indien, qui gaffa au cours de la première rencontre et, obligé de jouer le tout pour le tout dans la seconde, s'écrasa contre le mur de béton *made in Karpov*.

La compétition inventée par le président de la FIDE (aussi président de la République russe de Kalmoukie), Kirsan Iliumjinov, a, dès sa première édition, montré ses avantages et ses limites. Spectaculaire, annuelle, richement dotée, cette formule donne sa chance à beaucoup de joueurs. Mais elle s'apparente à une loterie injuste en raison du statut privilégié dont a bénéficié Karpov, attendant, tel Horace, que le dernier des

Curiaces, à bout de forces, se présente devant lui.

Un autre problème se pose au sujet de la provenance de l'argent mis en jeu. Multimillionnaire dans un pays pauvre, M. Iliumjinov met la main à la poche, mais personne ne peut affirmer qu'il tient sa fortune. Le grand maître britannique Nigel Short a, avec une franchise inhabituelle dans ce milieu plutôt propice aux manœuvres de coulisses, récemment expliqué dans *Libération* pourquoi personne ne se demandait d'où venait l'argent et pourquoi personne n'avait protesté devant le traitement de faveur fait à Karpov : « Les joueurs baignent dans l'individualisme et l'égoïsme. Ils ne se soucient que de leur propre intérêt. (...) Pourquoi tous les joueurs classés dans le top 30 n'ont-ils pas réagi ? Parce que ce ne sont que des putes. Des putes, oui ! comment qualifieriez-vous un type qui se fait payer pour prendre l'argent et le fermer ? »

Cela dit, même dévalué et bancal, le championnat du monde de la FIDE a le mérite d'exister. En face, Garry Kasparov, tenant du titre PCA et incontesté numéro un mondial depuis 1985, se drape dans sa légitimité mais n'a pas remis sa couronne en jeu depuis 1995, ce qui, selon les spécialistes des échecs, commence à faire long. Certes, il entretient sa forme et sa réputation en remportant quasiment tous les tournois auxquels il participe, mais l'« Aigle de Bakou » a devoir remettre les pendules à l'heure avec la FIDE s'il ne veut pas rester seul dans sa tour d'ivoire.

Pierre Barthélémy



## La nouvelle Coccinelle s'offre à l'Amérique

Le Salon de Detroit est marqué par la nostalgie qui saisit les constructeurs automobiles

**DETROIT**  
de notre envoyé spécial  
Une bouffée de nostalgie, une envie irrésistible de revenir aux racines, aux choses vraies, s'est emparée du Salon de Detroit, qui ouvre ses portes au public du 10 au 19 janvier. L'automobile américaine n'en finit plus de se ressourcer (*Le Monde* du 8 janvier). La technologie - moteurs efficaces mais plus propres, confort accru et équipements à profusion - est bien présente, mais elle se cache sous de rassurantes enveloppes qui évoquent l'époque bénie où les voitures étaient encore un symbole du progrès au-dessus de tout soupçon. L'Amérique feuillette, attendrie, son album de famille et redécouvre avec délices les grandes figures de l'histoire automobile. Grosses calandres béantes et pick-up avec cabine surélevée et plateau arrière reviennent à l'honneur.

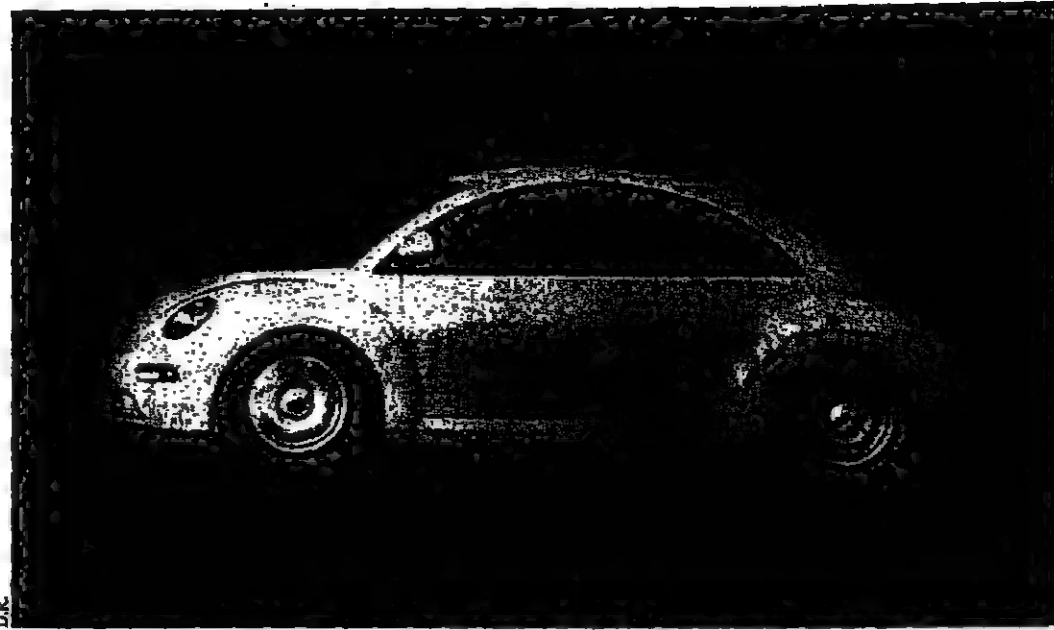


Avec son tableau de bord façon Fisher Price, l'aménagement de la nouvelle Cox multiplie les clin d'œil.

paraître. Il s'agit d'une deux-portes compacte que l'on ne peut pas ignorer : sa silhouette typique en demi-lune attire forcément le regard, tout comme ses ailes proéminentes, sa large surface vitrée et la découpe du capot avant, d'où émergent deux gros yeux ovales. L'allure générale est rétro à souhait et non conventionnelle, mais ces arrous ne choquent pas. Ils s'intègrent fort bien dans la mouvance bio qui influence le design automobile depuis quelques années.

**92 000 F ENVIRON**  
Heureusement, la New Beetle n'est pas un simple remake. Son moteur, désormais refroidi par eau, est placé à l'avant et non à l'arrière, ce qui lui confère une bien meilleure tenue de route (mais ne dégage qu'un médiocre volume de rangement dans le coffre), et son freinage, assuré par quatre freins à disque, devrait être parfaitement efficace.

Dès la commercialisation, prévue en Europe dans la deuxième moitié de l'année, deux motorisations seront proposées : un deux-litres essence de 115 chevaux ou un turbodiesel à injection directe de 1,9 litre et 90 chevaux. L'habitacle multiplie aussi les clin d'œil : tableau de bord tendance Fisher Price, volant large et fin et poignées de maintien typiques de l'ancien modèle. Confortable pour les passagers des places avant, la réincarnation de la Coccinelle n'offre à l'arrière que deux places et un



La New Beetle de Volkswagen, allure rétro et bio design.

espace fortement réduit par la lunette plongeante.

La New Beetle, disponible dans les prochains jours aux Etats-Unis pour 15 200 dollars (environ 92 000 F) et avec des teintes très « flashy », n'est pas du genre à cacher son jeu. Sorte de boutade automobile, elle s'adresse aux baby boomers. « Si vous avez vendu votre âme dans les années 80, la Beetle vous offre un moyen de la racheter », proclame la campagne publicitaire qui doit bientôt être lancée outre-Atlantique.

Cette voiture décalée, qui inspire spontanément la sympathie, ne sera peut-être pas qu'un simple phénomène de mode passager. Pourtant, on ne peut s'empêcher d'éprouver une sorte de gêne devant cet exercice de style qui regarde avec un peu trop de complaisance dans le rétroviseur de l'histoire automobile.

**LUXUEUX 4 x 4**  
Chez les constructeurs américains, la nostalgie n'a pas besoin de plonger ses racines bien loin. Expression d'une tradition qui n'a jamais vraiment disparu, le regain d'intérêt pour les gros pick-up ne se dément pas. General Motors, Ford et Chrysler présentent, avec une fierté non dissimulée, des engins qui fleurissent bon la musique country et les valeurs de l'Amérique éternelle.

Tous chromes dehors, GM Serra, Chevrolet Silverado, Ford série F ou Dodge Dakota, mais aussi les énormes 4x4 luxueux que sont les Dodge Durango, Lincoln Navigator ou GM Suburban sont plébiscités par les consommateurs. Parce qu'ils correspondent à un mode de vie très axé sur les loisirs et évoquent quelque chose qui est cher au cœur des Américains, mais aussi parce qu'ils procurent de vraies sensations de conduite. Moins typées, mais plus sophistiquées, la concurrence japonaise et alle-

### Michelin, seul français

Organisé chaque année dans le berceau de General Motors, de Ford et de Chrysler, le Salon de Detroit (Michigan) est celui de l'industrie automobile la plus puissante du monde. Beaucoup moins vaste que les Salons de Paris ou de Francfort, il n'accueille guère qu'une quarantaine de stands. Seul représentant de l'automobile française au Salon, Michelin, qui a vu ses ventes progresser en Amérique du Nord, propose aux visiteurs de tester un simulateur de conduite. On peut ainsi « piloter », avec des trépidations bien réelles, une Pénhard-Levassor virtuelle, à pneus pleins ou à chambre à air.

mande commence néanmoins à se sentir très à l'aise sur ce terrain.

Pour les firmes de Detroit, la petite musique de la nostalgie reste aussi le plus sûr moyen de tromper le manque d'inspiration qui les saisit parfois lorsqu'il s'agit de concevoir une berline d'utilisation classique. La nouvelle Chrysler 300 M, qui évoque ouvertement un glorieux modèle des années 50, le confirme avec un certain bonheur. Elle partira cette année à l'assaut du marché européen, mais avec des ambitions beaucoup plus limitées que son propre sol.

Paradoxalement, c'est l'une des marques les plus enracinées dans la légende automobile américaine qui paraît prendre le plus de recul avec la tradition. La nouvelle Cadillac Seville, destinée à porter de 5 % à 20 % la part des exportations dans les ventes de la marque, rompt définitivement avec les outrances de style d'autrefois. L'élégance de la Seville est devenue plus subtile et raffinée, moins excentrique et précieuse. Svelte, cette voiture mesure moins de 5 mètres de longueur, un événement ! Son habitacle, exempt de toute fruste de goût, est devenu aussi distingué que le V8 Northstar qui ronronne sous le capot.

Jean-Michel Normand

## 1998, grande année pour les petits modèles

**LE MONDIAL** de l'automobile qui aura lieu du 1<sup>er</sup> au 11 octobre ne sera pas seulement l'occasion de commémorer le centenaire du premier « Salon de l'auto » de 1898. Point d'orgue d'une année qui sera très fournie en nouveautés, le rendez-vous de Paris accueillera une jolie collection de modèles inédits.

Outre la Ford Escort, l'Alfa Romeo 166, la Mercedes classe S, peut-être la « petite » Jaguar, Peugeot dévoilera surtout un modèle que l'on attendait depuis bien longtemps.

Cette voiture, dont le nom de code n'a pas encore été dévoilé (selon le magazine *L'Auto-Journal*, il s'agit de la 207, et non de la 206), devra combler le grand vide creusé par les stratégies de la marque au lion. Lorsqu'il fallut renouveler la 205 (parfaite traduction du principe « petite dehors, grande dedans » apparue en 1983), ils commirent une fâcheuse erreur.

Pourtant que de rajouter une formule gagnante, comme Volkswagen avec la Golf, ils jouèrent sur deux tableaux en lançant un modèle plus petit et un autre plus grand. Résultat : ni la 106 ni la 306 n'eurent la popularité de la 205, qui, irremplaçable mais vieillissante, laissa le champ libre à la Renault Clio.

Enfin prête, l'héritière de la 205 accélère la transformation du « style Peugeot ». Plus longue de 11 centimètres, son profil est plus acéré, avec un avant très plongeant et les phares en amande caractéristiques du design maison,

désormais plus audacieux. Sous le capot sont prévues de nouvelles motorisations dont le 1,8 litre diesel *common rail* (injection directe par rampe haute pression) tant attendu.

Pour imposer ce modèle, Peugeot devra compter avec la nouvelle Clio de Renault, et la concurrence entre les deux constructeurs

génération, qui sera commercialisée dès le mois de mars, ouvrira le bal des débutantes. La liste des petites berlines attendues en 1998 est impressionnante avec le renouvellement (lui aussi retardé de quelques mois) de la Volkswagen Golf, plus grande, très bien équipée mais sans surprise, de l'Opel Astra et de la Ford Escort, dont

Enfin prête, l'héritière de la 205 accélère la transformation du « style Peugeot ». Plus longue de 11 centimètres, elle offre un profil plus acéré, un avant très plongeant et les phares en amande caractéristiques du design maison, désormais plus audacieux

permettra peut-être aux marques françaises de reconquérir quelques positions perdues.

La petite Renault ne change pas de nom et sa ligne, même arrondie et modernisée, est familière. La voiture n'en est pas moins entièrement nouvelle, avec davantage d'espace intérieur et d'équipements pour un prix qui ne devrait guère évoluer. La Clio deuxième

l'esthétique est tout à fait détonante.

En mars resplendira la classe A. On imagine sans peine que Mercedes aura su gommer les défauts originels de sa première petite voiture. Reste à savoir si les améliorations apportées à la tenue de route (abaissément de la garde au sol, suspensions raccourcies et raffermies) ne nuiront pas au confort.

Au chapitre des mini-voitures on guettera l'apparition - tout aussi laborieuse que la classe A - de la Smart, la deux-places imaginée par Mercedes et Swatch, mais aussi de la Fiat Seicento, de la Volkswagen Lupo, d'une Twingo légèrement recouchée et de plusieurs petites modèles asiatiques aux formes cubiques (Daewoo D'Arcs, Hyundai Atos, Suzuki Wagon-R). Pour Toyota, le Salon de Paris sera l'occasion de préciser ce que sera le futur modèle qui sera produit à Valenciennes.

Vu de France, l'autre événement de l'année sera l'émergence de véritables alternatives à la Renault Scénic, chouchou du public en 1997. Après deux années de quasi-monopole, le premier monospace compact sera d'abord rejoint par la Fiat Multipla. Plus courte mais plus large, l'Italienne parle sur l'originalité avec ses deux rangées de trois places. Viendra ensuite l'Opel Zafira (trois rangées de deux places) puis, en 1999, une Citroën et une Ford respectivement dérivées de la Xsara et de l'Escort.

Décidément très en vogue, Mercedes lèvera le voile en octobre à Paris sur sa nouvelle classe S, figure emblématique de la marque à l'étoile. Surprise : la « grosse Mercedes » a perdu 250 kilos,

rétréci de 10 bons centimètres, et sa ligne résulte d'un très joli coup de crayon.

Quant à la très chic classe ML, 4x4 raffiné produit aux Etats-Unis, elle sera commercialisée dès le printemps en France. Décidément, le tout-terrain glisse sur la pente de l'embourgeoisement. Dans sa version 1998, même le Nissan Patrol, totém roulant du baroudeur en 4x4, fait dans le luxueux et le sophistiqué.

Enfin, on annonce aussi du nouveau chez Jaguar avec la présentation d'un modèle destiné à faire revivre l'inoubliable lignée des MKX (et, accessoirement, à doubler le volume de production de Coventry) mais aussi chez BMW (nouvelle série 3), chez Alfa Romeo (la 166 sera-t-elle aussi aboutie que la 156 ?) et chez Volvo avec un coupé et une nouvelle berline de haut de gamme.

J.-M.N.

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Fournisseur des Paris 1988-1990, Paris 1994-1996, Paris 2000-2002, Paris 2006-2008, Paris 2012-2014, Paris 2018-2020, Paris 2024-2026, Paris 2030-2032, Paris 2036-2038, Paris 2040-2042, Paris 2046-2048, Paris 2050-2052, Paris 2056-2058, Paris 2060-2062, Paris 2066-2068, Paris 2070-2072, Paris 2076-2078, Paris 2080-2082, Paris 2086-2088, Paris 2090-2092, Paris 2096-2098, Paris 2100-2102, Paris 2106-2108, Paris 2110-2112, Paris 2116-2118, Paris 2120-2122, Paris 2126-2128, Paris 2130-2132, Paris 2136-2138, Paris 2140-2142, Paris 2146-2148, Paris 2150-2152, Paris 2156-2158, Paris 2160-2162, Paris 2166-2168, Paris 2170-2172, Paris 2176-2178, Paris 2180-2182, Paris 2186-2188, Paris 2190-2192, Paris 2196-2198, Paris 2200-2202, Paris 2206-2208, Paris 2210-2212, Paris 2216-2218, Paris 2220-2222, Paris 2226-2228, Paris 2230-2232, Paris 2236-2238, Paris 2240-2242, Paris 2246-2248, Paris 2250-2252, Paris 2256-2258, Paris 2260-2262, Paris 2266-2268, Paris 2270-2272, Paris 2276-2278, Paris 2280-2282, Paris 2286-2288, Paris 2290-2292, Paris 2296-2298, Paris 2300-2302, Paris 2306-2308, Paris 2310-2312, Paris 2316-2318, Paris 2320-2322, Paris 2326-2328, Paris 2330-2332, Paris 2336-2338, Paris 2340-2342, Paris 2346-2348, Paris 2350-2352, Paris 2356-2358, Paris 2360-2362, Paris 2366-2368, Paris 2370-2372, Paris 2376-2378, Paris 2380-2382, Paris 2386-2388, Paris 2390-2392, Paris 2396-2398, Paris 2400-2402, Paris 2406-2408, Paris 2410-2412, Paris 2416-2418, Paris 2420-2422, Paris 2426-2428, Paris 2430-2432, Paris 2436-2438, Paris 2440-2442, Paris 2446-2448, Paris 2450-2452, Paris 2456-2458, Paris 2460-2462, Paris 2466-2468, Paris 2470-2472, Paris 2476-2478, Paris 2480-2482, Paris 2486-2488, Paris 2490-2492, Paris 2496-2498, Paris 2500-2502, Paris 2506-2508, Paris 2510-2512, Paris 2516-2518, Paris 2520-2522, Paris 2526-2528, Paris 2530-2532, Paris 2536-2538, Paris 2540-2542, Paris 2546-2548, Paris 2550-2552, Paris 2556-2558, Paris 2560-2562, Paris 2566-2568, Paris 2570-2572, Paris 2576-2578, Paris 2580-2582, Paris 2586-2588, Paris 2590-2592, Paris 2596-2598, Paris 2600-2602, Paris 2606-2608, Paris 2610-2612, Paris 2616-2618, Paris 2620-2622, Paris 2626-2628, Paris 2630-2632, Paris 2636-2638, Paris 2640-2642, Paris 2646-2648, Paris 2650-2652, Paris 2656-2658, Paris 2660-2662, Paris 2666-2668, Paris 2670-2672, Paris 2676-2678, Paris 2680-2682, Paris 2686-2688, Paris 2690-2692, Paris 2696-2698, Paris 2700-2702, Paris 2706-2708, Paris 2710-2712, Paris 2716-2718, Paris 2720-2722, Paris 2726-2728, Paris 2730-2732, Paris 2736-2738, Paris 2740-2742, Paris 2746-2748, Paris 2750-2752, Paris 2756-2758, Paris 2760-2762, Paris 2766-2768, Paris 2770-2772, Paris 2776-2778, Paris 2780-2782, Paris 2786-2788, Paris 2790-2792, Paris 2796-2798, Paris 2800-2802, Paris 2806-2808, Paris 2810-2812, Paris 2816-2818, Paris 2820-2822, Paris 2826-2828, Paris 2830-2832, Paris 2836-2838, Paris 2840-2842, Paris 2846-2848, Paris 2850-2852, Paris 2856-2858, Paris 2860-2862, Paris 2866-2868, Paris 2870-2872, Paris 2876-2878, Paris 2880-2882, Paris 2886-2888, Paris 2890-2892, Paris 2896-2898, Paris 2900-2902, Paris 2906-2908, Paris 2910-2912, Paris 2916-2918, Paris 2920-2922, Paris 2926-2928, Paris 2930-2932, Paris 2936-2938, Paris 2940-2942, Paris 2946-2948, Paris 2950-2952, Paris 2956-2958, Paris 2960-2962, Paris 2966-2968, Paris 2970-2972, Paris 2976-2978, Paris 2980-2982, Paris 2986-2988, Paris 2990-2992, Paris 2996-2998, Paris 3000-3002, Paris 3006-3008, Paris 3010-3012, Paris 3016-3018, Paris 3020-3022, Paris 3026-3028, Paris 3030-3032, Paris 3036-3038, Paris 3040-3042, Paris 3046-3048, Paris 3050-3052, Paris 3056-3058, Paris 3060-3062, Paris 3066-3068, Paris 3070-3072, Paris 3076-3078, Paris 3080-3082, Paris 3086-3088, Paris 3090-3092, Paris 3096-3098, Paris 3100-3102, Paris 3106-3108, Paris 3110-3112, Paris 3116-3118, Paris 3120-3122, Paris 3126-3128, Paris 3130-3132, Paris 3136-3138, Paris 3140-3142, Paris 3146-3148, Paris 3150-3152, Paris 3156-3158, Paris 3160-3162, Paris 3166-3168, Paris 3170-3172, Paris 3176-3178, Paris 3180-3182, Paris 3186-3188, Paris 3190-3192, Paris 3196-3198, Paris 3200-3202, Paris 3206-3208, Paris 3210-3212, Paris 3216-3218, Paris 3220-3222, Paris 3226-3228, Paris 3230-3232, Paris 3236-3238, Paris 3240-3242, Paris 3246-3248, Paris 3250-3252, Paris 3256-3258, Paris 3260-3262, Paris 3266-3268, Paris 3270-3272, Paris 3276-3278, Paris 3280-3282, Paris 3286-3288, Paris 3290-3292, Paris 3296-3298, Paris 3300-3302, Paris 3306-3308, Paris 3310-3312, Paris 3316-3318, Paris 3320-3322, Paris 3326-3328, Paris 3330-3332, Paris 3336-3338, Paris 3340-3342, Paris 3346-3348, Paris 3350-3352, Paris 3356-3358, Paris 3360-3362, Paris 3366-3368, Paris 3370-3372, Paris 3376-3378, Paris 3380-3382, Paris 3386-3388, Paris 3390-3392, Paris 3396-3398, Paris 3400-3402, Paris 3406-3408, Paris 3410-3412, Paris 3416-3418, Paris 3420-3422, Paris 3426-3428, Paris 3430-3432, Paris 3436-3438, Paris 3440-3442, Paris 3446-3448, Paris 3450-3452, Paris 3456-3458, Paris 3460-3462, Paris 3466-3468, Paris 3470-3472, Paris 3476-3478, Paris 3480-3482, Paris 3486-3488, Paris 3490-3492, Paris 3496-3498, Paris 3500-3502, Paris 3506-3508, Paris 3510-3512, Paris 3516-3518, Paris 3520-3522, Paris 3526-3528, Paris 3530-3532, Paris 3536-3538, Paris 3540-3542, Paris 3546-3548, Paris 3550-3552, Paris 3556-3558, Paris 3560-3562, Paris 3566-3568, Paris 3570-3572, Paris 3576-3578, Paris 3580-3582, Paris 3586-3588, Paris 3590-3592, Paris 3596-3598, Paris 3600-3602, Paris 3606-3608, Paris 3610-3612, Paris 3616-3618, Paris 3620-3622, Paris 3626-3628, Paris 3630-3632, Paris 3636-3638, Paris 3640-3642, Paris 3646-3648, Paris 3650-3652, Paris 3656-3658, Paris 3660-3662, Paris 3666-3668, Paris 3670-3672, Paris 3676-3678, Paris 3680-3682, Paris 3686-3688, Paris 3690-3692, Paris 3696-3698, Paris 3700-3702, Paris 3706-3708, Paris 3710-3712, Paris 3716-3718, Paris 3720-3722, Paris 3726-3728, Paris 3730-3732, Paris 3736-3738, Paris 3740-3742, Paris 3746-3748, Paris 3750-3752, Paris 3756-3758, Paris 3760-3762, Paris 3766-3768, Paris 3770-3772, Paris 3776-3778, Paris 3780-3782, Paris 3786-3788, Paris 3790-3792, Paris 3796-3798, Paris 3800-3802, Paris 3806-3808, Paris 3810-3812, Paris 3816-3818, Paris 3820-3822, Paris 3826-3828, Paris 3830-3832, Paris 3836-3838, Paris 3840-3842, Paris 3846-3848, Paris 3850-3852, Paris 3856-3858, Paris 3860-3862, Paris 3866-3868, Paris 3870-3872, Paris 3876-3878, Paris 3880-3882, Paris 3886-3888, Paris 3890-3892, Paris 3896-3898, Paris 3900-3902, Paris 3906-3908, Paris 3910-3912, Paris 3916-3918, Paris 3920-3922, Paris 3926-3928, Paris 3930-3932, Paris 3936-3938, Paris 3940-3942, Paris 3946-3948, Paris 3950-3952, Paris 3956-3958, Paris 3960-3962, Paris 3966-3968, Paris 3970-3972, Paris 3976-3978, Paris 3980-3982, Paris 3986-3988, Paris 3990-3992, Paris 3996-3998, Paris 4000-4002, Paris 4006-4008, Paris 4010-4012, Paris 4016-4018, Paris 4020-4022, Paris 4026-4028, Paris 4030-4032, Paris 4036-4038, Paris 4040-4042, Paris 4046-4048, Paris 4050-4052, Paris 4056-4058, Paris 4060-4062, Paris 4066-4068, Paris 4070-4072, Paris 4076-4078, Paris 4080-4082, Paris 4086-4088, Paris 4090-4092, Paris 4096-4098, Paris 4100-4102, Paris 4106-4108, Paris 4110-4112, Paris 4116-4118, Paris 4120-4122, Paris 4126-4128, Paris 4130-4132, Paris 4136-4138, Paris 4140-4142, Paris 4146-4148, Paris 4150-4152, Paris 4156-4158, Paris 4160-4162, Paris 4166-4168, Paris 4170-4172, Paris 4176-4178, Paris 4180-4182, Paris 4186-4188, Paris 4190-4192, Paris 4196-4198, Paris 4200-4202, Paris 4206-4208, Paris 4210-4212, Paris 4216-4218, Paris 4220-4222, Paris 4226-4228, Paris 4230-4232, Paris 4236-4238, Paris 4240-4242, Paris 4246-4248, Paris 4250-4252, Paris 4256-4258, Paris 4260-4262, Paris 4266-4268, Paris 4270-4272, Paris 4276-4278, Paris 4280-4282, Paris 4286-4288, Paris 4290-4292, Paris 4296-4298, Paris 4300-4302, Paris 4306-4308, Paris 4310-4312, Paris 4316-4318, Paris 4320-4322, Paris 4326-4328, Paris 4330-4332, Paris 4336-4338, Paris 4340-4342, Paris 4346-4348, Paris 4350-4352, Paris 4356-4358, Paris 4360-4362, Paris 4366-4368, Paris 4370-4372, Paris 4376-4378, Paris 4380-4382, Paris 4386-4388, Paris 4390-4392, Paris 4396-4398, Paris 4400-4402, Paris 4406-4408, Paris 4410-4412, Paris 4416-4418, Paris 4420-4422, Paris 4426-4428, Paris 4430-4432, Paris 4436-4438, Paris 4440-4442, Paris 4446-4448, Paris 4450-4452, Paris 4456-4458, Paris 4460-4462, Paris 4466-4468, Paris 4470-4472, Paris 4476-4478, Paris 4480-4482, Paris 4486-4488, Paris 4490-4492, Paris 4496-4498, Paris 4500-4502, Paris 4506-4508, Paris 4510-4512, Paris 4516-4518, Paris 4520-4522, Paris 4526-4528, Paris 4530-4532, Paris 4536-4538, Paris 4540-4542, Paris 4546-4548, Paris 4550-4552, Paris 4556-4558, Paris 4560-4562, Paris 4566-4568, Paris 4570-4572, Paris 4576-4578, Paris 4580-4582, Paris 4586-4588, Paris 4590-4592, Paris 4596-4598, Paris 4600-4602, Paris 4606-4608, Paris 4610-4612, Paris 4616-4618, Paris 4620-4622, Paris 4626-4628, Paris 4630-4632, Paris 4636-4638, Paris 4640-4642, Paris 4646-4648, Paris 4650-4652, Paris 4656-4658, Paris 4660-4662, Paris 4666-4668, Paris 4670-4672, Paris 4676-4678, Paris 4680-4682, Paris 4686-4688, Paris 4690-4692, Paris 4696-4698, Paris 4700-4702, Paris 4706-4708, Paris 4710-4712, Paris 4716-4718, Paris 4720-4722, Paris 4726-4728, Paris 4730-4732, Paris 4736-4738, Paris 4740-4742, Paris 4746-4748, Paris 4750-4752, Paris 4756-4758, Paris 4760-4762, Paris 4766-4768, Paris 4770-4772, Paris 4776-4778, Paris 4780-4782, Paris 4786-4788, Paris 4790-4792, Paris 4796-4798, Paris 4800-4802, Paris 4806-4808, Paris 4810-4812, Paris 4816-4818, Paris 4820-4822, Paris 4826-4828, Paris 4830-4832, Paris 4836-4838, Paris 4840-4842, Paris 4846-4848, Paris 4850-4852, Paris 4856-4858, Paris 4860-4862, Paris 4866-4868, Paris 4870-4872, Paris 4876-4878, Paris 4880-4882, Paris 4886-4888, Paris 4890-4892, Paris 4896-4898, Paris 4900-4902, Paris 4906-4908, Paris 4910-4912, Paris 4916-4918, Paris 4920-4922, Paris 4926-4928, Paris 4930-4932, Paris 4936-4938, Paris 4940-4942, Paris 4946-4948, Paris 4950-4952, Paris 4956-4958, Paris 4960-4962, Paris 4966-4968, Paris 4970-4972, Paris 4976-4978, Paris 4980-4982, Paris 4986-4988, Paris 4990-4992, Paris 4996-4998, Paris 5000-5002, Paris 5006-5008, Paris 5010-5012, Paris 5016-5018, Paris 5020-5022, Paris 5026-5028, Paris 5030-5032, Paris 5036-5038, Paris 5040-5042, Paris 5046-5048, Paris 5050-5052, Paris 5056-5058, Paris 5060-5062, Paris 5066-5068, Paris 5070-5072, Paris 5076-5078, Paris 5080-5082, Paris 5086-5088, Paris 5090-5092, Paris 5096-5098, Paris 5100-5102, Paris 5106-5108, Paris 5110-5112, Paris 5116-5118, Paris 5120-5122, Paris 5126-5128, Paris 5130-5132, Paris 5136-5138, Paris 5140-5142, Paris 5146-5148, Paris 5150-5152, Paris 5156-5158, Paris 5160-5162, Paris 5166-5168, Paris 5170-5172, Paris 5176-5178, Paris 5180-5182, Paris 5186-5188, Paris 5190-5192, Paris 5196-5198, Paris 5200-5202, Paris 5206-5208, Paris 5210-5212, Paris 5216-5218, Paris 5220-5222, Paris 5226-5228, Paris 5230-5232, Paris 5236-5238, Paris 5240-5242, Paris 5246-5248, Paris 5250-5252, Paris 5256-5258, Paris 5260-5262, Paris 5266-5268, Paris 52



t de loi  
agricole  
syndicat  
se a chaque

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le Languedoc pâtira d'un ciel gris. En outre, un vent de sud-est soutenu atteindra 90 km/h en pointes sur les hauteurs cévenoles. Ailleurs, le beau temps se maintiendra. Il fera de 14 à 16 degrés l'après-midi.



■ **THAÏLANDE.** La compagnie thaïlandaise Bangkok Airways a ouvert un vol international régulier au départ de Bangkok à destination de Siem Reap, situé à 61 kilomètres des temples d'Angkor Vat, au Cambodge. Les vols (quatre par semaine actuellement) seront quotidiens à partir du 1<sup>er</sup> février. Selon les autorités cambodgiennes et la compagnie aérienne, la sécurité est assurée dans la province de Siem Reap et autour des monuments. Pour sauvegarder le site, l'aéroport n'accueille pas de gros porteurs.

■ **ÉTATS-UNIS.** New York a connu sa température la plus élevée pour un 8 janvier, avec 19,8° Celsius dans Central Park jeudi. La douceur et l'humidité qui règnent sur la région depuis une semaine plongent la métropole dans le brouillard plusieurs heures par jour, provoquant d'importants retards aux aéroports.

## Les aides visuelles spécifiques pour les personnes mal voyantes

pas assez mobile pour lire une colonne de journal en entier », dit Marius J. Après avoir essayé « Aladin » (Telesensory) chez son amie, Renée V., il est retourné chez l'opticien et a constaté que ce modèle avait été remplacé par un autre, plus performant appelé « Pinguin ». Le taux de renouvellement des modèles à l'intérieur d'une gamme de cinq appareils est de un à deux par an.

## Financement et adresse

► Pour financer une aide technique visuelle : s'adresser à la caisse d'assurance-maladie, qui remboursera après entente préalable, sur la base du montant forfaitaire prévu au tarif interministériel des prestations sanitaires (TIPS). Pour percevoir un complément, ou si le matériel n'est pas inscrit au TIPS, on peut solliciter une « prestation extralégale » ou « supplémentaire », dont le montant variera d'une caisse à

► **Pour en complément :** la mutuelle, la Caisse d'allocations familiales, le fonds de secours du conseil général, le Centre communal d'action sociale de la mairie, la caisse de retraite ou le conseil régional. Pour les enfants : la Commission départementale de l'éducation spéciale (CDES). Pour équiper un poste de travail : l'Association nationale de

gestion de fonds pour  
l'insertion professionnelle des  
handicapés (Agephi) et la  
Commission technique  
l'orientation et de reclassement  
professionnel (Cotorep).  
■ Information et conseil :  
Cellule « déficience visuelle » du  
Comité national français de  
l'atout pour la réadaptation des  
handicapés (CNRH), 236, rue de  
Tolbiac, 75013 Paris, tél. :  
01-53-80-66-66.  
■ Revue : *L'Aggrandi*, 14, rue  
Moleillet, 75020 Paris, tél. :  
01-40-33-79-40.

Il faut donc les prix (de 3 900 à 13 800 francs), le importe d'essayer les matériels avant de se décider, en se rendant dans un Centre d'information et de conseil sur les aides techniques (Cicat), ou bien dans un centre d'évaluation de la « basse vision », dont on pourra se procurer l'adresse au CNRHL.

On évitera bien des déconvenues en comparant les produits existants chez les opticiens et les distributeurs, et en demandant à tester son futur appareil en prêt ou en location. « J'ai choisi parmi les vidéopompes en démonstration, la Basic de Agapelinck (LVI). Mais le plateau n'est

ture. » Malheureusement, c'est plus cher, et j'ai déjà eu le plus grand mal à faire prendre en charge une partie des frais par ma caisse d'assurance-maladie », constate cette ancienne commerçante.

Enfin, il faut également s'assurer que le temps d'apprentissage, l'assistance, l'entretien du matériel et le prêt en cas de réparation sont inclus dans le prix. La prochaine génération d'agrandisseurs sera informatique, numérisée et intégrera le traitement d'images. Peut-être verra-t-on alors baisser les prix.

**Michaëla Bobasch**

♣ SOS Jeux de mots :  
3615 LEMONDE, tapez SOS (2.23 F/min).

5. Musique du Maghreb. Bien couvenables. - 6. Renforce l'affirmation. Forme de discorde. - 7. Appareils de levage. Manque d'énergie, mais seulement devant une voyelle. - 8. Interjection. A fait du chemin depuis son enlèvement. - 9. Utilisés en tannerie et en médecine. Dans le Lot-et-Garonne. - 10. Même sur le gâteau, ce ne sera qu'une petite crosse. Base alimentaire. - 11. Quitte le boulot avant l'heure.

*Philippe Dupuis*

**SOLUTION DU N° 9809**

**HORIZONTALEMENT**


I. Pantoufflard. - II. Ajout. Aînée. - III. Roucoulades. - IV. Têtu. Tûne. - V. Ere. Finesse. - VI. Ne. Cales. Ar. - VII. Assagir. Pli. - VIII. Ecot. Fiat. - IX. Ici. Tétanie. - X. Antre. Store. - XI. Tracé. Tracé.

**VERTICALEMENT**

1. Accompagne dans les airs.  
Prêt à passer à table. Marque le  
prise. - 3. Extrait du bigaradier. L  
- 4. Après la Toussaint, c'est leur

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde  
de l'Administration.  
ISSN 0246-2337

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Guesbroug  
94852 Ivry cedex



**PRINTED IN FRANCE**

1. Partisanat. 2. Ajouré. 3. CNR. -  
3. Nôuve. Seita. - 4. TUC. CAC. RP. -  
5. Ott. Ragotée. - 6. Utlité. - 7. Fahmer.  
Tsi. - 8. L'ames. Fats. - 9. Andes. Pnot.  
- 10. Ré. Salaire. - 11. Dëshérées.

reproduction de tout article est interdite sans l'accord  
de l'administration paritaire des journaux et publications n° 57 457

 **St. Pierre**  
**PUBLISHING**

*Président-directeur général :*  
Dominique Aldey  
*Vice-président :* Gérard Moros  
*Directeur général :* Stéphane Cour

**21bis, rue Claude-Bernard - BP 218**  
**75226 Paris CEDEX 05**  
Tél. 01-42-17-39-00 - Fax 01-42-17-39-26

| CHAMPIONNAT DU MONDE    |        |            |            |
|-------------------------|--------|------------|------------|
| FIDE (Groningue, 1997)  |        |            |            |
| Blancs : L. Van Vely.   |        |            |            |
| Noirs : K. Georgiev.    |        |            |            |
| Défense ouest-indienne. |        |            |            |
| 1.d4                    | Cf3    | 13.Dxd2    | Dg7(f)     |
| 2.c4                    | e5     | 14.Ta1(f)  | d4x4       |
| 3.CB3                   | b6     | 17.Tg1     |            |
| 4.g3(a)                 | Fas(b) | 18.f3(f)   | Cas(b)     |
| 5.Ch-d2(c)              | g6(d)  | 19.Cg4(f)  | h5(p)      |
| 6.Fg2                   | d5     | 20.Fg7(f)  | Rg7(f)     |
| 7.d4                    | Fd7(g) | 21.Dh4+    | Rg8        |
| 8.Cf5                   | d4     | 22.Fd5     | Fd5        |
| 9.h3                    | Fd7(f) | 23.Cf5+    | Dh4(f)     |
| 10.Fh2                  | Cas(f) | 24.Dd4     | Fg4        |
| 11.e4(h)                | Tg2    | 25.Dd5+(t) | Rd7        |
| 12.Td1                  | Fb4(f) | 26.Dg5+    | Rd7        |
| 13.d4d5                 | Cd5    | 27.Dg5+    | Rd7        |
| 14.d3                   | Fd7    | 28.Td4(+)  | alternance |

céd5, dxd5 ; 13. Ff4, Db6 avec égalité (Timman-VanNethorst, Tilburg, 1990).

e) Rf1 non ?!... dxd4 à cause de f3. Cc5, et les Blancs ont l'initiative.

f) Son attaque contre le pion d4 est inutilement inspirante, le F-d3 regagne sa diagonale.

g) Préparant l'avance c6-c5.

h) Mais les Blancs, mieux développés, ont les cartes en main.

7. D'après 11... dxd4 ; 12. Cxd4, Cxd4 ; 13. Fd4, l'avantage des Blancs s'accroît.

112... e5 semble logique mais a "inconvenient" d'ouvrir le jeu, ce qui pose souvent au camp passif une sorte de variante de développement. D'où cette source du F-R, qui révèle déjà la difficulté des Noirs de trouver un plan convenable.

**NOTES**

a) 4. Cc3 et 4. a3 sont d'autres suites également importantes.

b) Le système classique consiste en 4. ... Fc7; 5. Fg2, Ff7; 6. 0-0 (ou 6. Cc3, Cb4; 7. Fd2, Ff6; 8. 0-0; 7. d5, dxd5; 8. Ch4, comme dans la deuxième partie du match pour le titre entre Kasparov et Karpov, à Moscou en 1984, où l'on vit souvent la sortie du F-D en a6.

c) Les Blancs peuvent protéger le pion f4 de cette manière, ou par 5. b3 (système moderne très joué), ou 5. d4, 5. Db3 et 5. Dc2.

d) Ou 5. ... Fb7; 6. Df2, Ff7; 7. 0-0 (7. e4 est un sacrifice de pion intéressant: 7. ... Cc4+; 8. Cc3, Fb4; 9. Dd2 ou 9. Dg4; 10. d4; 10. Dc2; 10. 9. Cc3; 10. 9. Cc3; 10. dxc3, bxc3; 11. Cb3, A51; 12.

h) Douteux, mais le rapatriement  
15... C7 ne vaut pas mieux.  
i) Forcé.  
m) La rupture au juste moment,  
qui donne au Fb2 un rayon d'action  
effranchi sur la diagonale a1-h8 et à la  
Tc4 le passage sur l'a1e.  
n) Si18... Exd5? 19. Cg4! avec une  
attaque irrésistible. Si18... Fxd5? 19.  
Fxd5. Cd5? 20. Tg4!  
o) Menaçant, entre autres, au  
Txc8, Txc3, Tc1. Fxd5, Fxd5? 22. Dd5.  
ou bien 20. Dh6!  
p) Espérant la suite 20. Cc5, Txc4?  
21. bxc4, Cf6.  
q) Une belle exécution.  
r) Si20... bxc4? 21. Txc4!  
s) Forcé.  
t) Si25. Tc5? 25. Tc5.  
u) Le mat est impeccable.

**SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1773**  
**O. AJANEN (1943)**  
 (Blancs : Ra2, Dè2. Noirs : Ra4,  
 Dr8, Pa5, b6, e4 et g7).  
 1. Dc4, Dc2, D2, Dc6+, Db5 (si 2...  
 b5 ; Dc2+) 2. Dc4, D4, D4+ 3. Dd7  
 zugzwang, a6 (ou 4... b5, Dd8)  
 4. D6+, D4+, D4+ 5. Dè5 ; ou 4...  
 b5 ; 5. Dc2+ ; ou 4... b5 ; 5. Dc3  
 mat. 6. Dc4, D5 ; Db3 mat! 5.  
 Dd7+, D6+ 6. Dd4+, Dd7+, D3.  
 g5 ; 8. Dd7+, D5 ; 9. Dd4+, Db4 ; 10.  
 Dd3, g4 ; 11. Dd7+, D5 ; 12. Dc6+,  
 Db4 ; 13. Dd7+, D5 ; 14. Dd4+, Db4 ;  
 15. Dd3, et les Blancs gagnent.

**Eratrum...** Au sixième coup de la  
 solution de l'étude n° 1772, il fallait  
 lire : 6. Dè5-! Dc5 ; 7. Cg5 mat.

**SOLUTION N° 1774**

**E. KOLESNIKOV (1992)**

Blancs (3) : R2, T6, C66.  
Noirs (4) : Ra2, Cb4 et b2, Pc2.  
*Les Blancs jouent et font nulle.*

**Claude Lemoine**

**Clayde Lemoine**





## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JANVIER 1998

**SCÈNE** A trente et un ans, le metteur en scène Stanislas Nordey vient de prendre la direction du Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis. Convaincu de l'urgence de faire bou-

ger le théâtre en banlieue, il propose, avec ses « équipiers » qui l'ont suivi depuis Nanterre, d'ancrer cette scène dans la ville qui l'entoure, de faire vivre « l'idée de théâtre public,

qui n'a jamais été gagnée ». SON PROJET revêt plusieurs facettes : visuelle (peinture jaune d'or, projecteurs, portes ouvertes), sociale (tarif unique à 50 francs, cafétéria

bon marché), relationnelle (travail avec les collèges, appui d'associations) et littéraire (de la poésie, davantage de spectacles). POUR le baptême de ce théâtre réactivé, la

comédienne Martine Thinières offre un délicieux *Soir de fête* en forme de féerie ; dans l'autre salle, *Armor* narre, avec des longueurs, une quête du Graal moderne.

# Stanislas Nordey réactive le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis

Tout nouveau directeur de cette salle de banlieue parisienne, le jeune metteur en scène part à la reconquête du public. Il veut ancrer sa « maison » dans la ville : tarif unique à 50 francs, travail avec les collèges, cafétéria bon marché... Et plus de spectacles et de poésie

MARDI 6 JANVIER, on donnait *Soir de fête* au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Spectacle d'ouverture pour la nouvelle direction de Stanislas Nordey. Le titre de la pièce et celui des suivantes immédiates ont été apposés en hautes lettres sur les fenêtres donnant sur la ville, comme des destinations de voyage dans une agence. La façade de verre, jaune d'or, cite son changement de couleur, qui n'a rien d'un changement de projet. Le flux blanc de quelques projecteurs a été remplacé par le scintillement jaune de centaines de lampes, apportant une vibration intérieure, un signe de vie, un appel à la fête d'autant plus sensible qu'il provient d'un bâtiment auparavant souvent pris pour la gare. A la sortie des écoles, les enfants, en tente de tram, grimpent les marches, entourent la porte et viennent caresser le jaune d'or. Le théâtre n'a plus de vitres, mais des vitrines qui parlent une langue qu'ils connaissent, celle de leur commerce quotidien avec la ville.



Stanislas Nordey, avec une partie de la nouvelle équipe du Théâtre Gérard-Philippe.

### JAUNE D'OR

« La couleur proclame l'arrivée d'une nouvelle bande », dit Emmanuel Cloutier, le scénographe. C'est comme si on occupait le théâtre pour une prise de parole directe sur la cité. On aurait aimé sortir plus, et amener le théâtre dans la ville, mais pour le moment, on n'a pas le rond. Le jaune d'or, c'est lui qui en a décidé. Il plonge son pinceau dans le bac (« je me suis dit : finit le noir ! ») et rejette le pinceau (noir) du foyer-bar-restaurant-librairie en motif panthère (jaune et rouge). Sur le mur, au-dessus, il a inscrit au pochoir la synthèse du Manifeste publié par les huit « nouveaux équipiers » venus de Nanterre (Hauts-de-Seine) avec Stanislas Nordey : « Un théâtre de service public/Un théâtre pour tous/A partir des poètes/pour le public/Pour les artistes/Aujourd'hui ». Dans un curieux effet d'histoire,

l'économie l'a conduit à utiliser un caractère proche du Chaillot, inventé par le graphiste Jacno à l'époque du TNP de Vilier. Au débouché des escaliers, il a peint deux longues citations tirées du Manifeste : « Au cas où on faiblirait, si on repasse devant, ça nous remet en marche. » Le « projet politique » est là. Autant dans la couleur ostensible que dans le Manifeste, opuscule dont le noir et blanc modeste tempère les envolées. Il ne s'agit pas de refondation (les fondations existent, peut-être a-t-on juste un peu oublié où elles se situaient) mais plutôt d'un retournement — comme on le dit d'une situation théâtrale. Avec Stanislas Nordey, le théâtre s'est convaincu que ce n'est plus à la ville d'aller à lui, mais à lui de se tourner vers elle. Son enthousiasme a rassemblé contre lui les voix descendantes de quelques

ancêtres sur l'air : « Mon vieux, on a fait ça avant vous. On ne vous donne pas deux ans avant que vous n'en soyez lassé. » Rien qui puisse affaiblir l'élan indiscutable des équipiers, convaincus de l'urgence de bouger « sinon, il n'existera plus de théâtre en banlieue dans quinze ans », et pour qui la clé est la reconquête du public local. Autant pour des raisons de quantité que de qualité : « Renouveler le public, marquée avec flamme Stanislas Nordey, c'est renouveler la manière de faire du théâtre. »

### VISITE AUX PROFESSEURS

Les équipiers ont précédé et accompagné le changement par celui de ses signes. Sur les affichettes où est schématisée la silhouette du théâtre, les toitures jumelles au-dessus de la porte grande ouverte ont été transformées en pommes d'amour à demi-croquées. Il est

bien question de l'appât à redécouvrir et à partager pour un théâtre de gourmandise, de poésie, de sensualité. Et finit le sigle TGP : « Ça fait TGV ANPE, FNAC. Appelez-le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis ! » Une exigence qui n'a rien de formel, car elle est un gage supplémentaire, public, de la cohérence de l'engagement. Elle renvoie aux origines du lieu, à sa vocation, en appuyant sur le mot le plus important : Saint-Denis. Ainsi, le logo dit le nouveau ordre des choses, et que le théâtre vient après la cité, dont il dépend. Ce mardi, c'était jour d'ouverture et soir de première, mais Stanislas Nordey marchait d'un long pas vers le collège Elsa-Triole, situé à quelques encablures du théâtre. Et si l'on parle d'encablures, c'est qu'il s'agissait bien ici — comme dans tous les établissements précédemment visités — de

réarmer le vaisseau du théâtre à celui de l'éducation. De parler de service public à service public, se renforçant l'un l'autre. Ce que dira le principal, visiblement acquis : « Oui, nous jouons un peu le même rôle, nous travaillons dans la même direction. »

Les professeurs ont fait demi-cercle autour du directeur du théâtre, debout. Il a leur raconté la « maison » ouverte toute l'année, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, y compris l'été : le restaurant accessible dès midi (vibration dans l'assistance), abordable (50 francs environ) ; les vingt-quatre spectacles — au lieu de cinq ou six — (plus les festivals Enfantillages, Banlieues bleues...), pour offrir un vrai choix ; le geste économique, « pas suffisant mais nécessaire », d'un tarif unique de 50 francs pour tous, proche de celui du cinéma, « pour qu'il n'y ait plus de privilèges » ; l'entrée libre à 200 francs (nouvelle vibration dans l'auditoire) pour les Dionysiens (les habitants de Saint-Denis) ; et les grandes lignes de programmation d'un lieu qui serait celui « du divertissement de la pensée ».

Bref silence en écho. On sent ceux qui ont été blessés autrefois dans leur attente de théâtre et ne reviendront pas au premier appel, et les enthousiastes qui se lancent. C'est extraordinaire que vous veniez nous voir. On a souffert de cela depuis des années. Le théâtre est tellement étranger à la plupart des élèves. On a souffert de l'absence de lien avec la ville. On demande si les salles seront ouvertes pour les spectacles des élèves et si la troupe peut inscrire l'établissement dans ses déplacements hors les murs. On évoque des emplois-jeunes qui relanceraient théâtre et collège. Visite à la classe préparant une comédie musicale. Emu, Stanislas Nordey en tire argument pour l'engagement dans la parole et la preuve de la « stérilité du débat entre théâtre d'art et « socio-cul » : nous, on tient des deux ».

J.-L. P.

### De Genève à Saint-Denis

Stanislas Nordey est né en 1966. Formation au conservatoire de Paris. ● 1988 : création de la Compagnie Nordey avec Véronique Nordey. *La Dispute* (Marivaux) au Théâtre Pitois de Genève. ● 1991 : *Bête de style* (Rasolini) au TGP de Saint-Denis. ● 1992 à 1994 : en résidence à Saint-Denis. *Calderon et Pylade* (Rasolini), *Tobacco* (Koltès), *La Conquête du pôle Sud* (Kargel). ● 1994 : *Vol mon dragon* (Guibert) au Festival d'Avignon. ● 1995 : associé à la direction artistique au Théâtre des

Amandiers, à Nanterre (Hauts-de-Seine), *Splendid's* (Genet), *Ciment* (Heiner Müller), *Le Songe d'une nuit d'été* (Shakespeare), *La Noce* (Wyspianski). ● 1996 : *Un étrange voyage* (Hilmet) au Théâtre de la Ville, à Paris. ● 1997 : *Le Rossignol* (Stravinsky) et *Pierrot lunaire* (Schoenberg) au Théâtre du Châtelet, à Paris. Création de l'état dans ma maison et l'attendais que la pluie vienne (Lagarce) à Théâtre ouvert, à Paris, puis *Contestation-La Dispute* (Gabyli-Marivaux) au Festival d'Avignon. ● 1998 : directeur du Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis.

### TROIS QUESTIONS A...

#### STANISLAS NORDEY

1 Dans quelle mesure avez-vous choisi Saint-Denis ? Saint-Denis est une vraie ville, à la différence de Paris. Le théâtre y est physiquement inscrit au centre. Je n'aurais jamais pris la direction d'un autre théâtre. Je pense que les choses marchent quand il y a adéquation d'un homme avec un lieu à un moment donné, comme avec Philippe Delaigue à Valence ou Eric Vigner à Loriet. Il m'était impensable de ne pas travailler en banlieue, parce qu'il y a une mixité de population qui me passionne.

Saint-Denis a une véritable histoire dans laquelle le théâtre a lui-même une histoire où je pouvais m'inscrire. L'idée était de rentrer dans une peau déjà existante et de la faire revivre.

2 Comment l'idée de théâtre public peut-elle être encore considérée comme « révolutionnaire » ? L'idée de théâtre public est toute neuve. Elle n'a jamais été gagnée. Elle est née il y a une cinquantaine d'années, donc elle est en enfance, et dans une enfance, on a des accidents de croissance. Est-ce que le théâtre public n'a pas grandi trop vite par moments, est-ce qu'il n'a pas besoin de retrouver une cohé-

rence et un passage ? On est au passage du deuxième témoin. Il y a eu les fondateurs : les Gignoux, Dasté, Garani ; puis les Lavaudant, les Vincent, et c'est le moment maintenant où ceux-ci vont avoir à faire le passage. Quand je parle de « révolution » dans le Manifeste, je parle de tout sur soi-même, avec un regard qui change constamment. Révolutionner les choses, c'est ne jamais les considérer comme acquises : le théâtre doit être dans un état de révolution permanente.

3 Vous faites appel aux poètes. Comment les rassembler ? En réaffirmant que cette maison

n'a de sens que si elle est traversée par leur parole. Déjà, le dire est important. Pour faire du théâtre, on n'a pas forcément besoin de metteur en scène, ni de décorateur ni de costumier, on a besoin de poètes et d'acteurs. Je voudrais donc que ce soit la maison des poètes et des acteurs. L'idée était d'en convoquer vingt-quatre représentants dans l'année. On va passer des commandes à de jeunes auteurs, trois par an, et autour de la Coupe du monde de football, on fait traduire trente-deux étrangers.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

## Martine Thinières sous une pluie de feuilles d'argent

La comédienne façonne avec délice la féerie d'Irina Dalle

**SOIR DE FÊTE**, d'Irina Dalle. Mise en scène de l'auteur. Avec Martine Thinières. THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M<sup>o</sup> Saint-Denis-Basilique. Tél. : 01-48-13-70-00. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 16 heures. 50 F. Durée : 1 h. Jusqu'au 25 janvier.

De bonnes fées se sont penchées sur le berceau d'Irina Dalle. Longue, brune et belle, excellente comédienne abonnée aux folles d'Olivier Py, elle écrit, aussi. *Soir de fête*, son premier spectacle, porte les couleurs teintées de nostalgie d'une féerie. Il s'ouvre sur une pluie de feuilles d'argent et un sourire craquant : celui de Martine Thinières, comédienne unique de la soirée. Elle est vêtue d'un tutu retenu par une ficelle et parle comme certains ti-

mides : en chantant, avec un accent du Sud. Monique Moucheboul — tel est son nom — a du souci. La voilà seule dans un grand théâtre, où elle devrait jouer une pièce. Mais les autres comédiens ne sont pas là. Et il semble qu'ils ne viendront pas. Le metteur en scène, Raoul Duchemin, n'est pas là non plus. Lui qui devait faire apparaître, a disparu. « Qu'est-ce qu'on fait ? » Martine Thinières s'adresse au public. Elle a un visage d'enfant grandi à la campagne. Elle raconte. Les chemins buissonniers de l'école, les disques de Sylvie Vartan et la Mobyliette qui, un jour, l'emmène avec sa tante à la mer, où elle rencontre « magique-ment » Raoul Duchemin. Il lui demande si elle veut faire du théâtre. Elle dit oui, prend le train, se retrouve avec d'autres apprentis dans une grange du Nord où elle apprend. « Magique-

ment » : les contes de fées. Des fées et des larmes rentrées brillent dans ses yeux. Elle a dû naître sur une étoile. Elle invente ce qui n'est pas advenu : le spectacle « magique », dont elle sert tous les rôles, avec trois accessoires, son accent et les mots d'Irina Dalle. Eclats de rêves, de souvenirs, de tendresse et de nostalgie, petits bouts d'histoires projetés dans une nuit du théâtre légère, où tout est sensible comme une poussière qui s'envole sous un rayon de soleil, dans un galetas, l'été. *Soir de fête* est un instant volé au présent, un appel au désir des sensations mouvantes. Gaîté et feuilles d'automne, tristesse et chansons. Une vie, un personnage, beaucoup de joie : un soir avec une comédienne, Martine Thinières, qu'on n'oublie pas.

Brigitte Salino

## Philip Boulay sur la piste du Graal

Une quête du sens dans une mise en scène qui, hélas, tire en longueur

**ARMOR**, d'Elsa Solal. Mise en scène de Philip Boulay. Avec Hugues Boucher, Violaine de Camé, Sébastien Faure, David Goubier, Karine Lerondeau, Philippe Leroy, Nathalie Newton, Victor de Oliveira, Vincent Ozanon, Sylvie Pascand, Nicolas Pison, Anne-Sophie Robin. THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE. Du mardi au vendredi à 20 heures ; samedi et dimanche à 16 heures. 50 F. Durée : 2 h 30. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.

Il faut prendre ce spectacle pour ce qu'il est : le manifeste d'une troupe qui a décidé d'en découdre avec le mythe, le temps et la mort. Pour que le message passe sans fioriture, elle joue dans un espace volontairement nu : un couloir entre deux rangées de gradins nous. Les lumières dessinent les scènes, une musique accompagne

l'action, les douze comédiens dirigés par Philip Boulay sont vêtus de costumes allusifs. Tout est donc mis en place pour que l'attention des spectateurs ne soit pas déviée de l'essentiel : *Armor*, septième pièce de l'écrivain Elsa Solal. Une Atlantide. Il s'agit d'aller rechercher loin, au plus loin que certaines vieilles histoires se souviennent, ce qui mena l'homme à la catastrophe — le destin. En route donc pour le Graal, revisité à la lumière d'un regard d'aujourd'hui. *Armor* n'est pas lisse. L'action se déroule à la cour de Camelot, dans le royaume de Logres, sur l'île d'Avalon. Merlin et les chevaliers de la Table ronde y côtoient des personnages imaginés par Elsa Solal (dont un tavernier, la Mort, un Homme du bon endroit). Ils parcourent un monde crépusculaire où la profondeur de la forêt n'est que le masque de leurs inquiétudes. Ce n'est pas le ciel — avec

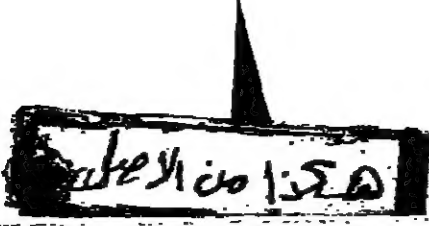
l'irruption de l'ordre de la religion — qui menace de leur tomber sur la tête, mais l'amour en ses coups tordus. Leur guerre emprunte des chemins de traverses. Elle combat l'héritage, pas la terre. Elle fait d'un monde dévasté, se demandant les personnages d'*Armor*, avec un grand point d'interrogation. Comment se « tenir en joie » (selon Spinoza) sur une lande où se vivent l'inceste et le meurtre du père ? Allons-y, et gaiement, répond Philip Boulay. Emportons ce qui nous reste pour exister. Jouons à fond... On ne saurait être insensible à ce désir. Mais quand il prend la forme d'un spectacle de trois heures sans entracte, alimenter par un texte parfois incertain et une mise en scène sans arêtes, on ressent à la longue ce qu'il faut appeler une forme de lassitude.

B. Sa.









## Evgeny Kissin ou la solitude du pianiste de fond

Le prodige russe a été contraint de dialoguer avec un chef et un orchestre insuffisants

Agé de vingt-six ans, le pianiste russe Evgeny Kissin est l'un des plus fascinants de l'histoire de l'interprétation musicale. A Paris pour interpréter

**JOHANNES BRAHMS: Concerto en ré mineur pour piano et orchestre. RICHARD STRAUSS: Mort et Transfiguration. RICHARD WAGNER: Prélude et enchantement du Vendredi saint de Parsifal.** Evgeny Kissin (piano), Orchestre national de France, Claus-Peter Flor (direction). THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, Paris, le 8 janvier.

Evgeny Kissin entre en scène. A vingt-six ans, le Russe est déjà un vieux briscard : au piano depuis l'âge de deux ans, son incontestable du piano... depuis le jour où il interpréta les deux concertos de Chopin, en public à Moscou à l'âge de douze ans. Publiées sur disques par RCA dans la foulée, ces deux interprétations sont vite devenues légendaires parmi les pianistes et le public. Martha Argerich, dont on sait qu'elle est attentive à l'émergence de nouveaux talents, a été bouleversée par ce jeune confrère quand elle a entendu le *Concerto en fa mineur* joué par ce bout de chou frisé comme un mouton. Elle est restée attentive à la trajectoire de cet artiste exceptionnel qui fait l'unanimité parmi les musiciens.

Kissin est une star, mais rien

de son attitude ne peut le laisser soupçonner : c'est un garçon charmant, sans la moindre arrogance, d'une intelligence foudroyante. L'entretien qu'il a accordé au *Monde* de la musique de janvier en atteste : « Qu'avez-vous ressenti quand vous avez appris la mort de Sviatoslav Richter ? Réponse : « J'ai eu le sentiment d'une perpétuelle insécurité ».

Il salue, un peu raide comme toujours, s'assied devant son piano. Ce soir, il joue le *Concerto en ré mineur* de Brahms, peut-être le concerto le plus bouleversant du répertoire, une œuvre dont le pianiste, disait le matin même sur France-Musique, chez Olivier Berninger, qu'elle n'était pas dramatique, mais qu'elle était un drame. Ce qui n'est effectivement pas la même chose. On se cale dans son fauteuil et l'on attend que le chef donne le départ à l'orchestre. Tout part de travers : attaques incertaines, rythmique hasardeuse, intonation déficiente, fausses notes nombreuses, son rachitique, privé de graves : les contrebasses jouent mais on ne les entend pas. L'expression, l'engagement sont là, mais l'acoustique atrocement mate du Théâtre des Champs-Élysées, un chef peu précis et un orchestre fragile techniquement

conduisent à une catastrophe dont les auditeurs de France-Musique ont pu se rendre compte (le concert était diffusé en direct) et spontanément reconnue par Pascal Dumay, directeur de la musique à Radio-France, qui cherche un nouveau directeur musical pour le National. Il a, en effet, décidé de ne pas renouveler le contrat de Charles Dutoit.

### « SERPENT » DANS LE HALL

Le soliste traîne un orchestre briguebalant dont émerge parfois un pupitre de cors remarquable, un flûtiste qui ne l'est pas moins, un violon solo impeccable qui entraîne pourtant un quatuor à cordes étique dont un bon tiers des musiciens joue quasiment sans vibrato et presque jamais ensemble. Les accords sont si peu précis qu'ils en sont presque apertés – et pas uniquement parce que l'orchestre est mal accordé. Désespérant. Le massacre continuera dans *Mort et Transfiguration*, de Richard Strauss, joué presque sans nuances dynamiques, si épaïs et confus que cette pièce de toute façon aussi indigeste que vulgaire ne sera, cette fois-ci, pas sauvée par la rutilance orchestrale. Avec la pièce de Wagner, instrumentée de façon beaucoup plus aérée et

autrement plus inspirée, on commença enfin un peu de répit, sans jamais atteindre toutefois l'extase parafallienne. Pascal Dumay a raison, il faut que cet orchestre au passé glorieux trouve un chef qui soit capable de lui consacrer temps, énergie et talent afin de permettre aux musiciens de se montrer sous leur meilleur jour.

Et Kissin ? Avec une netteté de frappe, une détermination sans faille à aller au bout de lui-même et du texte, il projette la partie de piano avec un aplomb et une absence d'émphase admirables. Faut-il relever un petit défaut ? Son jeu manque parfois de couleurs sourdes, fondues, dans le deuxième mouvement. Mais sa conviction et son autorité sont telles que dans le développement du premier mouvement un miracle se produit : d'un coup, l'orchestre se hisse à la hauteur du soliste et de la musique. Après deux bis longuement acclamés, Kissin signe des disques et des programmes dans le hall du théâtre. Deux cents mélomanes attendent en faisant le « serpent » comme disent les Russes dans leur langage joliment imagé.

Alain Lompech

## MC Solaar loin de la fièvre hip-hop au Zénith de Paris

Premières dates de la tournée MC Solaar : le 10 janvier à Paris au Zénith, le 13 à Lille au Grand Palais, le 15 à Rennes, salle de la Liberté, le 16 à Talence à la Médocine, le 17 à Pau au Zénith, le 18 à Toulouse au Palais des sports, le 20 à Lyon, salle Tony-Garnier, le 21 à Annecy au hall des expositions, le 23 à Grenoble au Summum, le 24 à Toulon au Zénith-Oméga.

Comme MC Solaar le dit lui-même dans une de ses dernières chansons, « les temps changent ». Il y a trois ans, lors du dernier concert du plus cool des rappeurs français dans la capitale, le Zénith avait vibré d'une grande communion physique et spirituelle. Vendredi 9 janvier, au même endroit, pour la première date d'une longue tournée à venir, l'arsène de la porte de Pantin se remplit sagement. Aucune excitation palpable ne signale l'événement. Ce public tranquille est plus celui de la chanson que du hip-hop. De la même façon, la ténacité de *Paradis*, son troisième album sorti en juin, a paru se fonder dans la masse, laissant le monopole de l'urgence aux Marcellins d'IAM ou, plus récemment, à Passi. Le concert dissipa-t-il ce malaise, nourri par un premier report de la tournée cet automne et une guerre ouverte entre le chanteur et Polydor, sa maison de disques, traînée devant les prud'hommes pour lui avoir refusé la sortie d'un double album ?

Le rythme de Villeneuve-Saint-Georges s'offre une entrée à grand spectacle. Quatre écrans vidéo encadrés dans des échafaudages, un ballet

de lumières rouges et bleues, en fond de scène, les buildings d'une ville américaine. Une voix off : « Appel à toutes les unités, le suspect a trop de style... Le peuple est avec lui... Il représente les masses... ». Tel le GIGN, des danseurs tombent du plafond le long d'une corde. Blouson sans manche à même la peau, pantalon de treillis, Solaar rampe, félin, en chantant qu'il « représente le zoz ». Plus tard, il « représentera » aussi « le wonderbra » (?). L'opération ne déclenche pas d'émotion. Des flammes dévorent les écrans sans encore mettre le feu à la scène. Personne pourtant ne ménage ses efforts. On avait rarement autant mis en scène un concert de rap.

Au milieu d'un décor évolutif très sophistiqué, le tchatcheur et sa troupe enchaînent les tableaux. Jeux des cités sur *Paradis*, pègre années 30 pour *Gangster moderne*, ambiance *X-Files* sur l'ingénierie inédit *Orléans commandement*. Acteurs, mimes, gymnastes, combattants, ombres chinoises, les *breakdancers* ont élaboré de vraies chorégraphies. Parmi eux, Max-Laure, petite liane ultra-dynamique, impressionne particulièrement. Quelque chose, pourtant, fuit par plus éloquent l'esthétique d'un show *tabé* que la fièvre hip-hop. La faute, peut-être, aux chansons.

### SHOW TÊLE

Solaar change souvent de tenue – costume jaune, salopette orange, survêtement blanc ou bleu, sculptural torse nu... –, mais soigne sa diction, bien servi par une sono qui met en avant sa voix douce. On profite d'autant mieux de la richesse du lexique, de l'agilité linguistique du jongleur. A son meilleur – *Osolète, Séquelles, La*

*concubine de l'hémoglobine*, *Quand le soleil devient froid* –, le rappeur mélange humour vachard et sentimentalisme, indolence et gravité, ironie et conscience. Malheureusement, trop de nouveaux titres cèdent à la superficialité du bon mot et aux thèmes sans conséquence. A force de fuir les slogans, de redouter les caricatures banalières, le MC a-t-il encore quelque chose à dire ? On conçoit qu'il se vante de commenter les voitures qui brûlent dans les environs de Strasbourg ou les chômeurs occupant les ANPE, mais qu'il moins il se livre et mette à nu Claude M'Barril, jeune homme né à Dakar de parents tchadiens, devenu à vingt ans star du rap et de la chanson française. Mais il se refuse aussi à l'introspection. Et sa gentillesse, sa timidité prennent trop souvent le risque de la mièvrerie. Dans la musique, dans les textes, comme dans ses interventions (« Bonne année », « Essayez d'être peacé et positif, même en temps de crise. C'est très important »).

Epaulé par d'autres copains rappeurs, comme son vieux camarade Bambi Cruz (qui publie bientôt son premier album solo), Claude MC Solaar a un peu d'énergie urbaine à ses times. Nouveau western profite ainsi de cette tension retrouvée. Le public se laisse doucement emballer. En rappel, ils sont une douzaine à improviser un freestyle vivant et désordonné. Cette joyeuse anarchie inspirera la dernière saveur de la soirée. Une version plus libre et percutante des *Temps changent*, incluant enfin à plus d'optimisme pour la suite des événements.

Stéphane Davet

## Le sabbat dans la peinture de Paul Ranson, nabi ésotérique

**PAUL-ÉLIE RANSON, Musée départemental Maurice-Denis à Le Prieuré, 2 bis, rue Maurice-Denis, Saint-Germain-en-Laye. RER : Saint-Germain-en-Laye (ligne A). Du mercredi au vendredi de 10 heures à 17 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 30. Tél. : 01-39-73-77-87. 25 F. Jusqu'au 25 janvier.**

Longtemps, Ranson a été l'auteur de deux tableaux, de deux seulement, toujours reproduits dans les histoires du symbolisme. L'un, le *Pygmalion* de 1890, défie les efforts d'interprétation et l'on ne sait exactement ce que font, ce qui désignent le mage barbu cueillant une fleur, le paon, la jeune femme chevauchant un oiseau fabuleux. L'autre, *Christ et Bouddha*, est l'archétype du syncrétisme fin de siècle : crucifixion et anges en prières du côté occidental, deux bouddhas et des lotus du côté oriental. Religiosité, ésotérisme, style nabi : la définition s'est imposée.

Elle n'est pas fautive, mais incomplète, comme le suggère la rétrospective du Prieuré, très exhaustive. Elle tente l'inventaire d'une iconographie de mythes et lé-

gendes très abondante, quelquefois confuse. Elle montre en détail que Ranson consacra plusieurs années à des travaux décoratifs, panneaux peints, tapisseries, vitraux, collaborations théâtrales, maquettes de papier peint. Tout au long des années 1890, il travailla pour des commanditaires, Tiffany, le Théâtre de l'Œuvre et pour Bing en association avec l'architecte Henry Van de Velde. En 1896, il participa au premier Salon de l'art nouveau. Il réussit à imposer un style reconnaissable : ligne serpentine, couleurs séparées par des contours noirs, entrelacs, guirlandes, fleurettes, saturation des surfaces. S'il n'est pas sûr que cette manière puisse encore séduire, il est certain que, rétrospectivement, elle apparaît comme parfaitement exemplaire de l'un des traits de l'époque : l'entêtement qu'elle mit à refuser de se connaître telle qu'elle-même, industrielle, mécanisée.

C'est ce qui surprend le plus : Ranson a inventé un monde à l'opposé de celui dans lequel, néanmoins, il vivait et parvenait à s'employer. Son monde devait être médiéval, rêveur, mystique, agreste. Il ne ressemble donc que de très loin à celui qu'on a analysé Degas, Bonnard, Vuillard, Vallot-

ton, tous contemporains de Ranson et, pour certains, ses amis. Dans ses huiles, ses gouaches, ses dessins se rencontrent des hippogriffes à la barbe assyrienne et des dames nues toquées occupées à des incantations, des prières, des sortilèges. Sorcières, elles complètent des sabbats pour Mephisto et font bouillir une grosse marmite. Dryades ou naïades, elles jouent dans les bois, près des mares, avec des cygnes blancs et des chats noirs de mauvais augure.

### DÉCORATIF JAPONISANT

D'autres, habillées de longs manteaux à larges capes, l'air grave, se confient de graves secrets ou s'écritent mutuellement à la vertu. Des pentagrammes et des chauves-souris passent dans les airs. Un saint Antoine aux poses d'opérette repousse le diable, qui exhibe une curieuse petite queue en forme de cep de vigne. Il triomphe d'un serpent vert et colérique qui s'épuise à cracher sa flamme. Des feux follets et des lueurs électriques circulent sous les chénes. Tout cela est tracé d'une main adroite et vivement coloré.

La mièvrerie n'est pas évitée à tout coup, particulièrement dans les dernières œuvres – Ranson

mourut en 1909. Le décoratif japonais envahit l'image, sinuosités, aplats, harmonies sonores. De temps en temps, l'œil hésite. Ranson ou Druillet ? Peinture symboliste ou bande dessinée ? Ce n'est pas médire de Ranson que poser la question – d'autant qu'il professait un juste mépris à l'égard des hiérarchies artistiques ordinaires et se passionna pour son théâtre de marionnettes. Celui-ci devint l'une des principales réjouissances du groupe nabi, qui ne se consacra pas exclusivement à la piété, l'occultisme et la lecture de Péladan.

Ranson lui-même s'en évadait – rarement certes, mais s'en évadait cependant. L'exposition révèle des scènes d'intérieurs, dont une scène de coiffure qui ferait songer à Degas si elle n'était traitée avec une économie de moyens et une fausse naïveté très séduisante. Le Réveil n'est pas moins réussi. Maurice Denis y voyait la preuve de l'originalité de Ranson, parce que « le fantasme y est produit par le seul parti pris du pittoresque et de la simplification » – sans symboles, sans récits, sans fables. A rebours de ses habitudes et de son esthétique, autrement dit.

Philippe Dagen

## SORTIR

(\*) Opération « Prenez une place, venez à deux »

### PARIS

**Chants et danses des hauts plateaux du Yémen (\*)** Pendant trois mois, l'Institut du monde arabe présente les multiples facettes d'une musique dont la saveur originelle est restée intacte. Pour ouvrir ce cycle, la troupe de danseurs et chanteurs dirigée par Hamid Ga'shala interprète le répertoire joué dans les villages installés sur les montagnes autour de Sanaa, la capitale.

**Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. Le 10, à 20 h 30. M<sup>e</sup> Jussieu. Tél. : 01-40-51-38-14. 80 F et 100 F.**

**Les Jaloux de la danse** Le Dix-Huit Théâtre (dix-huit ans d'activité) change d'identité et devient l'Etoile du Nord, une occasion de faire la fête. Les soirées intitulées « Les jaloux de la danse » proposeront des pièces courtes : *Nuit d'os*, de Sandrine Bonnet, *Chemin*, de Virginia Heinen, et *C.*, de Gabriel Hernandez. Les week-ends qui suivront accueilleront Geneviève Mazin et Fabrice Guillot, Frédérique Chauveau, Christine Gérard, Brigitte Asselineau et Bernard Glandier.

**L'Etoile du Nord (ex-Dix-Huit Théâtre), 16, rue Georgette-Agutte, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Guy-Moguet. Le 10, à 20 h 30 ; le 11, à 16 heures. Tél. : 01-42-26-47-47. De 80 F à 120 F.**

**Marjolaine Allie (\*)** Journaliste à temps plein, chanteuse à temps partiel, la Martiniquaise Marjolaine Allie s'autorise parfois quelques décrochages vers la chanson. Après notamment *Gaoulé*,

enregistré en 1989, elle présente les titres de son nouvel album, entourée d'artistes antillais « haut de gamme » tels Jocelyne Beroard, les frères Fanfant, Dominique Fillon, Tony Chasseur, Viktor Lazlo.

**New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet-d'Eau. Le 11, à 20 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.**

### RÉGION PARISIENNE

**La Planète Londres** Adapter les reportages d'Albert Londres (1884-1932) au théâtre, c'est imaginer une forme simple et alerte où le récit se fait aussi personnage, où le dialogue prolonge la description, où l'on s'embarque à Marseille pour la Chine ou l'Amérique, où les grands de ce monde, qu'ils se nomment Clauzel, Pizudis ou d'Annunzio, font la part belle aux laissés-pour-compte, les Victor et les Vocabana, souteneurs de Buenos Aires, les arracheurs de dents et autres détachés, les tapineuses et les bagnards, les pêcheurs de perles et les juifs errants. Vincent Collin a adapté et mis en scène ces chroniques où l'on chante et où l'on s'attendrit, où l'humour fait bon ménage avec la gravité. Avec Saadia Bentaieb, Luc-Antoine Diquero, Nathalie Fillon, Philippe Kieffer, Jean-François Maurier et Stéphane Vallé.

**Théâtre des arts, place des Arts, 95 Cergy. RER A, Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; dimanche à 17 heures. Tél. : 01-34-20-14-14. Jusqu'au 24 janvier. 70 F et 100 F.**

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**L'Ami de Serge Bozon (France, 1 h 24).** Cinéma saison de Rafi Pata (France-Iran, 1 h 20). **Love in Paris** de Anne Goursaud (France-Grande-Bretagne, 1 h 10). **My Son The Fanatic** d'Udayan Prasad (Grande-Bretagne, 1 h 28).

**Headline Pléiade Sébastien** de Raymond Depardon (France, 1 h 35). **La Prisonnière espagnole** de David Mamet (Etats-Unis, 1 h 50). **Titane** de James Cameron (Etats-Unis, 3 h 14).

**Un grand cri d'amour** de Josiane Balasko (France, 1 h 30). **Le grand cri d'amour** de Josiane Balasko (France, 1 h 30).

**TROUVER SON FILM** Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615 LE MONDE ou tél. : 08-36-58-03-82 (2,23 F/min).

### VERNISSAGES

**Jeanne Pleaux** Galerie Daniel Templon, 30, rue Beauvourg, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 10 janvier au 11 février. Tél. : 01-42-72-14-10. Entrée libre.

**Headline Pléiade Sébastien** Galerie Emmanuel Perrotin, 30, rue Louise-Weiss, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Chevaleret. De 14 heures à 19 heures ; samedi 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 10 janvier au 28 février. Tél. : 01-42-72-14-10.

**Xavier Wallraef** Galerie Jennifer Flay, 20, rue Louise-Weiss, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Chevaleret. De 14 heures à 19 heures ; samedi 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 10 janvier au 28 février. Tél. : 01-44-06-73-62.

**ENTRÉES IMMÉDIATES** La Kiosque-Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**The Ban of the Screw** de Benjamin Britten, d'après Henry James. Myfanwy Piper (livret), David Syrus (direction musicale), Deborah Warner (mise en scène). Avec les solistes du Royal Opera House Orchestra.

**MP Bobigny-Pablo-Picasso**, Le 10, à 20 h 30 ; le 11, à 15 h 30. Tél. : 01-41-60-72-72. De 100 F à 200 F.

**François Kissin (piano) (\*)** Beethoven : *Rondo op. 123, Variations sur une valse de Diabelli*. Salle Chopin (Pleyel), 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. Le 10, à 17 h 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 120 F.

**Pablo Blonid (violon) (\*)** Bach : *Sonate pour violon BWV 1003, Partita pour violon BWV 1004 et BWV 1006*. Bouffier du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> La Chapelle. Le 10, à 19 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. 100 F.

**Margaret Price (soprano) (\*)** Œuvres de Schumann et Wolf. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-49-53-05-07. De 140 F à 400 F. Akadémie für alte Musik, Berlin (\*)

**Bach : Ouverture pour cordes et basse continue BWV 1070, Concerto pour violon et cordes BWV 1004, Concertos pour clavier et cordes BWV 1055 et BWV 1056, Concerto pour deux claviers et cordes BWV 1060, L'Art de la fugue.**

**Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Le 11, à 15 h 30 et 21 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. 100 F.**

**Quatuor Borodine (\*)** **Christakovich : Quatuors à cordes op. 83, 49 et 101.** Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Le 11, à 17 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F.

**Barthold Kullgren (flûte), Gustav Leonhardt (clavecin)** **Bach : Sonates pour flûte et clavecin BWV 1032, BWV 1035 et BWV 1036, Partita pour flûte seule BWV 1013, Prélude et fugue BWV 883.**

**Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> La Chapelle. Le 11, à 12 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. 100 F.**

**Henri Tudor Quartet (\*)** **Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet Les 10 et 11, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.**

**Christian Escoudé Trio (\*)** **Suzet 82, rue des Lombards, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 10, à 22 heures. Tél. : 01-40-25-46-60. 80 F.**

**Simon Phillips Band (\*)** **New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet-d'Eau. Le 10, à 20 h 30 ; le 11, à 15 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.**

**La Roi cart** de Carlo Gozzi, mise en scène de Banno Besson. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trocadéro. Le 10, à 20 h 30 ; le 11, à 15 heures. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 180 F.

**ANNULATIONS** **Mario Solo** Les dates de concert initialement prévues les 15, 16 et 17 janvier à l'Olympia sont annulées et reportées aux entrées. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9<sup>e</sup>. Tél. : 01-47-42-25-49.

**RESERVATIONS** **La Fania All Stars** Avec Celia Cruz, Johnny Pacheco, Willie Colon, Paquito, Feliciano, Roberto, Roena, Larry Harlow, Bobby Valentín, Andy Montañez.

**Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Le 16 janvier, à 21 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 220 F.**

**Natasha Atlas** **Elysée Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Anvers. Le 27 janvier, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 132 F.**

**DERNIERS JOURS** **15 janvier :** Anna Blume : la sensation pure. Goethe-Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. De 12 heures à 20 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Tél. : 01-40-46-69-60.

**17 janvier :** Gérard Traquand. Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs, Paris-2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bourse. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Tél. : 01-47-83-81-10. Entrée libre.



## FILMS DE LA SOIRÉE

16.40 La Passante ■  
D'Henri-Georges Clouzot (France, 1950, N, 100 min). Ciné Cinéfil

18.20 La Femme aux deux visages ■  
De George Cukor (Etats-Unis, 1941, N, 90 min). Ciné Cinéfil

20.30 Batman : Le Défi ■  
De T. Burton (EU, 1992, 125 min). TSR

20.45 Nelly et monsieur Arnaud ■  
De Claude Sautet (France, 1995, 105 min). RTBF 1

23.00 Mary Reilly ■  
De Stephen Frears (Etats-Unis, 1995, 104 min). Canal +

23.00 La Maison du silence ■  
De George W. Pabst (France-Italie, 1929, N, 100 min). Ciné Cinéfil

0.40 Vers sa destinée ■  
De John Ford (Etats-Unis, 1938, N, 100 min). Ciné Cinéfil

0.45 A fleur de peau ■  
De Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1994, v.o., 95 min). Canal +

2.20 Le Voyage interrompu ■  
De Daniel Birt (Grande-Bretagne, 1989, N, v.o., 80 min). Ciné Cinéfil

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

16.10 Autour du Monde. LCI

## MAGAZINES

19.00 TV. Canal +

19.00 20h Paris Première. Paris Première

19.00 L'Invité de Cajon. Canal J

19.30 Histoire parallèle. Arta

21.00 Le Magazine de l'Histoire. Arta

21.45 Métropolis. Arta

21.50 Capitaine Caré. France 3

22.20 T'as pas une idée ? Canal Jimmy

23.00 Strip-tease. T'as pas cent balles. France 3

23.50 Paris modes. Paris Première

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

## DÉBATS

16.10 Autour du Monde. LCI

## MAGAZINES

19.00 TV. Canal +

19.00 20h Paris Première. Paris Première

19.00 L'Invité de Cajon. Canal J

19.30 Histoire parallèle. Arta

21.00 Le Magazine de l'Histoire. Arta

21.45 Métropolis. Arta

21.50 Capitaine Caré. France 3

22.20 T'as pas une idée ? Canal Jimmy

23.00 Strip-tease. T'as pas cent balles. France 3

23.50 Paris modes. Paris Première

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

## DÉBATS

16.10 Autour du Monde. LCI

## MAGAZINES

19.00 TV. Canal +

19.00 20h Paris Première. Paris Première

19.00 L'Invité de Cajon. Canal J

19.30 Histoire parallèle. Arta

21.00 Le Magazine de l'Histoire. Arta

21.45 Métropolis. Arta

21.50 Capitaine Caré. France 3

22.20 T'as pas une idée ? Canal Jimmy

23.00 Strip-tease. T'as pas cent balles. France 3

23.50 Paris modes. Paris Première

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3

0.20 Gratin de philo. France 3



## La claque

par Pierre Georges

À PEU PRÈS bâtie comme un grenadier de la Garde rouge, une nageuse chinoise sortait de l'eau. Image furtive, mais choc. De dos, c'était impressionnant. Une fille immense, belle dans son maillot noir, à un détail près : les épaules. Un vrai trapeze, le genre démenageur de piano ou haltérophile aux engrais. Le type de championne qu'on avait pu croire disparu avec le naufrage des églises intensifiées.

L'image était d'archaïsme. Le flagrant délit, lui, s'est produit cette semaine à Perth, lors de l'arrivée de l'invincible armée chinoise pour les championnats du monde de natation (lire page 17). Les gabelous australiens, ouvrant une valise, y ont découvert treize fioles contenant, paraît-il, des hormones de croissance. Une aubaine ! Un peu comme nos douaniers aux marches de Belgique saisissent, parfois, un plein coffre de ces produits vétérinaires interdits qui font pousser le veau et enfler le bœuf.

Bref, il y eut du tiffi à Perth. Du scandale, de l'émotion et même de la fureur. On vit une championne chinoise poursuivre photographes et caméramen. On vit les officiels de Pékin chasser la nageuse aux fioles et son entraîneur pour violation « du règlement interne de l'Association chinoise de natation et de la loi australienne ». On vit tout ce petit monde de la natation enfin renforcé dans son soupçon : oui, il y avait bien quelque chose de pourri, ou de frelaté, au royaume des natades à biscoteaux.

On vit, en somme, ce que chacun voyait à l'œil nu. Et depuis longtemps. Des gamines de seize ans, ou à peine plus, ne devaient pas, par l'opération du

Saint-Esprit, ou par la cause du peuple, des hors-bord à triple pont, avec torse géant. Elles ne devaient pas, par le seul entraînement ou la seule musculature, des phénomènes de piscine comme il en fut de foire.

Le dopage et ses effets sur un physique ne se voient pas toujours à l'œil nu. Mais, quand ils se voient, cela peut être comme le nez au milieu de la figure. Et pas seulement chez des nageuses chinoises. Combien de fois, lors des Jeux olympiques, constatant la métamorphose physique de certains athlètes, combien de fois devant des footballeurs américains, des sportifs de réputation mondiale, cyclistes aux joues de hamster et cuisses phénoménales, haltérophiles taillés dans la portion, n'avons-nous éprouvé ce sentiment de malaise et de doute ?

Bien sûr, les apparences peuvent être trompeuses. Le dopage ne se porte pas en bandoulière ou sur la seule allure physique. Loin de là ! Mais quand il atteint à la caricature – et dans le cas des nageuses chinoises, il y a des années que cela crevait les yeux, plus encore que les records –, on se demande comment il a pu s'escamoter si longtemps.

Le plus inouï, dans cette affaire de Perth, restera la claque infligée par les douanes à la science. Ce que tous les contrôles antidopage du monde, avec les meilleurs appareils du temps, n'ont pu établir, un simple gabelou l'a prouvé. A l'ancienne, comme grand-papa, en fouillant une valise ! Cela donne une idée bien peu flatteuse de la validité et de l'efficacité desdits contrôles !

## DÉPÊCHES

■ CUBA : la découverte d'un micro caché dans l'une des résidences que le pape doit occuper lors de son voyage à Cuba, du 21 au 25 janvier, a provoqué, il y a quelques semaines, une forte tension entre le Vatican et La Havane. Selon des sources citées par le quotidien *El País* du 10 janvier, les autorités catholiques auraient menacé d'annuler la visite du pape. La Havane a reconnu les faits, mais avancé que le micro « avait été caché au temps du dictateur Batista ».

■ ALGÉRIE : 35 villageois ont été assassinés, jeudi 8 janvier, lors de deux attaques attribuées aux islamistes à Saïda (ouest) et Sour el-Ghozlane (sud d'Alger), selon le journal *El Watan*, dans son édition de samedi 10 janvier. Dans la région de Saïda, 5 femmes et 4 hommes ont été tués dans l'attaque d'une ferme. A Sour el-Ghozlane, 26 personnes ont été massacrées dans des maisons isolées du douar de Benni Yeddou. (AFP)

■ PARIS : la délinquance a globalement diminué de 1,05 % en 1997, par rapport à 1996, a indiqué, samedi 10 janvier, la préfecture de police. La délinquance est en diminution pour la troisième année de suite (6,26 % en 1996, 6,21 % en 1995).

■ FÉMININ : la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, Ségolène Royal, a répondu vendredi 9 janvier à l'Académie française, qui refuse l'expression « Madame la ministre ». M<sup>me</sup> Royal a notamment déclaré : « Lorsque les académiciens disent que le masculin est un genre universel, je leur dis gentiment, mais fermement "non" : c'est la mixité qui est une valeur universelle. » « Il faudra bien que les académiciens s'habituent », a-t-elle ajouté.

■ TÉLÉVISION : Claude Espérandieu a été nommé conseiller du directeur général de France 3. Il était à la tête de la direction régionale de Bourgogne Franche-Comté, où les relations ont été particulièrement tendues durant la grève de décembre.

■ VARIÉTÉS : Johnny Hallyday « se fait toujours pire qu'il n'est », a déclaré la chanteuse Véronique Sanson à propos de l'entretien-confession accordé par son ami au Monde du mercredi 7 janvier. « Il devait être bien triste, bien malheureux, pour se confier ainsi. Quand on fait une telle démarche, c'est qu'on a besoin de dire quelque chose », a-t-elle dit à l'AFP. « C'est bien d'être sincère, et puis, Johnny, rien ne peut l'atteindre. Il peut dire : "Je prends 100 kg de cocaïne", les gens s'en fichent, ils viendront toujours le voir », ajoute-t-elle.

■ SCIENCES : le mathématicien Michel Deza, directeur de recherche au CNRS affecté au laboratoire d'informatique de l'école normale supérieure (Lien), a commencé, mercredi 7 janvier, une grève de la faim pour protester contre sa réaffectation dans un laboratoire de combinatoire de Jussieu. Le chercheur estime que cette affectation, décidée par le CNRS comme une « mutation dans l'intérêt de la recherche », est en fait une « sanction camouflée ».

Tirage du Monde daté samedi 10 janvier : 501 681 exemplaires.

## 10 à 20 % des personnes séropositives auraient des rapports sexuels non protégés

Une conférence européenne sur le sida aura lieu à Paris du 12 au 15 janvier

UNE PROPORTION non négligeable, encore que difficile à évaluer avec précision, de personnes se sachant infectées par le VIH continuent aujourd'hui à avoir des rapports sexuels non protégés et, à ce titre, potentiellement infectieux. Pour le professeur Jean-Paul Moatti, spécialiste d'épidémiologie (unité 579 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale), cette proportion se situerait entre 10 et 20 %. « Dans certains cas, les deux partenaires étaient déjà touchés par le virus (séropositifs) mais, dans d'autres, le porteur du virus ignorait la situation de son partenaire », a précisé le professeur Moatti, vendredi 9 janvier, lors de la présentation de la seconde conférence européenne sur le sida en Europe.

Cette conférence réunira du 12 au 15 janvier, au siège de l'Unesco à Paris, de nombreux chercheurs en sciences sociales avec, pour la première fois, une forte représentation des pays d'Europe de l'est où l'épidémie progresse de manière inquiétante. Une partie importante des travaux de cette

conférence sera consacrée à la sexualité des personnes infectées par le VIH. Ce thème prend toute sa dimension avec le développement des nouvelles associations médicamenteuses qui conduisent souvent à une amélioration de l'état clinique des malades.

## COMPORTEMENTS À RISQUES

« Ce thème est, pour les épidémiologistes, de toute première importance et l'apport des sciences sociales peut, sur ce sujet complexe, être riche d'enseignements », estime le docteur Jean-Baptiste Brunet, responsable du centre européen de surveillance de l'épidémie de sida. De nombreuses études ont déjà été conduites sur le sujet qui, souvent, conduisent à la poursuite de comportements sexuels potentiellement dangereux chez des personnes se sachant séropositives.

L'une des plus importantes a été conduite durant trois ans par une équipe française dirigée par les docteurs Isabelle de Vincenzi et Jean-Baptiste Brunet auprès de 256 couples hétérosexuels dont l'un des membres était séropositif.

Elle a notamment permis d'observer que, dans de tels couples, l'usage systématique du préservatif était loin d'être la règle.

Marie-Ange Schütz, chercheur au Centre national de la recherche scientifique, confirme pour sa part que les différentes études déjà conduites sur la vie sexuelle des séropositifs permettent de conclure clairement « que parmi ceux qui déclarent poursuivre une activité sexuelle, certains ne se protègent pas ».

Différents travaux ont d'autre part mis en lumière, ces dernières années, une recrudescence des comportements sexuels à risque dans certaines communautés homosexuelles. « Nous avons été victimes d'un tabou et du "politiquement correct" car ces comportements à risques sont connus depuis des années mais nous n'avons jamais voulu en parler de crainte de marginaliser la population séropositive », a déclaré à l'Agence France Presse le professeur Moatti.

Jean-Yves Nau

## Deux Français accusés d'espionnage au Kerala sont autorisés à quitter temporairement l'Inde

LA HAUTE COUR de l'Etat indien du Kerala a autorisé, vendredi 9 janvier, deux Français retenus depuis deux ans en Inde sous l'accusation d'espionnage, à quitter le pays pour une période de quatre mois, a indiqué l'avocat des deux hommes, M<sup>re</sup> Ajay Malankandy. Cette décision devrait en principe permettre aux deux Français de ne plus être retenus en Inde au moment où le président Jacques Chirac effectuera une visite officielle dans ce pays du 24 au 26 janvier, ce à quoi s'employaient activement les autorités françaises.

Les deux Français, Philippe Ellé, 45 ans, et François Clavel, 60 ans, sont accusés d'avoir porté atteinte à la sécurité et à la souveraineté de l'Etat indien, lors de recherches sous-marines, en décembre 1995, au large de Cochin (Kerala, Sud-Ouest), à bord d'un catamaran de plaisance, le *Galathée*. Ils affirment être innocents. Un juge de Cochin doit prochainement décider s'il les inculpe, comme l'a demandé l'Agence fédérale indienne d'enquête (CBI), et donc ouvrir la voie soit à un procès soit à un non-lieu.

La Haute Cour du Kerala, qui avait fixé les conditions de leur mise en liberté sous caution, a répondu favorablement à une demande de leur avocat pour qu'ils

puissent rentrer en France. Ils devront revenir à Cochin avant le 10 mai. Selon leur avocat, les autorités françaises ont plaidé auprès de leurs homologues indiennes pour une décision en ce sens pour raison humanitaire et se sont engagées à ce qu'ils reviennent.

On ne savait pas, vendredi soir, quand les deux hommes quitteraient l'Inde. Ils doivent d'abord récupérer leurs passeports, conservés par la justice, puis remplir diverses formalités. Ce ne devrait pas être possible avant la fin de la semaine.

M<sup>me</sup> Ellé et Clavel doivent se présenter tous les mois aux autorités à Cochin, aux termes de leur régime de liberté sous caution. Après l'arrestation du *Galathée* au large de Cochin – qui abrite une base navale –, l'équipage avait été emprisonné pendant cinq mois, puis assigné à résidence. Ses quatre autres membres, trois Français et un Malgache, avaient été relâchés en mars 1997 et étaient rentrés en France. M. Ellé, capitaine du *Galathée*, et M. Clavel, qui était l'archéologue de cette expédition, affirment qu'ils ne faisaient que rechercher une épave portugaise du XVI<sup>e</sup> siècle, mais reconnaissent que l'autorisation obtenue d'un partenaire indien n'était pas valable. (AFP)

## Un défaut d'étanchéité affecte une partie du parc nucléaire d'EDF

LE BÂTIMENT du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle), d'une puissance de 1 300 mégawatts, présente un défaut d'étanchéité sans conséquence radiologique, a indiqué, vendredi 9 janvier, la direction du site. Cette anomalie, classée au niveau 1 de l'échelle internationale des incidents nucléaires, qui en compte sept, a été découverte à

l'occasion de la visite décennale du réacteur, à l'arrêt depuis le 9 novembre.

Le confinement de ce type d'installation est assuré par deux enceintes en béton, séparées par un espace de deux mètres, à l'intérieur duquel un système d'aspiration et de filtration des gaz empêche « d'éventuels rejets radioactifs dans l'environnement ». Or, un test d'étanchéité a fait apparaître un taux de fuite de l'enceinte interne de 1,4 %, alors que le maximum autorisé est de 1 %.

Un problème similaire avait été décelé, voilà quelques semaines, sur la tranche n° 1 de la centrale de Flamanville (Le Monde du 20 novembre 1997). Les expertises menées par EDF ont révélé que ces fuites étaient dues pour un tiers à la présence de microfissures autour du sas par lequel transite le matériel nécessaire au réacteur et pour le reste à la porosité du béton. La Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) a

autorisé, le 9 janvier, le redémarrage de cette unité, considérant qu'« en cas d'accident », le système d'aspiration et de filtration continuerait à fonctionner normalement, « sans entraîner de conséquence radioactive significative pour les populations ».

La DSIN a toutefois demandé à EDF d'effectuer une réparation de l'enceinte interne du bâtiment, à l'occasion du rechargement du réacteur en combustible, programmé pour février et mars 1999. Il est prévu de poser alors un revêtement en matériau composite sur la face interne de la paroi. L'autorité de sûreté précise que « le vieillissement de l'enceinte sera l'objet d'une attention particulière » étendue à l'ensemble des réacteurs de 1 300 et 1 450 mégawatts : soit 20 réacteurs REP de 1 300 mégawatts (Belleville, Cattenom, Flamanville, Golfech, Nogent, Paluel, Penly et Saint-Alban) et 2 réacteurs de 1 450 mégawatts (Chooz).

Laurence Follé

## VOTRE BAIGNOIRE REMISE A NEUF



Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.  
Mr Baigmoire  
03.27.92.71.18

## J'accuse...! d'Emile Zola

Cent ans après, *Le Monde* publie un dossier spécial avec le texte de la lettre d'Emile Zola, des éclairages pour comprendre le climat de l'époque et une analyse des conséquences de ce coup de théâtre dans l'affaire Dreyfus.

Un cahier de 8 pages à lire lundi 12 daté mardi 13 janvier dans *Le Monde*